

MASTER SCIENCES SOCIALES

Parcours « Gastronomie, Vins, Cultures et Sociétés »

MÉMOIRE DE DEUXIÈME ANNÉE

« Tickets s'il vous plaît » Vivre et Survivre au quotidien : s'alimenter dans les campagnes lotoises (1939-1949)

Présenté par :

Enzo DELPECH

**« Tickets s'il vous plaît »
Vivre et Survivre au quotidien : s'alimenter
dans les campagnes lotoises (1939-1949)**

L'ISTHIA de l'Université Toulouse - Jean Jaurès n'entend donner aucune approbation, ni improbation dans les projets tuteurés et mémoires de recherche. Les opinions qui y sont développées doivent être considérées comme propre à leur auteur(e).

« Des jeunes gens antisémites, ça existe donc, cela ? Il y a donc des cerveaux neufs, des âmes neuves, que cet imbécile poison a déjà déséquilibré ? Quelle tristesse, quelle inquiétude, pour le vingtième siècle qui va s'ouvrir ! »

Émile Zola, *Lettres à la jeunesse*, 1897.

Remerciements

La réalisation de ce mémoire a été possible grâce à l'intervention de plusieurs personnes.

En premier lieu, je souhaite remercier chaleureusement ma directrice de mémoire pour sa bienveillance, sa disponibilité et ses précieux conseils. Je veux également adresser toute ma reconnaissance et ma profonde gratitude à ma directrice de stage, sans qui ce travail n'aurait pu être possible. En me permettant de toucher à tous les aspects de la mise en place de l'exposition, elle m'a fait confiance et m'a permis d'enrichir mon expérience et de développer mes savoir-faire. Un grand merci à elle.

Je veux remercier aussi toutes les personnes qui m'ont permises d'étayer ma réflexion. Je pense notamment au soutien des organismes d'archives, aux bibliothèques mais aussi à la Société des Études du Lot. Un remerciement tout particulier à messieurs Jean-Michel et Frédéric Rivière, Jean-Louis Nespoulous ainsi que Marc Lecuru pour leur intérêt.

Je tiens également à mentionner l'aide précieuse de Geneviève Dreyfus-Armand, Christiane Bouat et Caroline Mey-Fau ainsi que celle de l'Association du Musée de la Résistance, de la Déportation et de la Libération du Lot et tout particulièrement Jean-Luc Couderc.

Un grand merci à Emmanuel Carrère et à toute l'équipe de la direction du patrimoine pour leur accueil, leur soutien et leurs encouragements.

Enfin, je souhaite exprimer toute ma reconnaissance envers toutes celles et tous ceux, qui, de près ou de loin, m'ont apporté leur soutien moral ou intellectuel tout au long de ce travail.

Avant-propos

Ce mémoire est issu d'un stage réalisé entre mars et août 2023, au sein de la Direction du patrimoine de la Ville de Cahors. Lors de ce stage, nous étions deux étudiants du master 2 Gastronomie, Vins, Cultures et Sociétés à devoir réaliser une exposition en commun. Ainsi, issus de parcours universitaires similaires, nous avons une méthodologie propre à l'Histoire que nous avons jugé opportun de vous présenter dans ce travail.

En outre, toutes les réalisations menées dans le cadre de ce stage, ont été faite à deux. Par conséquent, les lecteurs comprendront aisément que les présentations des structures d'accueil sont les mêmes, tout comme les missions confiées et les enjeux qui en découlent. De la même manière, tous deux issus d'un parcours en Histoire, la méthodologie et la démarche utilisée à la fois pour présenter l'état de l'art mais également nos investigations, se ressemblent.

Cependant, nous avons souhaité dissocier nos deux travaux sur le plan géographique. Ainsi, même si la traduction de nos résultats est la même -puisque'il s'agit d'une exposition commune- je me centrerai ici à développer d'avantage les campagnes lotoises.

Sommaire

Introduction générale	9
Partie I - Mise en contexte et cadrage théorique	12
Introduction.....	13
Chapitre 1 : Historique et présentation des structures d'accueil.....	14
Chapitre 2 : Faire vivre la recherche historique au travers d'un animation de préfiguration en vue de l'ouverture du futur musée.....	28
Chapitre 3 : Une historiographie complexe.....	34
Conclusion.....	48
Partie II – Une méthodologie historique et une démarche scientifique dans l'étude de différentes sources	49
Introduction.....	50
Chapitre 1 : Méthodologie historique et utilisation des archives	51
Chapitre 2 : Panorama des sources disponibles sur le sujet.....	59
Chapitre 3 : Les autres acteurs du terrain.....	71
Conclusion.....	74
Partie III – Résultats et retours pratiques	75
Introduction.....	76
Chapitre 1 : Vivre et se nourrir dans les campagnes lotoises entre 1939 et 1949	77
Chapitre 2 : La mise en place de l'exposition	101
Chapitre 3 : Retours méthodologiques et théoriques.....	111
Conclusion.....	121
Conclusion générale.....	122
Bibliographie.....	124
Corpus de sources.....	137
Annexes	150
Table des sigles et des abréviations.....	159
Table des figures.....	160
Table des tableaux.....	161
Table des matières.....	162

Introduction générale

« Les cultivateurs de la région de Gramat, trouvent plus avantageux de fabriquer et de vendre clandestinement des fromages du pays, dits « cabécous » que de donner leur lait ».¹

Cette citation du chef d'escadron ARQUIS, Commandant de la Compagnie de Gendarmerie du Lot, en date du 25 janvier 1942, est révélatrice de la situation alimentaire dans le département. En effet, de 1939 à 1949, la France connaît une période complexe. Traversée par la Seconde Guerre mondiale (1939-1945) et son lot d'atrocités et de dévastations, le pays peine à survivre face aux réquisitions allemandes. Cette situation perdure au lendemain de la Libération et jusqu'au début des années 1950. Les historiens qualifient cette période d'« années noires² » ce qui n'est pas sans faire écho à l'extrême dureté de la vie.

Issu d'une formation en Histoire, menée pendant cinq années à la Faculté des Lettres et des Sciences Humaines de Limoges (87), ce mémoire de recherche en Master Gastronomie, Vins, Cultures et Sociétés (GVCS) nous donne l'opportunité de mettre en œuvre toutes les compétences acquises au cours de notre formation et de continuer les recherches menées jusqu'ici, grâce à un stage opérationnel. En effet, lors de nos précédents travaux, nous nous sommes intéressés au premier XX^e siècle, au travers d'une étude micro-historique, contextualisée et profondément ancrée sur le territoire lotois³. Nous avons ensuite poursuivi nos investigations sur le thème de la Libération dans le Lot, dans le but de comprendre les bouleversements politiques, économique et sociétaux de cette époque⁴. Ayant intégré le Master GVCS en seconde année, nous trouvons opportun de réaliser une étude mêlant à la fois nos connaissances en Histoire, tout en y intégrant la donnée alimentaire. C'est pourquoi, nous allons nous intéresser à la thématique de l'alimentation entre 1939 et 1949 dans le département du Lot. Cette thématique, encore très peu traitée par le monde universitaire, mérite pourtant une étude précise.

Pour mener à bien cette étude, nous réalisons un stage opérationnel de six mois au sein de la Direction du patrimoine de la Ville de Cahors, sous la direction de Laure Courget. Notre

¹ Arch. dép du Lot - 1 W 943.

² Nous pensons ici à l'ouvrage d'Henri Rouso, *Les années noires, vivre sous l'Occupation*, Évreux, Gallimard, 1992.

³ DELPECH ENZO, « De l'engagement aux engagements : itinéraire d'un boulanger du Lot (1917-1959) », Mémoire de Master Histoire à la Faculté des Lettres et des Sciences Humaines de Limoges, sous la direction de Clotilde Druelle-Korn, Limoges, 2021.

⁴ DELPECH ENZO, « La création du Comité Départemental de Libération du Lot et des liens avec les Comités Locaux de Libération entre août 1944 et juin 1948 », Mémoire de Master Histoire à la Faculté des Lettres et des Sciences Humaines de Limoges, sous la direction de Clotilde Druelle-Korn, Limoges, 2022.

mission est de réaliser une exposition – en binôme avec Charlotte Leroy⁵ – sur la donnée alimentaire dans la vie quotidienne lotoise entre 1939 et 1949. Ainsi, entre mars et août 2023, nous devons réaliser à la fois une exposition, mais également des outils de médiations et de communication destinés au grand public. Une des données majeures est la nécessité de valoriser les fonds du futur musée de la Résistance qui devrait rouvrir en 2025. Le but étant de conjuguer notre phase de recherches avec la volonté politique de la municipalité, de faire un musée « hors les murs ». Ainsi, fort de notre parcours universitaire, ce stage est l'occasion de mettre en pratique une médiation culturelle sur un thème privilégié, qu'est la Seconde Guerre mondiale.

Par conséquent, le but de ce mémoire est donc de parvenir à montrer comment nous pouvons répondre à cette commande et quels en sont les atouts et les obstacles. Afin de se différencier du travail de ma camarade, nous analyserons ici les ressorts de la vie quotidienne dans les campagnes lotoises de l'époque et l'importance de l'alimentation dans ce cadre. Ainsi, quelles caractéristiques alimentaires incarnent les campagnes lotoises durant la période 1939-1949 ? Cette question de départ vient d'un constat simple : dans un département profondément rural comme le Lot, les cultivateurs –qui pratiquent déjà une économie d'autosubsistance– doivent arriver à survivre dans ce quotidien brumeux. Nous savons que les relations d'interdépendances entre les agglomérations et le monde rural ne s'estompent véritablement qu'à partir des Trente Glorieuses (1946-1973), notamment avec l'arrivée des supermarchés. Ainsi, il apparaît opportun de privilégier une approche rurale de ce sujet, car elle permet d'entrevoir des situations complexes et hétéroclites.

Pour parvenir à brosser un panorama de ces campagnes lotoises durant ces dix années, nous nous appuyons sur une bibliographie scientifique solide et de nombreuses heures de travail en archives. Ainsi, il convient de mentionner ici l'ouvrage majeur qu'est celui de Pierre Laborie sur l'évolution des mentalités lotoises entre 1939 et 1944⁶. De plus, l'ouvrage d'Anne Verdet⁷ sur les campagnes du département apporte une vision sociologique non négligeable pour mieux cerner l'émergence d'une société d'entraides. En complément de ces deux ouvrages majeurs, nous complétons nos investigations avec la lecture d'ouvrages de références sur la période

⁵ Charlotte LEROY a exactement le même parcours universitaire que le miens. Elle a réalisé une étude sur la discipline préhistorique en Périgord et son évolution au regard d'une institution muséale et d'une société savante. Pour en savoir plus : LEROY Charlotte, « Le Périgord au temps des Mammouths : mise en histoire et en patrimoine d'une nouvelle discipline (1828-1905) », Mémoire de Master Histoire à la Faculté des Lettres et des Sciences Humaines de Limoges, sous la direction de Clotilde Druelle-Korn, Limoges, 2022.

Disponible sur : <http://aurore.unilim.fr/ori-oai-search/notice/view/>

⁶ LABORIE Pierre, *Résistants Vichyssois et autres. L'évolution de l'opinion et des comportements dans le Lot de 1939 à 1944*, Paris, CNRS, 1980.

⁷ VERDET Anne, *La logique du non-consentement. Sa genèse, son affirmation sous l'Occupation*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2014.

comme ceux d'Henry Rousso⁸, Jean-Pierre Azéma⁹ et Fabrice Grenard¹⁰. Bien entendu, nous ne comptons pas ici être exhaustifs et nous étudions nombres de références, toutes utiles à nos recherches. Pour mieux cerner les enjeux de notre mission, nous utilisons l'ouvrage du Centre d'Histoire de la Résistance et de la Déportation de Lyon, paru en 2017¹¹. Parallèlement à ces lectures, nous consultons des documents originaux, en archives, dans de multiples dépôts. Il s'agit principalement des archives départementales du Lot, mais également de quelques archives municipales.

Tout d'abord, nous reviendrons sur la présentation de nos structures de stage afin de mieux saisir leurs rôles et leurs missions au sein de la municipalité. Ces informations nous permettront ainsi d'explicitier le contexte dans lequel la commande prend forme et ainsi de questionner l'état de l'art qui en découle. Ensuite, nous reviendrons sur la méthodologie historique et la démarche de recherche dans cette discipline. L'enjeu est de brosser un panorama des ressources et des sources disponibles et de comprendre comment les traiter. Enfin, nous analyserons la situation alimentaire dans les campagnes du Lot entre 1939 et 1949 et nous reviendrons sur la mise en place de l'exposition et les problématiques qui en découle. Nous ne manquerons pas, pour finir, d'aborder les obstacles et les apports de ce stage.

⁸ ROUSSO Henry, *Le syndrome de Vichy, de 1944 à nos jours*, Paris, Seuil, 1990.

⁹ AZÉMA Jean-Pierre, BÉDARIDA François, (dirs.), *La France des années noires*, t. 1 & 2, Paris, Seuil, 2000, [1993].

¹⁰ GRECARD Fabrice, *La France du marché noir : 1940-1949*, Paris, Payot, 2008 et *Les scandales du ravitaillement. Détournements, corruption, affaires étouffées en France, de l'Occupation à la guerre froide*, Paris, Payot, 2012.

¹¹ CENTRE D'HISTOIRE DE LA RÉSISTANCE ET DE LA DÉPORTATION, *Les Jours sans : 1939-1949, alimentation et pénurie en temps de guerre*, Lyon, Libel, 2017.

Partie I - Mise en contexte et cadrage théorique

Introduction

Cette première partie consiste à présenter les principaux éléments de notre travail au sein de l'équipe de la Direction du patrimoine de la Ville de Cahors. Ainsi, grâce à la présentation de la structure de stage mais aussi celle du musée de la Résistance du Lot, nous comprendrons mieux le contexte dans lequel nos travaux se sont insérés durant ces six mois. Grâce à des éléments de cadrage méthodologie et de définitions, nous brosserons un aperçu de l'état de l'art autour du sujet entrepris. Il convient en outre de revenir sur le contexte politique dans lequel s'inscrit le futur musée mais également sur les multiples enjeux qu'il soulève et les problématiques liées à notre mission.

Ainsi, dans le cadre de cette première partie préliminaire, nous reviendrons sur tous ces éléments afin de cerner dans quels contextes s'inscrit notre stage mais aussi -et surtout- à quelles problématiques répond la mission confiée par la Direction du patrimoine de la Ville de Cahors.

Chapitre 1 : Historique et présentation des structures d'accueil

1. La maison du patrimoine à Cahors

Située à deux pas de l'Hôtel de Ville, la maison du patrimoine de Cahors est un bel exemple de l'évolution stylistique de l'architecture cadurcienne. En effet, abritant aujourd'hui le siège de la Direction du patrimoine, elle conserve dans ses murs les traces des différentes phases de reconstruction, depuis le XVI^e siècle. Le bâtiment devient ainsi le reflet du statut social des propriétaires mais également un témoin du renouveau architectural de Cahors.

1.1. Historique d'une maison bourgeoise à Cahors : la maison « Quéval »

Située au 8 rue de la Halle, la maison « Quéval » possède une forme trapézoïdale remarquable. Au regard du plan dressé par Jean Calmont et René Prat¹², du cadastre napoléonien de 1812¹³ et du plan cadastral de 2008, la maison n'a pas subi de changement notable dans sa forme. Durant la période médiévale (476-1492), la maison se trouve à la limite ouest de la ville. En outre, elle se situe à proximité du rempart antique, restauré à la fin du VII^e siècle. Elle est également dans le prolongement de l'axe menant du pont Valentré à la maison consulaire (place Chapou) et à la cathédrale Saint-Étienne de Cahors.

Concernant les propriétaires de la maison « Quéval », les sources nous montrent que ce sont successivement des docteurs, marchands, notaires ou encore avocats, appartenant à la moyenne bourgeoisie médiévale puis moderne. Ces propriétaires successifs n'occupent pas la maison très longtemps. Ainsi, hormis le passage du Noble Guillaume de Bosco, alias « Vidal »¹⁴, la maison « Quéval » n'est pas occupée plus de cinq années de suite. Cette faible occupation nous laisse donc comprendre les activités successives de la maison ; oscillant entre commerce, artisanat ou accueil de service, entre la fin du XV^e siècle et le début du XVII^e siècle. Au début du XX^e siècle, un fleuriste occupait les lieux. Des treilles de suspensions étaient encore visibles lors de la première campagne de travaux.

¹² Il s'agit d'un plan réalisé en 1944 par le bibliothécaire Jean Calmon (1881-1974) et l'archiviste René Prat (1908-1975), reprenant un plan de Cahors réalisé vers 1650.

¹³ Le « cadastre napoléon » ou « plan cadastral » de 1812 est un cadastre parcellaire institué par la loi du 15 septembre 1807. Il s'agit du premier outil juridique et fiscal exigé par l'Empereur Napoléon I^{er}.

¹⁴ Le chanoine Edmond Albe (1861-1926) est un historien spécialiste du Quercy. Dans l'une de ses nombreuses monographies, il cite ce Noble Guillaume de Bosco.

En septembre 1925, les façades sont inscrites sur la liste supplémentaire des Monuments Historiques¹⁵ et une campagne de restauration est lancée, cinq ans plus tard. En 1988, la maison est cédée à la commune par l'action de son propriétaire, monsieur Quéval. Des travaux de restauration débutent en 1999 et reprennent en 2008 afin de mettre la bâtisse hors d'eau et de pouvoir y installer les locaux de la Direction du patrimoine de la ville de Cahors.

1.2. Le siège de la Direction du patrimoine de la Ville de Cahors

1.2.1. Le Service qui compose la Direction du patrimoine

Chaque service du patrimoine doit mener des études, protéger, conserver, restaurer, valoriser et transmettre le patrimoine archéologique, les immeubles et objets mobiliers où ayant un intérêt historique, esthétique, artistique ou scientifique reconnu¹⁶. Ce service possède des compétences similaires à l'État en matière d'inventaire général : élaboration des textes législatifs et réglementaires, contrôle scientifique et technique, formation d'une définition et d'une mise en œuvre de la politique des publics, évaluation des besoins budgétaires et humains.

En ce qui concerne le Service de la Ville de Cahors, c'est Laure Courget qui en est à sa tête, depuis 1998. Entourée d'une équipe d'adjoints territoriaux du patrimoine et d'attachés à la conservation, ils essaient de rendre le cœur de ville attrayant en installant tout un dispositif d'outils (panneaux, outils multimédias, visites, plaquettes explicatives) et perpétuent une politique de transmission du patrimoine de la ville.

En effet, depuis 1988, la collectivité a débuté une mission d'inventaire du patrimoine, après la nomination de la partie orientale de la ville comme « site patrimonial remarquable »¹⁷. De plus, depuis 2008, la Direction du patrimoine s'adjoint aux élus pour permettre une amélioration de la qualité d'habiter. Le but est de réhabiliter l'espace public en programmant d'important travaux de remise en état des façades, de rénovations des rues ou encore de reconquête des places. Selon Laure Courget, ces engagements permettent de réinsérer le « vivre ensemble » et de permettre des expérimentations, duplicables ensuite sur le territoire du Grand

¹⁵ L'inventaire supplémentaire des monuments historiques (ISMH) est instauré le 23 juillet 1927 et vient, jusqu'en 2005, compléter la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques. L'intérêt des monuments historiques réside dans leurs caractères remarquables.

¹⁶ Arrêté du 17 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation de la Direction générale des patrimoines.

¹⁷ La loi dite « Malraux » du 4 août 1962 amène à la création de « secteurs sauvegardés, ensembles urbains historiques ayant conservé leur caractère et leur unité architecturale, le plus souvent au centre des villes ». C'est une étape majeure dans la protection du patrimoine. Ce plan permanent permet de sauvegarder et de mettre en valeur des quartiers, souvent en piètre état. Les travaux entrepris sont souvent assortis d'avantages fiscaux pour les particuliers et d'aides importantes. Avec la loi du 7 juillet 2016 -LCAP- les secteurs sauvegardés sont inscrits dans les sites patrimoniaux remarquables et sont couverts par un Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur (PSMV).

Pour en savoir plus : <https://www.culture.gouv.fr/Nous-connaître/Decouvrir-le-ministère/Histoire-du-ministère/Ministère-de-la-Culture-60-ans-d-action-en-500-dates#/samedi-4-aout-1962-Loi-Malraux-creation-des-secteurs-sauvegardes>

Cahors ou sur l'ensemble du département. Selon elle, « la connaissance est au cœur de tout, c'est un principe de base, un socle qui permet la construction de projets de politiques publiques ».

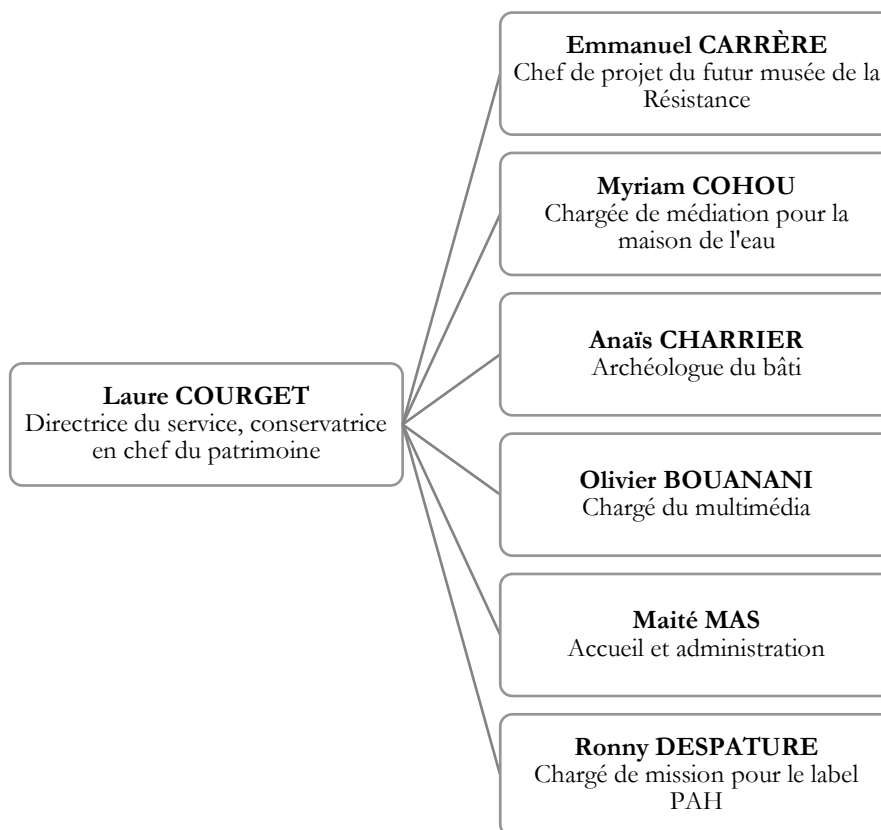


Tableau 1 - Organigramme du Service du Patrimoine de la Ville de Cahors
© DELPECH Enzo, 2023

1.2.2. Un label en évolution : Ville d'art et d'Histoire

Cahors, classé Ville d'art et d'histoire¹⁸ en 2005, s'engage dans une politique d'animations, de connaissances et de valorisation d'un patrimoine bâti, naturel et industriel. Dans cette perspective de développement social, culturel et économique, la maison du

¹⁸ Le label « Ville et Pays d'art et d'histoire » est attribué depuis 1985 par le ministère de la Culture et de la Communication aux villes, villages ou pays de France qui s'engagent dans une politique d'animation et de valorisation de leurs patrimoines. Les engagements sont « le recrutement d'un animateur de l'architecture et du patrimoine [...] ; la valorisation du patrimoine et la promotion de la qualité architecturale ; le développement d'une politique des publics : la sensibilisation des habitants à leur environnement architectural et paysager, initiation du public jeune à l'architecture et au patrimoine, accueil du public touristique ; la mise en place d'un Centre d'interprétation de l'architecture et du patrimoine (CIAP) qui présente de manière didactique l'architecture et le patrimoine de la ville ou du pays. ».

Pour en savoir plus : <https://www.culture.gouv.fr/Aides-demarches/Protections-labels-et-appellations/Label-Ville-et-Pays-d-art-et-d-histoire>

patrimoine continue à faire vivre l'identité de la ville, tout en y associant ses citoyens et ses acteurs.

Par conséquent, depuis 2022, la communauté d'agglomération du Grand Cahors travaille sur sa candidature pour une extension de ce label en un « Pays d'art et d'histoire », regroupant les trente-six communes du territoire. L'objectif est toujours celui d'assurer une transmission aux générations futures et de les placer dans une démarche de responsabilisation collective. À travers *Les Rendez-vous*, qui paraissent en février et juin de chaque année, la maison du patrimoine présente ses programmes d'animations, ses visites thématiques, ses conférences, manifestations commémorations et ses expositions.

La volonté du Service du patrimoine de Cahors est de proposer aux jeunes, à travers des actions éducatives, « les clés de compréhension de leur environnement historique, architectural et naturel. »¹⁹ Il est donc nécessaire de renforcer l'intérêt pour l'histoire et surtout pour l'histoire locale afin de les faire devenir les acteurs et les protecteurs de demain : « s'approprier et comprendre le patrimoine sous toutes ses formes [...] acquérir et pratiquer des savoir-faire d'hier et d'aujourd'hui. »²⁰.

Après avoir étudié la structure d'accueil de notre stage, il convient de s'attarder également sur le musée de la Résistance, de la Déportation et de la Libération du Lot. Ainsi, même si ce n'est pas réellement une structure de stage, les locaux du musée nous accueillent durant ces six mois, pour nous permettre d'étudier leurs fonds.

2. Le musée de la Résistance, de la Déportation, et de la Libération du Lot

Dès les années 1960, apparaît une réelle nécessité de construire des structures destinées à enseigner l'Histoire de la Résistance et permettant de pérenniser une mémoire. Ces initiatives sont souvent à l'initiative d'associations, porteuses d'idéaux politiques marqués, et sont très souvent situés dans des lieux symboliques²¹. Le musée de la Résistance, de la Déportation, et de la Libération du Lot ne déroge pas à cette règle.

¹⁹ <https://cahorsagglo.fr/ville-dart-et-dhistoire>

²⁰ <https://cahorsagglo.fr/ville-dart-et-dhistoire>

²¹ POULOT Dominique, « Le musée d'histoire en France entre traditions nationales et soucis identitaires », *Anais do Museu Paulista*, São Paulo, vol. 15, n° 5, juillet-décembre 2007, p. 301-305.

2.1. Historique du lieu : la Caserne Bessières

Historiquement, la caserne Bessières doit son nom au maréchal d'Empire Jean-Baptiste Bessières, duc d'Istrie²², né à Prayssac (Lot) en 1768 et tué au combat dans la province de Saxe en 1813. Les origines du bâtiment remontent au XVII^e siècle, lorsque l'évêque de Cahors, Alain de Solminihac (1593-1659)²³, décide de créer un séminaire en 1650. Il faut alors attendre la Troisième République (1870-1940) pour que la caserne soit réhabilitée et accueille une garnison de 1 500 hommes. Entre 1873 et 1925, Cahors se voit affecter le 7^e régiment d'Infanterie. En 1929, deux bataillons du 16^e régiment de tirailleurs sénégalais prennent place dans les bâtiments de la caserne jusqu'aux environs de 1939. De 1942 à 1944, les « Petits marins », plus connus sous le nom de l'École des mousses, investissent les lieux. Sa dernière fonction militaire est d'abriter le C.I.T. 58²⁴, actif durant la guerre d'Algérie (1954-1962). La période de casernement prend fin en 1966 et plusieurs parties du bâtiment sont démolies en 1968.

À la suite de la démolition de la caserne Bessières, la place du même nom connaît de nombreux réaménagements. Un Palais des Sports est aménagé en 1985, suivi d'un espace associatif et de congrès « Clément Marot » en 1995. Les derniers aménagements datent de 2019 et concernent la création d'un cinéma « le Grand Palais » et les futurs locaux du Musée de la Résistance du Lot.

2.2. Fondation et organisation du musée

2.2.1. Une fondation unanime

Les 14, 15 et 16 octobre 1988 se tient à Cahors le 40^e Congrès National des Médaillés de la Résistance. Le désir des organisateurs est de faire de ce rassemblement, un moment d'unité et de partage. Ainsi, les seize associations d'Anciens Combattants²⁵, d'obédience politique très diverses, se sont mises d'accord sur la volonté de transmettre une mémoire. Lors de ce rassemblement, les rancœurs sont mises provisoirement de côté et des axes communs

²² Ce titre est créé spécialement par Napoléon I^{er} pour Jean-Baptiste Bessières, par lettres patentes du 28 mai 1809. Il renvoie à l'Istrie, péninsule de la mer Adriatique, aujourd'hui située en Croatie.

²³ Alain de Solminihac est un clerc du XVII^e siècle. Entre 1614 et 1636, il est à la tête de l'abbaye de Chancelade (Dordogne) et devient ensuite évêque du diocèse de Cahors entre 1636 et 1659. Il est béatifié en 1981 par le Pape Jean-Paul II.

²⁴ Centre d'Information et de Transmission. Le nombre 58 correspond à l'année 1958, date de création du centre à Cahors.

²⁵ Parmi ces associations, sont présentes : la Fédération Nationale des Déportés et Internés Résistants et Patriotes (F.N.D.I.R.P.), l'Amicale de Sachsenhausen, les Anciens Combattants du 8^e Régiment d'Infanterie, les Anciens Combattants des Forces françaises libres (F.F.L.), l'association Rhin et Danube, les Anciens Combattants du Corps expéditionnaire français en Italie (C.E.F.I.), les Anciens Combattants du Front (A.C.D.F.R.L.), les Anciens Combattants du Corps-Franc-Pommiès (C.F.P.), les Anciens Combattants de la Légion des volontaires de la Résistance (L.V.R.), les Combattants volontaire de la Résistance (C.V.R.), les Maquisards de Figeac, les Anciens d'Indochine, les Anciens Combattants de la 2^e Division Blindée, les Aveugles de guerre, l'Amicale figeacoise et les Médaillés de la Résistance.

permettent de remettre à l'ordre du jour une idée de création d'un musée, déjà abordée bien des années auparavant. Une commission d'étude est créée le 16 novembre 1988 et, grâce aux soutiens de nombreuses personnalités officielles, une assemblée générale constitutive est mise en place à la Mairie de Cahors, le 26 mai 1989. L'Association du Musée de la Résistance, de la Déportation et de la Libération du Lot -MRDL- est créée et devient gestionnaire des collections.

« Le « bruit » fait autour de ce congrès national, l'élan mobilisateur qu'il a suscité auprès des 154 associations de résistants ou de déportés en Midi-Pyrénées et dans les départements limitrophes serviront, sûrement, à relancer l'idée de la création d'une maison de la Résistance, dans le Lot. D'ores et déjà, les médaillés du Lot suggèrent la constitution d'une commission issue des divers mouvements d'anciens combattants pour faire progresser le projet »²⁶.

Le 18 juin 1990, un des deux pavillons de l'ancienne caserne Bessières est officiellement légué à l'Association qui acquiert également d'importants moyens financiers par le Conseil Général, afin de rénover et moderniser le bâtiment. Un an plus tard, le nouveau bâtiment est présenté aux personnalités départementales et au public. Le 18 juin 1992, le musée est officiellement inauguré par Maurice Faure (1922-2014), Président du Conseil Général du Lot. Depuis cette date, la gestion du musée est assurée par les membres de l'Association.

2.2.2. La gestion du musée et les objectifs de l'association

Le musée s'étend alors sur trois niveaux et propose des salles généralistes, face à des déclinaisons locales. Les trois niveaux correspondent à trois thématiques précises que sont la Résistance, la Déportation et la Libération.

- Au rez-de-chaussée : une salle revient sur « les débuts de la Résistance » et « la vie sous l'Occupation » (salle Louis-Émilien Imbert) et en face (salle Jean-Jacques Chapou), sont présentés les « Maquis du Lot et la lutte armée » ;
- Au 1^{er} étage : une salle est consacrée à la « Déportation » (salle Hélène Metges) et une autre, à la « Répression » (salle Charles Boizard) ;
- Au second étage : une salle montre les « Combats de la Libération » (salle Jean-Marie Brouel) et une autre est axée sur « Les combats de Brazzaville à Berlin avec les Français libres » (salle Jacques de Lamaze).

Dans chaque salle, les documents sont exposés sur des panneaux écrits à la main, dont les titres résumant leurs contenus. En plus de ces panneaux, des volets tournants sont mis à la disposition

²⁶ *La Dépêche du Lot*, jeudi 29 septembre 1988.

des visiteurs pour en savoir plus sur les thématiques abordées dans la scénographie ainsi que des tiroirs dans lesquels sont entreposés des objets et des documents d'époque. La volonté de l'Association est de montrer des documents authentiques. Pour cela, ils n'hésitent pas à coller directement des archives sur les panneaux d'exposition, ce qui posera des soucis de conservation plus tard. Dans le deuxième pavillon, trois salles d'exposition permettent d'évoquer les garnisons séjournant à Cahors, la Première Guerre mondiale et les guerres d'Indochine (1946-1954) et d'Algérie.

Les créateurs de ce musée sont engagés sur les points suivants :

- Ne pas confondre « Résistants », hommes aux philosophies souvent très différentes, et « Résistance » leur lutte en commun contre l'État Français et l'occupant ;
- Ne pas confondre « Déportés », arrêtés pour des raisons diverses, et « Déportation », crime du régime national-socialiste allemand ;
- Distinguer « combats » et « répression aveugle » ;
- Rendre compte, aussi fidèlement que possible, des actions de la Résistance lotoise ;
- Éviter la personnalisation, source de vanités dérisoires ;
- Rendre hommage aux victimes et obtenir ainsi l'adhésion de tous.

Les objectifs sont précis et reposent sur un message à transmettre. C'est Pierre Combes (1921-2011), normalien, ancien déporté de Buchenwald²⁷ et Flossenbürg²⁸, résistant au sein des Forces Unies de la Jeunesse Patriotique (FUJP) et porteur du projet, qui dirige l'Association et le musée de son ouverture -le 26 mai 1989- jusqu'à la fin de son mandat le 3 juin 2008²⁹. C'est lui qui supervise le fonctionnement global de l'association jusqu'à sa mort.

Respecté par les autorités et ayant un important sens de l'autorité, Pierre Combes met en place des expositions temporaires, participe aux cérémonies de mémoire et engage également des

²⁷ Le camp de concentration de Buchenwald est créé en juillet 1937 près de Weimar, en Allemagne. Ce sont 250 000 personnes détenues et 56 000 morts. Les prisonniers sont amenés à l'extérieur afin d'être exploités pour les intérêts économiques et organisationnels de la *Schutzstaffel* (SS), comme la construction de voies d'accès, de villas ... Une cinquantaine de personnalités sont enfermés dans des villas autour du camp comme Léon (1872-1950) et Jeanne (1899-1982) Blum, Georges Mandel (1885-1944), Édouard Daladier (1884-1970) ou encore Léon Jouhaux (1879-1954). Ils ne sont pas soumis aux mêmes conditions de détention.

²⁸ Le camp de concentration de Flossenbürg est créé par le régime national-socialiste en 1938, en Bavière. Plus de 100 000 détenus sont internés dans le camp, 30 000 y trouvent la mort. Le camp est placé à proximité d'un gisement de granit, servant pour le travail imposé.

²⁹ Liste des présidents de l'association du MRDL :

Du 26 mai 1989 au 17 juin 1995 : Pierre COMBES

Du 17 juin 1995 au 28 nov. 1995 : Claude HUEZ

Du 28 nov. 1995 au 04 déc. 2002 : Pierre COMBES

Du 04 déc. 2002 au 03 mai 2005 : Albert ATLAN

Du 03 mai 2005 au 05 sept. 2006 : Guy FLAUJAC

Du 05 sept. 2006 au 03 juin 2008 : Pierre COMBES

Du 03 juin 2008 au 02 juillet 2022 : André NOUVIAN

Depuis le 02 juillet 2022 : Renée SOULIÉ

rendez-vous dans les classes afin de témoigner de cette époque. Il vérifie l'écriture et la mise en forme des panneaux présents dans le musée et gère également les objets offerts à l'Association, sans consigne d'inventorisation. Selon lui, les individus qui ont résisté pendant la guerre et qui ne sont pas morts de cet engagement, n'ont fait que leur devoir. Il n'hésite pas à barrer des noms directement sur les archives ou à masquer des visages sur les photos, toujours dans ce but de ne pas héroïser l'engagement résistant.

Lors de l'ouverture du musée en 1992, l'Association compte plus de 900 adhérents, dont tous les membres des seize associations d'Anciens Combattants, qui deviennent adhérents à vie.

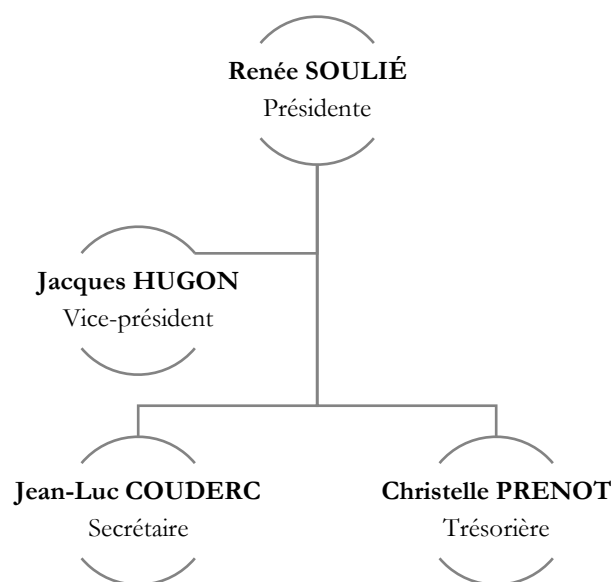


Tableau 2 - Organigramme du Bureau de l'Association de la Résistance, de la Déportation, de la Libération du Lot
© DELPECH Enzo, 2023

Jusqu'en février 2020, l'Association emploie d'une à deux salariées, notamment pour s'occuper du courrier et des aspects administratifs. Jusqu'en 2017, le musée est ouvert toute l'année du lundi au samedi, de 14 heures à 18 heures (entrée libre). Le fonctionnement est assuré par des bénévoles et les salariés de l'association. Au printemps 2017, la municipalité de Cahors annonce sa volonté d'affecter le musée dans un futur complexe. Fin décembre 2018, le musée est fermé à cause du projet de réhabilitation de la place Bessières et le projet de construction du complexe cinématographique. Par une délibération du Conseil Municipal de la Ville de Cahors en 2019, le musée devient la propriété de la Ville. Les statuts de l'Association sont donc modifiés par une assemblée générale extraordinaire en janvier 2020. Un comité directeur de douze personnes est mis en place et est élu pour deux ans. De plus, l'Association décide de s'ouvrir

aux adhésions en assouplissant le Règlement intérieur, le 14 décembre 2021. Depuis le 5 juillet 2022, l'Association se compose de 68 adhérents (dont 48 cotisations) au sein du Bureau représenté sur l'organigramme ci-dessous.

Les membres actifs sont huit : Christiane BOUAT, Jean-Pierre DELACROIX, Robert DELSART, Marianne HASLIN-COMBES, Colette IMBERT, Michèle LANDOIS, Jean-Luc PRENOT, Hervé THIÉBAUT. Les membres cooptés sont François JUBIN et Viviane TORNEL-BASCLE.

2.3. Faire un musée « hors les murs »

Lors d'une conférence de presse organisée pour présenter les futurs locaux du musée, le maire de Cahors, Jean-Marc Vayssouze-Faure (1972-), indique que « *D'ici là, nous voulons faire vivre le musée hors de ces murs* »³⁰ En effet, depuis la fermeture du musée en 2018, l'association et une équipe de professionnels du service patrimoine de la Ville de Cahors œuvrent au chantier des collections en procédant à des inventaires, des constats d'état, des conservations préventives ou encore très récemment, à une amélioration du classement des archives. Les collections sont stockées dans un bâtiment proche des futurs locaux. Ces dernières comprennent un peu plus de 1 500 objets dont des pièces textiles, des documents papiers, des armes, des accessoires de la vie quotidienne, des insignes et des emblèmes.

La crise du Covid et l'ouverture du nouveau musée Henri-Martin à Cahors, interrompt brusquement le chantier des collections et seul le travail d'archivage peut continuer. Fin 2022, un archiviste missionné pour une courte durée entreprend l'amélioration du traitement et du classement des archives. De fait, les dons de documents d'archives sont classés par thématiques et non par donateur, perdant le sens du don et du groupements des écrits. Les archives peuvent aussi être présentes sans sources, sans donateurs. Autre difficulté, le traitement des archives étant effectué jusqu'ici par des bénévoles -donc non professionnels- il est possible de tomber sur des photocopies d'archives et non des originaux. De plus, la volonté de l'ancien musée de montrer à tous des documents authentiques, et donc de laisser aux mains des visiteurs des sources originales, altère certain document. Le musée regorge d'archives très intéressantes sur la période, mais il manque un coup de projecteur sur ce fonds inconnu pour un grand nombre de chercheurs. Il convient ainsi de faire appel à des groupes de travaux chargés de piloter et d'organiser les recherches autour du futur musée.

³⁰ *La Dépêche*, 11 juin 2022.

Consultable en ligne : <https://www.ladepeche.fr/2022/06/10/lot-le-musee-de-la-resistance-de-la-deportation-et-de-la-liberation-ouvrira-ses-portes-en-2025-10350890.php>

2.3.1. Le rôle du comité de pilotage

Depuis 2023, le projet culturel du futur musée avance avec l'aide d'un comité de pilotage chargé de valider les étapes clés du projet et de répondre aux sollicitations de l'équipe du service du patrimoine de la Ville de Cahors. Il se veut être le relais de la volonté politique.

Dans le cadre du futur musée de la Résistance du Lot, nous y retrouvons les personnes suivantes :

Les élus de la Ville de Cahors :

- Jean-Marc VAYSSOUZE-FAURE, Maire de Cahors ;
- Jean-Luc MARX, 1^{er} Adjoint au Maire de Cahors et 3^{ème} Vice-président du Grand Cahors en charge des aménagements, études urbaines, tourisme, enseignement supérieur, politique communautaire et grands projets ;
- Françoise FAUBERT, Adjointe au Maire de Cahors chargée de la culture et des événements ;
- Sylvie CAROFF, Conseillère municipale déléguée au musée Henri-Martin, au théâtre municipal, à la médiation culturelle et aux espaces sociaux ;
- Abel RACHI, Conseiller municipal délégué aux mobilités douces et à la médiation patrimoniale ;
- Bernard DELPECH, Vice-président du Grand Cahors en charge de l'Enseignement supérieur, innovation, vie étudiante et jeunesse ;
- Thibaut ROUET, Conseiller municipal délégué au plan communal de sauvegarde, à Cahors plage, de la jeunesse et aux aires de jeux pour enfants ;

Les techniciens de la Ville/Grand Cahors :

- Sébastien BONNEFOY, Directeur Général des Services ;
- Anne-Laure CZAPLA, Directrice du pôle culture et du Théâtre Municipal ;
- Laure COURGET, Directrice du service patrimoine, conservatrice en chef ;
- Emmanuel CARRÈRE, Chef de projet, référent MRDL, direction du patrimoine ;

Les partenaires :

- o L'État :
 - Mireille LARRÈDE, Préfète du Lot ou son représentant ;

- Michel ROUSSEL, Directeur Régionale des Affaires Culturelles d'Occitanie ou son représentant ;
 - Xavier PAPILLON, Inspecteur d'Académie ou son représentant ;
 - Lieutenant-Colonel Josselin de METZ, Délégué militaire départemental du Lot ;
- o Le Département du Lot
 - Serge RIGAL, Président du Département ;
 - Caroline MEY-FAU, Vice-présidente en charge du Patrimoine historique, de l'Archéologie préventive et des Archives départementales ;
 - Rémi BENSOUSSAN, Directeur Général des Services ;
 - o La Région Occitanie
 - Carole DELGA, Présidente de la Région ou son représentant ;
 - Juliette DIDIERJEAN, Directrice de la culture et du patrimoine ou son représentant ;

Les personnalités extérieures qualifiées :

- Benjamin PHILIP, Responsable des services Patrimoine du PAH du Grand Figeac ;
- Clémence PAYROT, Directrice de l'office de tourisme Cahors – Vallée du Lot ;

L'Association MRDL :

- Renée SOULIÉ, Présidente ;
- M ou Mme X, Membre de l'association ;

Ce comité sert donc en définitive à planifier et appliquer différents choix stratégiques comme la communication autour du projet, les liens avec les institutions et la planification des dates clés du projet. Attardons-nous désormais sur le rôle majeur du comité scientifique.

2.3.2. Les prérogatives du comité scientifique

En complément du comité de pilotage, un conseil scientifique est chargé d'émettre des propositions sur la production culturelle et scientifique du futur musée. En ce qui concerne le musée de la Résistance du Lot, il s'agit de professionnels de la Seconde Guerre mondiale, historiens, archivistes, ainsi que des représentants des partenaires institutionnels. Les membres se subdivisent en deux catégories. D'un côté, les membres de droit qui, de par leur fonction, font autorité, et des membres associés, investis ponctuellement dans la recherche scientifique. Ainsi, le comité de pilotage contribue à renforcer et à développer les relations entre le musée et la communauté scientifique sur le plan régional et national.

- Les membres de droit
 - Marc PARAIRE, Directeur de l'Office National des Anciens Combattants et Victimes de Guerre (ONAC-VG) du Lot³¹ ;
 - Nicolas ROSE, Chargé de mission pour l'ONAC-VG du Lot ;
 - Sabrina PERUGI, Provisoire-adjointe au Lycée Gaston-Monnerville (Cahors), référente départementale du Trinôme Académique ;
 - Christine MARTINEZ, Directrice des Archives départementales du Lot ;
 - Elsa LABBE-LAVIGNE, Coordinatrice de la Cellule Patrimoine pour le Département du Lot ;
 - Marie-Noëlle ANDISSAC, Directrice de la lecture publique de la Médiathèque du Grand Cahors ;
 - Sylvie CAROFF, Conseillère municipale déléguée au musée Henri-Martin, au théâtre municipal, à la médiation culturelle et aux espaces sociaux ;
 - Bernard DELPECH, Vice-président du Grand Cahors en charge de l'Enseignement supérieur, innovation, vie étudiante et jeunesse ;
 - Anne-Laure CZAPLA, Directrice du pôle culture de la Ville de Cahors et du Théâtre Municipal ;
 - Laure COURGET, Directrice du Patrimoine de la Ville de Cahors ;
 - Emmanuel CARRÈRE, Chef de projet, référent MRDL, direction du patrimoine ;
 - Patricia GIRARDI, Cheffe du service des Archives de la Ville de Cahors et du Grand Cahors ;
 - Renée SOULIÉ, Présidente de l'Association du MRDL ;

- Le comité scientifique de recherche
 - Christelle BOURGUIGNAT, Directrice adjointe Réseau des Médiathèques Paris-Vallée de la Marne. Elle effectue des recherches sur l'histoire des Juifs dans le département du Lot entre 1942-1944 ;
 - Général Robert BRESSE, Président de la Fondation de la France Libre³². Après une carrière militaire, il a occupé les fonctions de directeur du musée de l'Armée de 2003 à 2011 et depuis 2013 directeur du cercle d'études de la Fondation Napoléon ;

³¹ Les missions de l'ONAC-VG sont principalement la reconnaissance et la réparation (cartes, titres, mentions, allocations, retraite du combattant ...), la solidarité (soutien matériel, moral et financier) et la mémoire (célébrer, commémorer, partager, transmettre).

³² La Fondation de la France libre est créée en 1994 afin « d'assurer la pérennité des traditions, des valeurs morales et de l'idéal de la France libre. » Elle est reconnue d'utilité publique par décret du Premier ministre le 16 juin 1994. Pour en savoir plus : <https://www.france-libre.net/>

- Alexandre DOULUT, Historien chercheur à l'Université Paris 1, il est spécialiste de l'histoire de l'internement et de la déportation des Juifs de France. Il a soutenu une thèse sur les juifs dans le Lot-et-Garonne ;
- Laurent DOUZOU, Professeur des universités en histoire contemporaine à Sciences Po Lyon. Ses travaux portent sur l'histoire et la mémoire de la Seconde Guerre mondiale ainsi que l'histoire orale. Il est également Président des conseils scientifiques du Musée de la Résistance et de la Déportation de Besançon et du Mémorial National de la Prison de Montluc à Lyon, membre du conseil scientifique du Centre d'Histoire de la Résistance et de la Déportation de Lyon, du comité historique et pédagogique de la Fondation de la Résistance, du conseil scientifique du Musée de la Gendarmerie nationale, du conseil scientifique du Service Historique de la Défense et du comité de rédaction de la Revue Historique des Armées ;
- Geneviève DREYFUS-ARMAND, Historienne et conservatrice générale honoraire des bibliothèques. Elle a été directrice de la Bibliothèque de Documentation Internationale Contemporaine (BDIC) de 1998 à 2009. Elle est spécialiste des migrations ibériques au XX^e siècle et est membre du comité scientifique du Mémorial de Rivesaltes, du Mémorial du camp d'Argelès, de la Maison des Mémoires de Septfonds et du comité d'histoire de l'Office Français de Protection des Réfugiés et Apatrides (OFPRA) ;
- Antoine GRANDE, Directeur du Musée départemental de la Résistance et de la Déportation de Midi-Pyrénées ;
- Jean-Marie GUILLON, Professeur émérite de l'Université d'Aix-Marseille. Il est spécialiste de la France des années 1940, de la Provence contemporaine XIX-XX^e siècles et la construction de la mémoire collective au XX^e siècle. Il est président du comité scientifique du Mémorial du Débarquement et de la Libération de la Provence et membre des comités scientifiques de la Fondation de la Résistance et du Mémorial du camp des Milles ;
- Cécile VAISSIÉ, Historienne, professeure d'études russes et soviétiques à l'Université Rennes-II et chercheuse au CERCLE à l'Université Nancy II. Elle est la fille et petite-fille de deux résistants de Cahors, déportés à Dachau, dont un seul en est revenu. À travers un ouvrage *Cahors et le Lot sous l'Occupation - Résistance, collaboration, épuration*, elle revient sur cette période trouble ;
- Cécile VAST, Docteur en histoire à l'université de Franche-Comté. Ses thèmes de recherche portent sur l'Occupation allemande, la Résistance française, l'histoire des intellectuels, l'écriture de l'histoire et les mémoires des conflits du XX^e siècle. Elle

travaille sur parcours permanent du musée de la Résistance et de la Déportation de Besançon et est membre du comité historique et pédagogique de la Fondation de la Résistance et du comité scientifique du musée de la Résistance et de la Déportation de Besançon.

Bien évidemment, l'association du musée de la Résistance, ne peut pas être l'unique rédactrice du discours pour le prochain musée. Le contexte de 1992 n'est plus le même qu'aujourd'hui. C'est pourquoi le comité scientifique sert d'organe consultatif, émettant des avis extérieurs sur les orientations du Projet Scientifique et Culturel (PSC).

Par conséquent, après avoir présenté nos deux structures d'accueil et leurs rôles dans le développement des politiques patrimoniales de la Ville de Cahors, il convient de revenir sur la mission confiée durant ce stage. Il ne faut pas oublier le contexte dans lequel cette dernière émerge pour essayer d'entrevoir les multiples problématiques qu'elle implique.

Chapitre 2 : Faire vivre la recherche historique au travers d'une animation de préfiguration en vue de l'ouverture du futur musée

1. Le contexte de la mission confiée

1.1. De l'Histoire à la Gastronomie ...

Après avoir suivi une Licence en Histoire à la Faculté des Lettres et des Sciences Humaines de Limoges de 2017 à 2020, nous avons continué dans un Master recherche dans le même établissement (2020-2022). C'est lors de ce Master, que nous avons produit deux mémoires de recherches. Le premier, basé sur une étude micro-historique³³, revient sur l'itinéraire de notre arrière-arrière-grand-père maternel entre 1917 et 1959³⁴. Il s'agit pour nous de faire ressortir les singularités de ce parcours d'un boulanger lotois et de le comprendre à l'aune d'une histoire complexe, couvrant une période charnière, entre la Première Guerre mondiale et le début des Trente Glorieuses³⁵. Lors de l'écriture de ce travail, nous nous sommes intéressés à la période de la Libération. C'est également une période charnière entre l'éclatement des dernières organisations du régime de Vichy et le retour à la légalité républicaine. Ainsi, lors de nos discussions avec notre directrice de recherche, nous avons convenu de nous intéresser à cette période complexe et d'en étudier les évolutions politiques. C'est pourquoi, en M2, nous sommes centrés sur une étude du Comité départemental de Libération (CDL) du Lot et de ses liens avec les Comités locaux de Libération (CLL) du territoire³⁶. Le but de cette étude est de comprendre comment ce sont mises en place ces nouvelles institutions provisoires et quelles ont été leurs actions dans l'administration départementale et communale entre l'été 1944 et le printemps 1945.

³³ Après avoir longtemps été mise de côté par les études historiques, la *microhistoria* (ou *alltagsgeschichte*) se développe dans les années 1970, grâce à des auteurs italiens comme Giovanni Levi et Carlo Ginzburg. Traduction littérale de l'« histoire du quotidien », la micro-histoire est un courant historiographique fondé sur l'étude des expériences individuelles dans le but de les confronter aux grands changements historiques nationaux. Les auteurs prônent alors une réduction d'échelle afin de mieux valoriser les événements historiques en faisant appel à d'autres disciplines comme la sociologie, l'économie ou encore la psychologie. Dans le monde anglo-saxon, les historiens parlent de *l'History from Below* (« histoire d'en bas »).

³⁴ DELPECH ENZO, « De l'engagement aux engagements : itinéraire d'un boulanger du Lot (1917-1959) », Mémoire de Master Histoire à la Faculté des Lettres et des Sciences Humaines de Limoges, sous la direction de Clotilde Druelle-Korn, Limoges, 2021.

³⁵ Expression de l'économiste Jean Fourastié (1907-1990) désignant la période de prospérité que connaît la France et la plupart des pays industrialisés de la fin de la Seconde Guerre mondiale au premier choc pétrolier de 1973. Il publie un ouvrage qui popularise l'expression : *Les Trente Glorieuses, ou la révolution invisible de 1946 à 1975*, Paris, Fayard, 1979.

³⁶ DELPECH ENZO, « La création du Comité Départemental de Libération du Lot et des liens avec les Comités Locaux de Libération entre août 1944 et juin 1948 », Mémoire de Master Histoire à la Faculté des Lettres et des Sciences Humaines de Limoges, sous la direction de Clotilde Druelle-Korn, Limoges, 2022.

Après avoir validé nos deux travaux de recherches, c'est posé la question de la professionnalisation. Le Master recherche ne proposant pas d'ouverture sur le monde professionnel, nous nous sommes dirigés vers le Master « Gastronomie, Vins, Cultures et Sociétés » (GVCS) proposé par l'Institut Supérieur du Tourisme de l'Hôtellerie et de l'Alimentation (ISTHIA) à Cahors. Ainsi, originaire du Lot -et après avoir travaillé durant deux années sur son histoire- il semble pour nous intéressant de mettre en commun nos recherches et d'acquérir de nouvelles connaissances. Certes l'alimentation n'est pas un sujet que nous maîtrisons, mais la possibilité d'effectuer un stage de six mois dans ce cursus, est une grande opportunité.

Conjointement avec ma camarade Charlotte Leroy, nous avons pris à cœur durant tout notre parcours d'Histoire, à nous insérer dans les différentes associations et sociétés savantes du territoire. Nous nous sommes donc rapprochés de la Société des Études du Lot ou encore de l'association *Racines*, d'Alvignac-les-Eaux. Lors de notre recherche de stage, nous avons fait la connaissance de l'association *Mézels Patrimoine & Culture*. Leur but est de procéder à un inventaire général du petit patrimoine bâti de la commune de Mézels, proche de Vayrac, dans le nord du département du Lot. Il était question pour nous deux de réaliser une étude intensive sur le terrain, complétée par des témoignages et des recherches en archives. Malheureusement, face à un manque de fonds de l'association et un manque d'intérêt de la part de la communauté de communes de CAUVALDOR³⁷, nous n'avons pas pu leur proposer notre aide. Nous avons pourtant réalisé un dossier expliquant notre volonté et nos objectifs, allant même jusqu' à étendre ce projet sur plusieurs communes. Néanmoins, nous sommes toujours aujourd'hui en contact avec cette association qui essaye, tant bien que mal, de parvenir à réaliser cet inventaire.

Parallèlement à notre recherche de stage, nous sommes intervenus lors du Colloque organisé pour le 150^e anniversaire de la Société des Études du Lot, le 2 décembre 2022, à l'espace congrès Clément-Marot de Cahors³⁸. Il s'agissait, de revenir sur notre travail effectué lors de notre Master 2 Histoire. Ainsi, après avoir présenté succinctement les grandes lignes de la Libération dans le département du Lot, nous sommes revenus sur la mise en place du Comité Départemental de Libération et sa composition. Le but étant de montrer en quoi cette assemblée est représentative des principaux mouvements de la Résistance locale, ainsi que des partis

³⁷ La communauté de communes Causses et Vallée de la Dordogne (CAUVALDOR) est mise en place le 1^{er} janvier 2015. Aujourd'hui, ce sont 77 communes qui composent cet ensemble, présidé, depuis 2020, par le maire de Martel, Raphaël Daubet.

³⁸ Le sujet était : « Administrer provisoirement le Lot à la Libération. Étude et mise en relation du Comité départemental de Libération (CDL) cadurcien et de quelques Comités locaux de Libération (CLL) entre août 1944 et mai 1945 ».

politiques de l'époque (PCF³⁹, SFIO⁴⁰). Nous sommes revenus ensuite sur les premières mesures prises par le CDL et ses liens avec l'échelle locale. Le rôle des Comité locaux de Libération est donc évoqué, notamment dans le rôle d'administration communale entre le début de l'automne 1944 et les élections municipales d'avril – mai 1945.

C'est durant cette présentation, que nous avons pu discuter avec Laure Courget, Directrice du service patrimoine de la Ville de Cahors, qui nous a proposé un stage dans son service. Nous la connaissons, puisqu'elle nous donne des cours de « Politiques publiques » dans le cadre du Master GVCS. L'objectif du stage est d'accompagner la réouverture du futur musée de la Résistance en proposant des animations de préfiguration, tout en alliant la donnée alimentaire, principale problématique du Master.

1.2. Un musée vivant

En débutant ce stage à la Direction du patrimoine de la Ville de Cahors, un des enjeux majeurs est d'accompagner la création du futur musée de la Résistance du Lot. Pour ce faire, nous devons organiser une animation de préfiguration, destinée à faire connaître et à valoriser les fonds du musée.

L'objectif du futur musée est de traiter la Seconde Guerre mondiale sur l'ensemble du territoire lotois. Il se veut vivant et souhaite pour cela proposer des panneaux mobiles, qui pourront changer de contenu régulièrement. Aujourd'hui une nouvelle impulsion est donnée aux musées. Depuis les dernières décennies les constructions et les rénovations des musées sont soumises à un engouement extraordinaire⁴¹. Des moyens importants sont investis par les territoires mais les musées restent des lieux complexes, multiformes et multifonctionnel, pouvant lasser les visiteurs. Pour faire venir régulièrement du public, et principalement des locaux, il est nécessaire de ne pas figer le parcours. Le futur musée de Cahors doit être un véritable centre de médiation, plutôt qu'un musée traditionnel. Les attentes de la société sont de plus en plus élevées sur ces questions⁴². Ainsi, l'extrême proximité du prochain musée et du cinéma Le Grand Palais, répond à ce dynamisme muséologique.

³⁹ Parti Communiste Français, créé en 1920.

⁴⁰ Section Française de l'Internationale Ouvrière est le nom de l'ancêtre du Parti Socialiste, qui perdure entre 1905 et 1969.

⁴¹ GOB André, DROUGUET Noémie, *La muséologie. Histoire, développements, enjeux actuels*, Paris, Armand Colin, 2021, [2005].

⁴² *Ibid.*

De cette façon, le musée vit « hors les murs » depuis 2018 par l'intermédiaire d'expositions⁴³ où certains objets emblématiques des collections du musée sortent des réserves. Des visites mémorielles⁴⁴, animations mémorielles⁴⁵, ou encore des conférences⁴⁶ sont également organisées dans ce but. Emmanuel Carrère, animateur de l'architecture et du patrimoine et attaché de conservation pour la Ville de Cahors, est depuis le 1^{er} janvier 2022 officiellement, chef de projet du futur musée. C'est donc une personne ressource pour notre stage et il convient de travailler en lien constant avec lui. Nous rappelons ici que l'objectif d'ouverture de ce musée est fixé à 2025. Le contexte désormais planté, attardons-nous sur les enjeux que soulèvent une telle mission.

2. Enjeux professionnels, économiques, sociaux, théoriques

2.1. Préfiguration : accompagner la création du nouveau musée

L'objectif de notre stage est donc de réaliser une exposition autour de l'alimentation durant la Seconde Guerre mondiale dans le Lot, en travaillant conjointement avec l'équipe de l'Association du MRDL. Cette exposition fait partie des animations de préfiguration au futur musée mais sert également de valorisation des fonds du musée. Ainsi, selon le muséologue français Georges Henri Rivière (1897-1985), « L'exposition est le moyen par excellence du musée, l'instrument de son langage particulier »⁴⁷. Le public doit être au centre des préoccupations d'un musée et non les collections. L'exposition doit donc servir non seulement à présenter les objets, mais elle est également le résultat complexe de l'action de plusieurs acteurs. Leur but est alors d'offrir une expérience de visite où les sens et les émotions sont produites⁴⁸.

Nous avons très vite assimilé que notre mission est de créer un outil de communication afin de rendre les choses plus accessibles. Le but de cette exposition n'est pas seulement de laisser voir mais surtout donner des clés de lecture au plus grand nombre. Notre travail, en lien constant avec les membres de l'association, -et plus spécifiquement Jean-Luc Couderc- ainsi

⁴³ Nous pouvons citer ici l'exposition autour de « Jean-Jacques Chapou, une figure de la résistance », réalisée par Sarah Chabert et Louise Maciet, stagiaires pour le service patrimoine de la Ville de Cahors et pour l'Association du 18 juin au 18 septembre 2022.

⁴⁴ Les visites mémorielles sont organisées par le chef de projet du musée pour la Ville de Cahors, Emmanuel Carrère. Il propose par exemple, « Les juifs déportés à Cahors » et « Lieux et événements de la Seconde Guerre Mondiale à Cahors ».

⁴⁵ Il s'agit principalement de projection de films ou de documentaires en lien avec le territoire lotois, comme « Lacombe Lucien » de Louis Malle (1974) ou encore « One Day In Spring » par des étudiants britanniques de l'Université de Salford (2006).

⁴⁶ Le 21 juin 2023 est organisé une journée conférence intitulée « La Résistance et le quatre-vingtième anniversaire de la création du Conseil National de la Résistance » où plusieurs historiens viennent débattre autour du nouveau projet du musée et sur le CNR.

⁴⁷ WEISS Hélène (dir.), *La Muséologie selon Georges Henri Rivière*, Paris, Dunod, 1989, p.265.

⁴⁸ GOB André, DROUGUET Noémie, *op. cit.*, p. 165.

qu'Emmanuel Carrère -chef de projet du futur musée- nous permet de cultiver un terreau fertile pour pouvoir réaliser un projet important.

2.2. Enjeux professionnels personnels

Malgré nos études passées en Histoire et plus spécifiquement nos travaux sur la Seconde Guerre mondiale dans le Lot, nous n'avions pas énormément de connaissances sur les problématiques alimentaires entre 1939 et 1949. Ainsi, malgré quelques pistes rencontrées durant notre étude sur les actions du CDL, il fallait nous plonger dans des questionnements nouveaux. Travailler en binôme avec Charlotte est assez fréquent dans notre cursus. Ainsi, les compétences et les connaissances acquises par Charlotte lors de ses travaux de recherches, nous ont permis de gagner du temps et d'aller plus loin dans nos réflexions.

De plus, nous n'avions jamais réalisé d'exposition ou de support d'exposition. Nos seules réalisations scientifiques sont nos mémoires de recherches, plutôt réservés à un public spécialisé. Ainsi, la médiation culturelle est le fait constitutif de notre mission.

Nous allons donc tenter de résumer cette mission par une problématique qui articule à la fois la création d'une exposition et l'étude de la donnée alimentaire durant la Seconde Guerre mondiale dans le département du Lot. Ainsi, nous pouvons nous demander comment mettre en œuvre une exposition sur l'alimentation dans le Lot durant la Seconde Guerre mondiale ? Il convient toutefois de ne pas oublier que la création de ce média doit répondre à une commande de la Direction du patrimoine qui doit valoriser prioritairement les fonds du futur musée de la Résistance. Par conséquent, nous sommes guidés par une commande précise qui doit allier recherches historiques et valorisations patrimoniales, à la fois du musée, mais aussi d'un patrimoine alimentaire. Ce projet répond donc bien aux deux prérogatives professionnelles et éducatives que sont la mise en place d'une activité de préfiguration s'insérant dans la valorisation alimentaire, encouragée par le master Gastronomie, Vins, Cultures et Sociétés.

Enfin, il convient de parvenir à dissocier ce travail de celui de ma camarade Charlotte Leroy. Ainsi, tandis que cette dernière s'intéresse à la vie quotidienne à Cahors entre 1939 et 1949, nous centrerons notre propos sur la vie dans les campagnes lotoises durant cette même période. Par conséquent, nous pouvons nous poser plusieurs interrogations : comment s'articule la vie quotidienne dans les campagnes lotoises entre 1939 et 1949 ? En quoi l'invasion de la zone Sud en novembre 1942, bouleverse les habitudes de la ruralité du Lot ? Quelles stratégies sont mises en place pour tenter de pallier les pénuries alimentaires ? Comment la ruralité s'organise pour ravitailler les maquis ? La période de la Libération est-elle synonyme de changements ou

de continuité dans les campagnes ? Autant de question qu'il convient de répondre dans une étude autour de la situation alimentaire de la ruralité lotoise entre le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale et la fin du rationnement.

2.3. Des problématiques prégnantes

Malgré une grande liberté laissée par notre directrice stage, la réalisation d'une exposition impose de nombreuses problématiques économiques, physiques et organisationnelles. Par conséquent, nous devons composer avec un budget limité car nous ne sommes pas la seule exposition de la saison 2023. De plus, nous avons eu une salle d'exposition assigné, qu'est celle de la Prévôté. Laure Courget nous autorise à utiliser les trois espaces de ce lieu pour mener à bien notre projet. Le lieu se décompose selon trois espaces : une première salle d'entrée (environ 21 m²), puis une deuxième salle (environ 12,25 m²) et enfin une troisième salle (environ 21 m²). Nous devons donc composer avec un espace défini et ne pas dépasser une quantité raisonnable de panneaux d'exposition.

En outre, nous devons mener à bien notre projet en partenariat avec l'entreprise « Enseignes & Marquages » qui réalise bon nombre d'expositions de la Direction du patrimoine à Cahors. Cette entreprise propose des services de personnalisation de véhicules, l'impression numérique tous formats, le marquage adhésif et la pose d'enseignes lumineuses. Nous sommes partis sur des panneaux en akilux, matière plastique rigide en polypropylène alvéolaire mais également des films vinyles adhésifs. Nous avons également utilisé une table d'architecte, que nous avons recouverte de dibond (plaque qui se compose de deux couches d'aluminium et d'une couche de polyéthylène). Nous avons choisi de proposer trois dimensions différentes de panneaux : 100 cm x 100 cm ; 200 cm x 100 cm et 300 cm x 200 cm.

Outre cela, nous savons qu'il nous faut inévitablement utiliser des objets issus de la collection du MRDL. C'est pourquoi, nous avons décidé de faire fabriquer une « vitrine cloche » altuglass sur un socle en bois. Pour limiter les dépenses, nous avons préféré la décorer nous-même avec une nappe aux motifs vichy. Des outils de médiation doivent également être créés pour accompagner le public, mais nous y reviendrons plus tard dans ce travail.

Par conséquent, le cadre de notre mission est désormais posé. Nous avons tenté de problématiser notre mission afin de dégager des axes réflexifs pour nos travaux et faire ressortir de fait, les obstacles qu'elle implique. Il convient de revenir à présent sur l'état de l'art lié à cette mission.

Chapitre 3 : Une historiographie complexe

1. L'historiographie de la Seconde Guerre mondiale en France : une histoire en chantier ?

Faire l'Histoire des Français pendant la Seconde Guerre mondiale reste toujours une zone sensible de notre mémoire nationale. En effet, ces « années noires » constituent un réservoir inépuisable d'idées reçues, d'incompréhensions, de paradoxes et de certitudes. Il convient de rappeler que l'Histoire ne peut s'étudier comme un bloc, où les populations toutes entières seraient ramenées à un destin uniforme. Les préoccupations de 1940 ne sont pas celles de 1944. De même, la France ne peut pas être identifiée à un espace commun. L'exode et l'armistice de 1940 mutilent le pays, les disparités locales sont exacerbées, surtout au moment de la Libération.

En effet, « pendant l'été 1944, chaque petit morceau du territoire vit sa propre histoire, coupé d'un ensemble lui-même constitué d'îlots isolés avec, au-delà de la multitude des drames privés, des différences considérables entre le sort collectif des uns et des autres⁴⁹ ».

Pourtant, trois grandes phases peuvent résumer l'évolution historiographique de ces quatre années si singulières.

1.1. Des premiers témoignages à la mise en place d'un terreau fertile pour la recherche (1945-1973)

L'immédiat d'après-guerre est marqué par une volonté de témoignages. De multiples récits, chroniques, mémoires et publications à vocations historique inondent la période. De valeur très souvent contestables, des « journalistes-historiens » tentent de brosser un portrait de la France entre 1940 et 1944. Robert Aron, Henri Noguères ou encore Henri Amouroux font partie de ces auteurs. Il convient néanmoins de rester prudent et d'accorder toutes les réserves utiles à ces travaux. En effet, même s'ils sont le point de départ des recherches sur la guerre, ils servent très souvent l'idéologie dominante gaulliste ou bien prennent le parti de la théorie du « glaive et du bouclier »⁵⁰. Bien entendu, les historiens ne peuvent pas faire abstraction de ces

⁴⁹ LABORIE Pierre, « Vie et mort des Français dans la Deuxième Guerre mondiale », FOISSAC Patrice (dir.), *Vivre et mourir en temps de guerre de la Préhistoire à nos jours : Quercy et régions voisines*, Toulouse, Presses Universitaires du Midi, 2013.

⁵⁰ La thèse du « Bouclier et de l'épée » (aussi appelée thèse « du glaive et du bouclier ») est une thèse révisionniste qui explique que le maréchal Pétain a protégé la France durant l'Occupation en attendant que le Général de Gaulle soit assez fort pour vaincre l'Allemagne Nazie. Pétain agit donc comme un « bouclier » protecteur de la Nation et de Gaulle comme « l'épée » qui parvient à vaincre les Nazis. Cette thèse trouve son origine dans les stratégies de défenses de Pétain lors de son procès et notamment sous la plume de Jacques Isorni. Cette thèse est très largement disqualifiée par les historiens aujourd'hui.

études et doivent composer avec. Elles sont une des premières grilles de lectures de la recherche scientifique et donne aussi le ton d'une époque marquée par le mythe résistancialiste⁵¹. Par exemple, en ce qui concerne la thématique de l'alimentation durant la Seconde Guerre mondiale, nous ne pouvons pas négliger le travail de collecte d'Henri Amouroux sur la vie quotidienne des Français⁵². De même, les témoignages des résistants lotois nous permettent de mieux saisir les préoccupations alimentaires des maquis entre 1942 et 1944. C'est le cas du livre biographique de Marcel Metges et Georges Cazard⁵³ sur la vie de Jean-Jacques Chapou⁵⁴ ou encore de celui de Robert Noireau⁵⁵ sur ces années passées dans la Résistance lotoise⁵⁶.

En parallèle de cette explosion de récits, les plus hautes instances de gouvernement, décident de mettre en place un organisme chargé d'assurer la collecte et l'archivage de tous les documents pouvant intéresser la période. Ainsi, le 20 octobre 1944, alors que le Reich n'a pas encore capitulé, le Gouvernement Provisoire de la République Française (GPRF) crée la Commission d'Histoire de l'Occupation et de la Libération de la France (CHOLF). Cette dernière est rattachée au ministère de l'Éducation nationale et institue tout un système de correspondants en région, chargés de collecter tous les documents pouvant intéresser la période. Ils peuvent être des érudits locaux, professeurs de faculté, de lycée, de collège, instituteurs ou archivistes, bibliothécaires ou encore militaires à la retraite. Dans le Lot, c'est Maurice Mirouse qui devient le premier correspondant de la CHOLF de 1944 à 1951.

Malgré cette tentative de collecte, la CHOLF ne parvient pas à lancer de véritables travaux de recherches historiques sur la période. Ainsi, par un décret du 17 décembre 1951, la CHOLF fusionne avec le Comité d'histoire de la guerre en devenant le Comité d'Histoire de la Deuxième Guerre Mondiale (CH2GM). Ce nouvel organisme est véritablement celui qui fait passer l'Histoire des années noires, de la collecte à la recherche scientifique. Une revue est mise en place afin de permettre aux chercheurs de faire connaître leurs travaux : la *Revue d'histoire de la Seconde Guerre mondiale*. Ce nouvel organisme interministériel, rassemble à la fois des services

⁵¹ L'historien français Henry Rousso parle d'un « mythe résistancialisme » en 1987 afin de qualifier l'idée développée par les gaullistes et les communistes après la guerre, selon laquelle les Français auraient unanimement et naturellement résisté aux Allemands dès le début de la guerre. Le régime de Vichy est donc marginalisé et la Résistance héroïsée.

ROUSSO Henry, *Le syndrome de Vichy, de 1944 à nos jours*, Paris, Seuil, 1990.

⁵² AMOUROUX Henri, *La vie des Français sous l'Occupation*, Paris, Fayard, 1961.

⁵³ CAZARD Georges, METGES Marcel, *Capitaine Philippe*, Cahors, A. Coueslant, 1950.

⁵⁴ Jean-Jacques Chapou (1909-1944) est un ancien professeur de Cahors, syndicaliste, révoqué par le régime pétainiste. Il entre dans la clandestinité et devient chef départemental d'un mouvement de résistance (Libération-Sud) en 1942. En 1944, il seconde le colonel Georges (Robert Noireau) et administre toute la Résistance lotoise.

⁵⁵ Robert Noireau (1912-1999) est un résistant français, engagé dès 1940 dans la région parisienne. Il est contraint de s'exiler dans le Sud où il administre les mouvements de résistances dans le Gard, l'Aveyron et le Lot.

⁵⁶ NOIREAU Robert, *Le Temps des partisans*, Évreux, Flammarion, 1978.

d'Archives comme le Service Historique des Armées mais aussi des Bibliothèques. Le Comité est dirigé par Henri Michel, Directeur de recherche au CNRS.

Parmi les membres, se trouvent des historiens de renom comme Édouard Perroy, Lucien Febvre, Ernest Labrousse, Pierre Renouvin et René Rémond. Les objectifs de ce Comité concernaient principalement la constitution de fonds d'archives sur la Résistance, les Mouvements clandestins et le rôle de la presse. Les recherches se focalisent principalement sur l'histoire politique et diplomatique du régime de Vichy, celle des organisations résistantes ou collaboratrices ou encore sur la déportation. Il faut toutefois ajouter que le CH2GM permet l'accès à des sources réputées non communicables et permet ainsi aux jeunes chercheurs de l'époque de travailler sur leur sujet de thèse. C'est le cas de Pierre Laborie qui devient correspondant pour le CH2GM dans le département du Lot entre 1968 et 1980. Ce poste lui permet de peaufiner sa thèse sur l'évolution de l'opinion dans le Lot entre 1939 et 1945⁵⁷, ouvrage qui fait encore aujourd'hui référence.

1.2. Le tournant des années 1970

Les évolutions sociétales de la France au cours des années 1960 favorisent un bouleversement dans l'étude de la Seconde Guerre mondiale. En effet, la crise de Mai 68 et la mort du Général De Gaulle en 1970 marquent, en quelque sorte, l'émergence d'une nouvelle génération de chercheurs plus détachés des événements de l'Occupation. Le basculement historiographique se situe entre le choc de la sortie du film *Le Chagrin et la Pitié*⁵⁸ (1971) et la publication du livre de l'historien américain Robert Paxton⁵⁹ en France (1973).

Les champs d'études se déplacent progressivement de l'histoire de la Résistance au profit de travaux plus approfondis sur le Régime de Pétain ou sur les relations entre occupants et occupés. Grâce aux travaux de Paxton, la collaboration d'État et la politique d'exclusion mise en place en France sont soulevées. Des historiens comme Jean-Pierre Azéma, François Bédarida et Henry Rousso participent à ce renouveau historiographique. Parallèlement à cela, l'affirmation identitaire d'une mémoire juive participe à ce bouleversement. La responsabilité de

⁵⁷ LABORIE Pierre, *Résistants Vichyssois et autres. L'évolution de l'opinion et des comportements dans le Lot de 1939 à 1944*, Paris, CNRS, 1980.

⁵⁸ Au printemps 1969, Marcel Ophüls tourne un documentaire qui présente la ville de Clermont-Ferrand pendant la Seconde Guerre mondiale. Lors de sa sortie en 1971, la télévision française refuse sa diffusion. En effet, dans le film sont présentés des témoignages de personnalités mais également des images d'époque, réalisées sous le contrôle de la propagande pétainiste. Il faut attendre l'élection de François Mitterrand en 1981 pour que le film soit officiellement diffusé à la télévision française.

⁵⁹ PAXTON Robert, *La France de Vichy : 1940-1944*, Paris, Seuil, 1973.

l'État français n'étant, à l'époque, toujours pas pleinement assumée, entraîne l'émergence d'ouvrages de références sur le sujet⁶⁰.

Au niveau institutionnel, cette évolution se traduit par la disparition du CH2GM en 1978, remplacé par l'Institut d'Histoire du Temps Présent (IHTP). Cet institut devient une Unité Mixte de Recherche (UMR) en 2016 grâce à son rattachement avec l'université de Paris VIII. L'IHTP travaille essentiellement sur la période contemporaine (XX^e siècle), allant de l'histoire des guerres aux systèmes de domination coloniaux. La particularité de cet institut réside dans la sauvegarde du réseau des correspondants mis en place par la CHOLF.

1.3. Depuis les années 1990 : entre mémoire et Histoire

Depuis les années 1990, les thématiques de recherches évoluent. Elles privilégient le fonctionnement et les effets du système d'occupation mis en place par les Allemands, participent à un regain des études sur la Résistance et plus largement tendent à accentuer les recherches sur l'univers concentrationnaire. La chute du Mur de Berlin (1989) et l'éclatement de l'Union Soviétique (1991) favorisent également ce renouveau. Des ouvrages insistent sur le « Syndrome de Vichy » et sur le malaise de cette période dans notre histoire commune. Nous pensons ici à des auteurs comme Henry Rousso⁶¹, Éric Conan⁶² ou encore Olivier Wieviorka⁶³.

Concernant l'histoire de la mémoire juive, le discours du Président de la République, Jacques Chirac en 1995 reconnaissant la responsabilité de la France dans le génocide participe également à une avancée dans la recherche. De même, la commission Mattéoli -mise en place par Alain Juppé en mars 1997- étudie la spoliation des Juifs et tend à la restitution des biens à leurs descendants.

L'ouverture des archives relatives à la période de la Seconde Guerre mondiale rend également plus simple l'accès aux ressources pour les chercheurs. Depuis la circulaire Jospin (1997) et les lois relatives aux Archives du 15 juillet 2008 et du 29 avril 2009, un grand programme de numérisation est en cours. L'IHTP, assisté du CNRS, est chargé de numériser un maximum d'archives afin de pouvoir les mettre en ligne, pour faciliter le travail des historiens et des chercheurs.

⁶⁰ Notamment les travaux initiés par Serge Klarsfeld en France au milieu des années 1980 qui aboutissent à la parution en 1993 du *Calendrier de la persécution des juifs en France, 1940-1944*, édité et publié par l'Association Les Fils et Filles des Déportés Juifs de France et par la Fondation Beate Klarsfeld.

⁶¹ ROUSSO Henry, *Vichy : L'évènement, la mémoire, l'histoire*, Paris, Gallimard, 2001.

⁶² CONAN Éric, ROUSSO Henry, *Vichy, un passé qui ne passe pas*, Paris, Fayard, 1994.

⁶³ WIEVIORKA Olivier, *La Mémoire désunie. Le souvenir politique des années sombres, de la Libération à nos jours*, Paris, Seuil, 2010.

L'histoire culturelle, l'histoire des mentalités ou encore l'histoire de l'alimentation sont de nouveaux champs d'études qui permettent de répondre à des questions de plus en plus nombreuses sur la période 1940-1945. En ce qui concerne le Lot, des ouvrages comme ceux d'Anne Verdet⁶⁴ ou encore Cécile Vaissié⁶⁵ apportent une nouvelle vision du département dans la guerre.

2. Contextualiser le Lot durant la Seconde Guerre mondiale

Avant de contextualiser le Lot dans la période 1940-1944, il convient de revenir sur une définition précise de ce département. Ainsi, le département du Lot renferme les trois quarts en étendue et les deux tiers en population de l'ancienne province du Quercy. Par la loi du 22 ventôse de l'an VIII⁶⁶, le département actuel est partagé en trois arrondissements et un sénatus-consulte de 1808 détache du Lot l'arrondissement de Montauban⁶⁷.

En clair, « le département du Lot appartient à la région France ; il doit son nom à la rivière principale qui le traverse de l'est à l'ouest, et il dépend du grand bassin de la Garonne. Il a été formé, en 1790, de la presque totalité de la province du Quercy (le haut Quercy). Ses limites sont : au nord, le département de la Corrèze ; à l'ouest, ceux de la Dordogne et de Lot-et-Garonne ; au sud, celui du Tarn-et-Garonne ; et à l'est, ceux de l'Aveyron et du Cantal. »⁶⁸.

Le département est assez pauvre et peu industrialisé. Les habitants sont surtout des cultivateurs -ou des journaliers- qui pratiquent une agriculture de subsistance. Ces derniers cultivent beaucoup de blé, de seigle, de maïs, de pomme de terre, d'orge, d'avoine, de chanvre ou encore du tabac. Les industries se limitent à des filatures de laine dans les grandes villes du département comme Cahors, Figeac, Gourdon ou encore Souillac. Le département connaît une période de prospérité au début du XIX^e siècle, notamment grâce à ses exportations de vin, de tabac, de noix, de truffes ou encore de châtaignes. Le temps est alors à la navigation sur le *Lot* et la *Dordogne* grâce aux gabarres qui remontent le cours des fleuves vers le bassin girardin ou la région toulousaine. Le département n'est traversé que par quatre routes royales et la plupart des chemins vicinaux sont dans un état déplorable. L'arrivée du chemin de fer marque ensuite l'arrêt

⁶⁴ VERDET Anne, *La logique du non-consentement. Sa genèse, son affirmation sous l'Occupation*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2014.

⁶⁵ VAISSIÉ Cécile, *Cahors et le Lot sous l'Occupation. Résistance, collaboration, épuration*, Orthez, Gascogne, 2016.

⁶⁶ Loi du 17 février 1800.

⁶⁷ En 1808, Napoléon I^{er} revient de Bayonne et passe par Montauban. Les habitants de la ville lui font savoir leurs griefs face à la ville de Cahors et leur souhait d'être eux-aussi exposés au rang de chef-lieu de département. Napoléon accepte cette demande et détache le département du Lot de toute sa partie sud en créant le département du Tarn-et-Garonne dont Montauban est le chef-lieu.

MALTE-BRUN Victor Adolphe, *Lot : Géographie – Histoire – Statistique – Administration*, Péronnas, Les éditions du Bastion, 1980, [1882], p. 17.

⁶⁸ *Ibid*, p. 7.

brutal des exportations. En effet, il n'y a que trois lignes de chemins de fer - soit 135 kilomètres de rails - dans le département à la fin du XIX^e siècle. La fin du siècle marque alors une baisse sensible de la population due notamment aux problèmes frumentaires et à la grande misère des habitants. Cette crise s'aggrave avec la crise du phylloxéra qui touche de plein fouet la région dans les années 1880-1890. Au début du XX^e siècle, les habitants du Lot utilisent encore pour beaucoup leurs dialectes vernaculaires et l'instruction publique commence à se développer. Pour preuve, 96% des enfants vont à l'école de la République à la fin du XIX^e siècle mais aussi participent beaucoup aux travaux des champs avec leur parent. L'école n'est pas la priorité de la totalité des parents, notamment ceux qui travaillent la terre⁶⁹. Au niveau démographique, à la veille de la Seconde Guerre mondiale, le département du Lot compte environ 160 000 habitants dans une France qui n'atteint pas les 42 millions d'individus.

2.1. L'apport des témoignages

Depuis la fin de la guerre, nombre de récits biographiques ou autobiographiques viennent enrichir les collections historiques lotoises. Ainsi, comme nous l'avons vu plus haut, le travail de l'historien est de composer avec ces récits et d'essayer d'en dégager des axes d'études. En ce qui concerne le Lot, les écrits sont plutôt centrés sur l'étude des réseaux de résistance. Ainsi, il faut revenir ici sur les ouvrages fondamentaux de Georges Cazard et Marcel Metges⁷⁰ ainsi que Raymond Picard et Jean Chaussade⁷¹. Le premier est une biographie du résistant lotois Jean-Jacques Chapou, qui occupe une place centrale dans les actions armées menées en Quercy entre 1942 et 1944. Le second est un récit composé de témoignages et d'anecdotes sur les groupes Vény du Lot⁷². En parallèle de ces témoignages, il existe également des récits d'acteurs majeurs de l'époque à l'instar de Robert Noireau⁷³ et d'Henri Thamier⁷⁴. D'autres ouvrages sont d'avantage axés sur la problématique du devoir de mémoire et sur l'indicible. Élie Constans fait partie de ces témoins et raconte la tragédie de Gabaudet-Donnadieu survenue le 8 juin 1944. Le bilan est lourd et, selon l'historien Pierre Laborie, les exactions Allemandes font 198 déportés et plus de 475 victimes dans le département.

⁶⁹ Éléments recueillis grâce aux ouvrages de LARTIGAUT Jean, *Histoire du Quercy*, Toulouse, Privat, 1993 et DELPON Jacques Antoine, *Statistiques du département du Lot*, t. I & II, Luzech, Association « Quercy Recherche », 1979, [1831].

⁷⁰ CAZARD Georges, METGES Marcel, *Capitaine Philippe*, Cahors, A. Coueslant, 1950.

⁷¹ PICARD Raymond, CHAUSSADE Jean, *Ombres et espérances en Quercy. Armée secrète et Groupes Vény du Lot, 1940-1945*, Toulouse, Privat, 1980.

⁷² Les Groupes Vény sont un mouvement de résistance d'obédience socialiste dirigé par le Colonel Jean Vincent (1883-1958) qui officie sous le pseudonyme de « Colonel Vény ».

⁷³ NOIREAU Robert, *Le Temps des partisans*, Évreux, Flammarion, 1978.

⁷⁴ THAMIER Henri, *Le Rouge et le Cœur*, Cahors, Tardy Quercy, 1988.

« La ferme de Gabaudet, 250 hectares, est mise à feu et à sang par la division Das Reich conduite par le Général Lammerding. Elle est située à la limite des trois communes de Gramat, Issendolus et Reilbac et distante de chacune d'elles de cinq kilomètres environ. Quant au hameau de Donnadiou situé à 800 mètres de la ferme, en direction de Gramat, il fut, quant à lui, reconstruit après la guerre. Malgré la présence d'une centaine de maquisards installés dans la ferme depuis une quinzaine de jours, le travail des champs bat son plein en ce mois de juin ensoleillé, saison où les travaux y sont importants. Depuis fin mai environ, de plus en plus de maquisards se présentaient à la ferme, instituée en camp par les F.T.P. du Lot. Gabaudet était aussi un lieu de rassemblement de tous les jeunes gens de la région qui passaient au maquis. C'est là qu'ils y étaient recensés. Le choix de ce lieu a été déterminé par son isolement, loin de toute voie importante de communication, d'accès difficile par les chemins, dans un secteur qualifié de calme. Un endroit parfait pour s'organiser et préparer une offensive. Dans la journée une colonne allemande, arrivant de Montauban, via Figeac, où elle était stationnée depuis la veille, s'ébranla vers Saint-Céré et en début d'après-midi, un détachement, pris, depuis Le Bourg, la direction de Gabaudet, via Issendolus. Cet itinéraire ne devait pas menacer la région de Gramat, si toutefois, un adjudant de gendarmerie collaborationniste qui rentrait en permission sur Gramat, n'avait prévenu les responsables allemands de ce rassemblement à Gabaudet. Le repérage de l'avion moucharbat fit sûrement le reste. Les Allemands sont venus en formation puissante. Le détachement, fort de trois chars et de seize chenillettes, déclenche un feu nourri de mitrailleuses et de mortiers. Après un mitraillage sans merci, les chars entrent dans la cour, suivis des fantassins qui fouillent systématiquement granges, étables, habitations, mitraillent à bout portant ceux qui tentent de sortir. Des bêtes et des hommes sont tués ou blessés ; le déluge de feu se poursuit sous les cris des uns, les râles atroces et les gémissements des autres. Dans la cour, quelques individus résistent, mais leur geste reste dérisoire face aux armes automatiques, aux grenades, et ils sont mitraillés à bout portant. D'autres Waffen-S.S. achèvent lentement à la baïonnette des maquisards blessés. Puis les tirs de canon viennent détruire les bâtiments : l'incendie provoqué par les obus incendiaires ravage la ferme au milieu des ordres, des cris, des crépitements, du cliquetis des armes et des chenillettes. Vers 22 heures, les chars se retirent ; seules les plaintes désespérées d'hommes et d'animaux troublent encore le crépitement des flammes. »⁷⁵

2.2. Les recherches scientifiques et l'importance des associations

Les ouvrages scientifiques historiques qui concernent le Lot durant la Seconde Guerre mondiale sont peu nombreux. En effet, le seul ouvrage général sur le département reste encore aujourd'hui, la synthèse de Jean Lartigaut paru en 1993⁷⁶. En-dehors de cette synthèse générale,

⁷⁵ CONSTANS Élie, *La tragédie de Gabaudet-Donnadiou*, Villefranche-de-Rouergue, Grapho 12, 1994.

⁷⁶ LARTIGAUT Jean (dir.), *op. cit.*

nous pouvons nous appuyer sur l'ouvrage fondamental de Pierre Laborie⁷⁷, traitant des mentalités lotoises, très intéressant dans son exploitation quantitative et sérielle. En outre, il faut aussi retenir les ouvrages complémentaires d'Anne Verdet⁷⁸ et de Cécile Vaissié⁷⁹ qui reste aujourd'hui la dernière étude sur la période dans le Lot. Cécile Vaissié a réalisé un travail conséquent de recherches documentaires et archivistiques qui lui ont permis de mettre au jour de nombreuses thématiques locales pas encore traitées par les historiens.

Il convient toutefois de compléter ces études locales à partir de recherches conduites par des associations comme « Racines »⁸⁰ ou encore la Société des Études du Lot⁸¹. Néanmoins, la recherche historique sur le département du Lot est ce jour assez pauvre et la période de la Seconde Guerre mondiale dans le département ne laisse qu'un « testament sans héritage » pour reprendre la phrase de René Char⁸². Il en est de même pour le Sud-Ouest qui ne fait l'objet que de peu d'études. Pour Michel Goubet⁸³, même si l'ouvrage de Pierre Laborie sur le Lot est fondamental et ouvre la voie à la mise en place de Colloques dans les années 1980, il manque une synthèse régionale qui viendrait développer l'ouvrage de José Cubéro⁸⁴.

2.3. Les apports des autres départements

Pour compléter cette approche localisée de la Seconde Guerre mondiale dans le Lot, nous nous sommes également appuyés sur des recherches similaires effectuées sur d'autres départements assez proches du cas lotois. Nous avons privilégié à la fois des départements plutôt ruraux et géographiquement proches du Lot. Des études de qualité sur des sujets divers ont été produites en Aveyron⁸⁵ mais aussi en Dordogne⁸⁶ par des pointures locales. De la même

⁷⁷ LABORIE Pierre, *op. cit.*

⁷⁸ VERDET Anne, *op. cit.*

⁷⁹ VAISSIÉ Cécile, *op. cit.*

⁸⁰ « Racines » est une association lotoise fondée le 14 octobre 1995 à Alviac-les-Eaux. Elle a beaucoup de projet parmi lesquels la réalisation d'un inventaire du patrimoine naturel, culturel et bâti afin de favoriser sa protection, sa mise en valeur et sa gestion. Elle aspire aussi à l'étude de l'environnement, de l'archéologie, de l'histoire et de la généalogie d'Alviac-les-Eaux, du canton de Gramat et, plus généralement, du département du Lot. Enfin elle désire diffuser les connaissances recueillies par la publication de revues périodiques, l'édition ponctuelle d'ouvrages et l'organisation de conférences et manifestations publiques traitant de ces sujets.

⁸¹ La Société des Études du Lot est fondée en 1872, lors du bouillonnement de la sociabilité érudite du XIX^e siècle. La société « se propose de faire tout ce qui lui sera possible pour explorer le pays, découvrir et préserver de la destruction tous les objets d'art et tous les documents relatifs à l'histoire du Quercy, rendant hommage aux grands hommes qu'il a produits et diffuser ainsi le goût des sciences, des lettres et des arts ».

Pour en savoir plus : <https://societedesetudesdulot.org/association/historique/>

⁸² Expression du poète et résistant français René Char (1907-1988).

⁸³ Michel Goubet (1936-2020) est un historien spécialiste de la Seconde Guerre mondiale et de la Résistance dans la région toulousaine.

⁸⁴ CUBÉRO José, *La Résistance à Toulouse et dans la Région 4*, Luçon, Sud-Ouest, 2005.

⁸⁵ Nous pensons ici aux travaux de Christian FONT, « Une enquête orale menée en Aveyron », p. 503-526 et de Jean-Philippe MARCY « Le marché noir en Aveyron vu à travers la presse » paru dans *Les Cahiers de l'Institut d'Histoire du Temps Présent*, n° 32-33, mai 1996, p. 395-410.

⁸⁶ C'est le cas des études de Marie-Thérèse VIAUD paru en 1996 dans *Les Cahiers de l'Institut d'Histoire du Temps Présent*, ou encore de l'ouvrage majeur d'Anne-Marie COCULA et Bernard LACHAISE sur *La Dordogne dans la Seconde Guerre mondiale*, paru aux éditions Fanlac en 2020.

manière, nous nous sommes étayé des travaux sur les départements du Cantal⁸⁷ -assez proche économique de celui du Lot- mais également sur celui du Gers⁸⁸.

3. Faire l'histoire alimentaire de la Seconde Guerre mondiale

La thématique de l'alimentation durant la Seconde Guerre mondiale est encore aujourd'hui assez peu traitée par les historiens. Toutefois, il convient d'élargir le spectre à d'autres périodes et d'autres enjeux pour mieux cerner la place de la donnée alimentaire dans les travaux historiques. Ainsi, parmi les travaux pionniers dans cette analyse, nous pouvons citer les ouvrages de Jean-Paul Aron⁸⁹ ou encore Jean-Louis Flandrin et Massimo Montanari⁹⁰. Une des seules synthèses historiques sur le sujet est celle dirigée par Florent Quellier, sortie en 2021⁹¹.

Toutefois, il convient de rappeler que la donnée alimentaire n'est que très rarement l'élément central d'une étude historique. Des ouvrages généraux tentent de prendre en compte cette dimension mais sans le détacher d'un contexte sociétal précis. Par exemple, des historiens du rural analysent les problématiques alimentaires dues à des crises climatiques, politiques ou économiques. Les crises frumentaires de la Guerre de Cent Ans (1337-1453) font l'objet d'études sérieuses tout comme la place du vin dans les sociétés antiques. Par conséquent, pour mieux cerner notre recherche, nous nous sommes appuyés sur des ouvrages traitant de la donnée alimentaire en Histoire, à l'instar de l'ouvrage de Jean-Pierre Williot et Gilles Fumey⁹² et celui d'Éric Birlouez⁹³. Plus précisément sur le département du Lot, nous nous sommes appuyés sur un article géographique intitulé « Étude géographique de l'alimentation dans le département du Lot entre 1840 et 1880 » paru en 1954⁹⁴, très intéressant par son approche. Concernant notre période d'étude, des auteurs comme Jean-Pierre Azéma et François Bédarida⁹⁵, abordent la vie quotidienne dans leurs ouvrages et y intègrent la donnée alimentaire. Nicolas Beaupré⁹⁶ y consacre même un chapitre entier, éclairé à l'aune d'un contexte solide.

⁸⁷ MARTRES Eugène, « Le Cantal », *Les Cahiers de l'Institut d'Histoire du Temps Présent*, n° 32-33, mai 1996, p. 119-133.

⁸⁸ FITAN Jacques, « Le Gers », *Les Cahiers de l'Institut d'Histoire du Temps Présent*, n° 32-33, mai 1996, p. 153-167.

⁸⁹ ARON Jean-Paul, *Le mangeur du XIX^e siècle. Une folie bourgeoise : la nourriture*, Paris, Les Belles Lettres, 1976.

⁹⁰ FLANDRIN Jean-Louis, MONTANARI Massimo, *Histoire de l'alimentation*, Paris, Fayard, 1996.

⁹¹ QUELLIER Florent, *Histoire de l'alimentation. De la Préhistoire à nos jours*, Paris, Belin, 2021.

⁹² WILLIOT Jean-Pierre, FUMEY Gilles, *Histoire de l'alimentation*, Paris, Presses Universitaires de France, « Que sais-je ? », 2021.

⁹³ BIRLOUEZ Éric, *Histoire de l'alimentation des Français*, Rennes, Ouest-France, 2022.

⁹⁴ MAZIERES B, « Étude géographique de l'alimentation dans le département du Lot entre 1840 et 1880 », *Revue géographique des Pyrénées et du Sud-Ouest*, t. 25, fascicule 4, 1954, p. 293-312.

⁹⁵ AZÉMA Jean-Pierre, BÉDARIDA François, (dirs.), *La France des années noires*, t. 1 & 2, Paris, Seuil, 2000, [1993].

⁹⁶ BEAUPRÉ Nicolas, *Les Grandes Guerres (1914-1945)*, Paris, Belin, 2012.

3.1. Regards sur les travaux de la Première Guerre mondiale

Parmi les travaux novateurs sur la thématique de l'alimentation, il est opportun de s'attarder sur les études sur la Première Guerre mondiale. En effet, la thématique alimentaire y est davantage développée. Pour justifier ceci, plusieurs exemples. D'abord la parution de l'ouvrage d'Éric Alary⁹⁷ en 2018 qui accorde une place de choix dans l'étude de la vie des civils à l'arrière des combats. Ensuite, des institutions travaillent également sur cette thématique à l'instar de l'Historial de la Grande Guerre de Péronne ou l'Institut Européen d'Histoire des Cultures et de l'Alimentation rattaché à l'Université de Tours. De nombreux podcasts font aussi intervenir des historiens sur ce thème comme celui de *France Culture* du 11 novembre 2018⁹⁸. De même, les Archives départementales de la Creuse, ont mis en place une exposition sur l'histoire de la production des denrées alimentaires, de leur consommation et de la sociabilité du manger ensemble⁹⁹.

Il faut également mentionner les récents travaux d'Emmanuelle Cronier et Stéphane Le Bras, sur l'approvisionnement en viande pendant la Grande Guerre¹⁰⁰. De la même façon, l'article de Marie Llosa sur l'importance de la conserve alimentaire entre 1914 et 1918¹⁰¹ révèle tout l'engouement des chercheurs autour de ce thème.

3.2. Des travaux pionniers sur la vie quotidienne

Comme nous l'avons vu plus haut, il est encore assez rare que des historiens se consacrent uniquement à la donnée alimentaire sur la période 1940-1945. Cependant, certains ouvrages doivent être utilisés pour parvenir à brosser un portrait de la vie quotidienne en France durant ces « années noires ». Nous pouvons penser ici aux travaux du collectif d'historiens (Éric Alary, Bénédicte Vergez-Chaignon et Gilles Gauvin) qui, en 2006, proposent une analyse complète du quotidien des Français sur la période¹⁰².

Bien entendu il convient de rappeler également ici le travail pionnier de Dominique Veillon en 2003¹⁰³ qui propose une véritable étude sur l'alimentation pendant la guerre

⁹⁷ ALARY Éric, *La Grande Guerre des civils*, Paris, Perrin, 2018.

⁹⁸ « Manger au temps de la Grande Guerre », *Les Bonnes choses*, France Culture, 11 novembre 2018.
<https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/les-bonnes-choses/manger-au-temps-de-la-grande-guerre-3371897>

⁹⁹ L'exposition « À Table ! » était visitable à Guéret entre le 20 octobre 2015 et le 15 avril 2016.
<https://archives.creuse.fr/decouvrir/expositions-en-ligne/a-table->

¹⁰⁰ CRONIER Emmanuelle, LE BRAS Stéphane, « Nourrir Paris : modernités alimentaires à l'époque contemporaine », *Raison présente*, 2020, n°213, p. 51-60.

¹⁰¹ LLOSA Marie, « La conserve alimentaire au service du soldat : une production de guerre ? », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n°91, 2008, p.80-83.

¹⁰² ALARY Éric, VERGEZ-CHAIGNON Bénédicte, GAUVIN Gilles, *Les Français au quotidien (1939- 1949)*, Paris, Perrin, 2009, [2006].

¹⁰³ VEILLON Dominique, *Vivre et survivre en France (1939-1947)*, Paris, Payot, 2003.

s'inspirant du travail de Michel Cépède du début des années 1960¹⁰⁴. Christophe Lucand lui aussi, apporte sa pierre à l'édifice en travaillant sur le vignoble français et sa spoliation par les forces d'occupation¹⁰⁵. Plus précisément sur la vigne et le vin, nous nous sommes appuyés en complément sur des ouvrages traitant du vin dans l'Histoire. Par exemple, celui de Marcel Lachiver¹⁰⁶ permet de brosser un assez large portrait des problématiques liées à la vigne dans l'Histoire. Sur le vignoble cadurcien, nous nous sommes imprégnés des travaux majeurs menés par Patrice Foissac¹⁰⁷ et Sophie Brenac-Lafon¹⁰⁸.

Enfin, Fabrice Grenard -diplômé de l'Institut d'Études Politique- travaille depuis la fin des années 2000 sur la thématique alimentaire entre 1939 et 1949. Il est, entre autres, revenu sur l'importance du marché noir en France¹⁰⁹ ou encore sur les problématiques liées au ravitaillement¹¹⁰. Les questions autour du marché noir sont celles qui, aujourd'hui, questionnent le plus les historiens. En témoigne la récente parution du travail de Kenneth Mouré¹¹¹, historien en poste à l'Université d'Alberta au Canada.

3.3. Une tentative de réponse : « *Les Jours sans* »

L'un des supports majeurs pour la réalisation de la mission confiée par la Direction du Patrimoine de la Ville de Cahors a été l'ouvrage tiré de l'exposition du Centre d'Histoire de la Résistance et de la Déportation de Lyon¹¹². En effet, en plus de nous avoir aidé pour appréhender notre scénographie, cet ouvrage est fondamental pour toute personne qui voudrait en savoir plus sur la vie quotidienne entre 1939 et 1949. La thématique principalement abordée est celle de l'alimentation et des pénuries en temps de guerre.

Après une exposition à succès sur la mode en temps de guerre, en 2013-2014, le CHRD propose une exposition sur l'alimentation visitable du 13 avril 2017 au 28 janvier 2018. Cette exposition explique les difficultés du rationnement mais également les tentatives de détournement face à la pénurie. L'organisation d'une société rationnée par le nouveau régime pétainiste et les réquisitions allemandes encouragent la malnutrition, surtout dans les grands

¹⁰⁴ CÉPEDE Michel, *Agriculture et Alimentation en France durant la Seconde Guerre Mondiale*, Paris Génin, 1961.

¹⁰⁵ LUCAND Christophe, *Le vin et la guerre. Comment les nazis ont fait main basse sur le vignoble français*, Paris, Armand Colin, 2017.

¹⁰⁶ LACHIVER Marcel, *Vins, vignes et vigneron. Histoire du vignoble français*, Paris, Fayard, 1997.

¹⁰⁷ FOISSAC Patrice, GRISSET Pascal, LABORIE Léonard (dirs.), *Vins de Cahors et du Quercy : Un recueil sur l'histoire des hommes, des lieux et des produits*, Pessac, MSHA, 2021.

¹⁰⁸ BRENAC-LAFON Sophie, *Vignoble et vin de Cahors de 1650 à 1850*, Pessac, MSHA, 2021.

¹⁰⁹ GRECARD Fabrice, *La France du marché noir : 1940-1949*, Paris, Payot, 2008.

¹¹⁰ GRECARD Fabrice, *Les scandales du ravitaillement. Détournements, corruption, affaires étouffées en France, de l'Occupation à la guerre froide*, Paris, Payot, 2012.

¹¹¹ KENNETH Mouré, *Marché Noir: The Economy of Survival in Second World War France*, Cambridge, Presses Universitaires de Cambridge, 2023.

¹¹² CENTRE D'HISTOIRE DE LA RÉSISTANCE ET DE LA DÉPORTATION, *Les Jours sans : 1939-1949, alimentation et pénurie en temps de guerre*, Lyon, Libel, 2017.

centres urbains. Pour parer à ces difficultés, des marchés parallèles se mettent progressivement en place pour déjouer la pénurie. Le rôle central des femmes est aussi abordé dans cette exposition pour évoquer les nombreux obstacles auxquels elles doivent faire face. Les enjeux autour de la propagande alimentaire sont également évoqués, notamment le mythe du « paysan nourricier » ainsi que le rejet du marché noir. Le ravitaillement dans les maquis est aussi au cœur de cette exposition qui montre les différents stratagèmes mis en place par les clandestins pour se nourrir.

En guise d'épilogue, l'exposition revient sur la place de la question alimentaire dans le cinéma d'après-guerre mais également dans les compositions musicales sous l'Occupation. Des films comme *Le dernier Métro* de François Truffaut, sorti en 1980 ou encore *La Traversée de Paris* de Claude Autant-Lara, sorti en 1956, abordent la question alimentaire dans la vie quotidienne des années 1940. De même, plus localement, les scènes de nourriture dans *Lacombe Lucien*¹¹³ de Louis Malle, sorti en 1974, ancrent le film dans le terroir agricole du Sud-Ouest. Les chansons elles-aussi sont des marqueurs d'une période. Les artistes vedettes au moment de la guerre intègrent les problématiques alimentaires dans leurs compositions. C'est le cas de Fernandel¹¹⁴ avec ses « Jours sans¹¹⁵ » (1942) ou encore de Georgius¹¹⁶ avec « Elle a un stock¹¹⁷ » (1940) ou bien Jacques Pills¹¹⁸ et son « Marché rose¹¹⁹ » (1943).

3.4. L'apport des autres pays

Une fois de plus, le travail de l'historien n'est pas de se limiter à une étude hors-champs de son objet de recherche, sans en saisir les disparités et les ambivalences interrégionales et internationales. Dans le cas de la donnée alimentaire, il est intéressant de se pencher sur les travaux belges et anglo-saxons. D'une part, l'ouvrage d'Elizabeth Collingham sur la donnée

¹¹³ Pour résumer, ce film questionne le hasard des circonstances dans une période aussi troublée qu'est celle de la Seconde Guerre mondiale. Ainsi, en juin 1944, Lucien Lacombe demande à son instituteur de faire partie de la Résistance locale. Ce dernier le trouvant trop jeune, refuse qu'il prenne le maquis. Pour se venger, Lucien dénonce son instituteur à la Gestapo. Petit à petit, le film montre comment, par hasard, cet adolescent se lie d'amitié avec les membres de la Gestapo française. Le film est principalement tourné dans la région de Figeac.

¹¹⁴ Fernand Constantin -dit Fernandel- (1903-1971) est un acteur, humoriste, chanteur et réalisateur français, populaire dans les années 1950-1960.

¹¹⁵ Cette chanson souligne les privations qui affectent la population française au quotidien. Ce titre devient même une expression courante pour indiquer que quelque chose manque.

¹¹⁶ Georges Auguste Charles Guibourg -dit Georgius- (1891-1970) est un chanteur, comédien, chansonnier et écrivain français, populaire durant l'entre-deux-guerres.

¹¹⁷ Cette composition est une goulante (chanson populaire) humoristique sur une femme, appelée « Madame Duchnock », qui fait des provisions qu'elle cache un peu partout dans sa maison.

¹¹⁸ René Ducos, ou Jacques Pills (1906-1970) est un chanteur français, populaire dans les années 1930-1940.

¹¹⁹ Dans cette chanson, l'auteur estime que l'amour demeure la meilleure des denrées à échanger de façon clandestine. Il se moque du marché noir en privilégiant l'amour du marché rose.

alimentaire dans le Royaume-Uni en guerre¹²⁰ et, d'autres parts, l'étude de Gesine Gerhard sur l'histoire de l'alimentation dans le Troisième Reich¹²¹.

En outre, les travaux sur nos voisins Belges sont tout aussi riches d'apports historiques. En effet, l'ouvrage de 2017 sur l'histoire alimentaire contemporaine de la Belgique¹²² nous permet d'avoir plusieurs éléments nouveaux. De la même manière, des sites proposent des éléments de réflexions sur l'alimentation dans la Belgique occupée. Des articles proposent des recettes de guerre ou encore abordent les modalités d'approvisionnements appliquées en Belgique¹²³. D'autres historiens travaillent également sur la donnée alimentaire dans d'autres pays. Un récent article de la revue *Artefact*, propose une lecture autour du thème « Techniques, stratégies et alimentation pour temps de guerre »¹²⁴. Nous pouvons y lire des sujets sur la politique alimentaire de la Belgique entre 1914 et 1948, sur la bataille du sucre sous Napoléon I^{er}, ou encore sur la répartition alimentaire dans les camps de prisonniers de guerre en Union Soviétique.

Nous souhaitons également mentionner ici le cas de la recherche de Clotilde Druelle-Korn qui nous a dirigé durant nos deux mémoires de recherche en Histoire à la Faculté de Limoges. Elle travaille sur le ravitaillement de la France occupée entre 1914 et 1919¹²⁵, soit l'Alsace et une partie de la Moselle. Pour ce faire, elle étudie l'importance de l'ingénieur américain Herbert Hoover¹²⁶ et du rôle des « neutres » dans ce ravitaillement. Clotilde Druelle-Korn a longuement travaillé sur des archives privées et publiques des deux côtés de l'Atlantique pour mettre en lumière le rôle de la *Commission for Relief in Belgium* (CRB). Cette Commission est, d'une certaine façon, la première organisation non-gouvernementale, chargée d'assurer le ravitaillement des population occupées.

¹²⁰ COLLINGHAM Elizabeth M., *The Taste of War: World War II and the Battle for Food*, Londres, Allen Lane, 2011.

¹²¹ GERHARD Gesine, *Nazi Hunger Politics: A History of Food in the Third Reich*, Lanham, Rowman & Littlefield, 2015.

¹²² BERNARDO Y GARCIA Luis Angel, *Le Ventre des Belges. Une histoire alimentaire des temps d'occupation et de sortie de guerre (1914-1921 & 1939-1948)*, Bruxelles, Archives générales du Royaume, 2017.

¹²³ Pour en savoir plus : https://www.rtf.be/14-18/thematiques/detail_recettes?id=8275057 et <https://etopia.be/blog/2014/12/18/l'alimentation-pendant-la-2e-guerre-mondiale/>

¹²⁴ LALOUC Ludovic, PIERNAS Gersende (dirs.), « Techniques, stratégies et alimentation pour temps de guerre », *Artefact*, n°9, 2018.

¹²⁵ DRUELLE-KORN Clotilde, *Food for Democracy ? Le ravitaillement de la France occupée (1914-1919), Herbert Hoover, le Blocus, les Neutres et les Alliés*, Bruxelles, Peter Lang, coll. Questions Internationales, 2018.

¹²⁶ Herbert Clark Hoover (1874-1964) est Secrétaire du Commerce des États-Unis entre 1921 et 1928 et devient ensuite le 31^e Président du pays de 1929 à 1933.

4. L'apport de la muséologie pour réaliser une scénographie

Comme stipulé plus haut dans ce travail, nous n'avons jamais réalisé d'exposition. Il convient donc de s'attarder sur l'étude d'ouvrages muséographiques pour mieux cerner les attentes et les façons dans la conception de ce média.

C'est un champ encore jeune dans la recherche et il peut se définir comme l'étude de « l'histoire et le rôle dans la société, les formes spécifiques de recherche et de conservation physique, de présentation, d'animation et de diffusion, d'organisation et de fonctionnement, d'architecture neuve ou muséalisée, les sites reçus ou choisis, la typologie, la déontologie. »¹²⁷.

Les travaux autour de la muséologie se sont d'abord centrés autour des problématiques liées à la conservation et à l'architecture. Un bouleversement de la recherche émerge dans les années 1960, au même moment que se développe la sémiologie¹²⁸ et que s'installe progressivement « la crise des musées »¹²⁹. Par son questionnement autour de la place du musée dans la société, la muséologie se rapproche de la sociologie. L'histoire sert à la muséologie afin de comprendre la dimension patrimoniale de l'institution. Le musée s'observe alors comme un média à travers duquel il est possible d'analyser son environnement et ses cadres de fonctionnement.

Un des auteurs majeurs de ce champs, reste Dominique Poulot¹³⁰. Cependant, un des ouvrages les plus importants sur le sujet est celui d'André Gob et de Noémie Drouguet, paru pour la première fois en 2005¹³¹. Il donne à voir les grands aspects de la discipline muséale et nous permet de faire émerger rapidement des questionnements autour de la construction et la mise en place d'une exposition. Nous parvenons ainsi à mieux cerner les positions que doivent prendre les scénographes, l'importance du texte (longueur, police d'écriture, *etc.*) ou encore l'utilisation et les recommandations pour les supports numériques.

¹²⁷ WEISS Hélène (dir.), *La Muséologie selon Georges Henri Rivière*, Paris, Dunod, 1989.

¹²⁸ La sémiologie est l'étude générale des systèmes de signes (intentionnels ou non) et des systèmes de communications.

¹²⁹ HERBIN Frédéric, « Introduction. « De la crise du musée à la critique institutionnelle : les circonstances de l'analyse de l'institution muséale au tournant des 1960-1970 » », *Journée d'étude : « Les artistes face à l'institution muséale (fin des années 1960 – années 1970) »*, InTRu, Université François Rabelais de Tours, Tours, 2010.

Cette période a mis en lumière l'élitisme des musées, très souvent fréquentés par les classes cultivées. Elle montre également l'élitisme du lieu et pronostique ainsi sa mort progressive.

¹³⁰ Voir entres-autres, POULOT Dominique, « Le musée d'histoire en France entre traditions nationales et soucis identitaires », *Anais do Museu Paulista*, São Paulo, vol. 15, n° 5, juillet-décembre 2007, p. 293-316 ; POULOT Dominique, « Musées et collections : pour une histoire de la patrimonialité », *Histoire de l'art*, n°62, avril 2008, p. 3-9 et POULOT Dominique, *Musée et muséologie*, Paris, La Découverte, 2009.

¹³¹ GOB André, DROUGUET Noémie, *op. cit.*

Conclusion

Cette première partie permet de constituer nombres d'éléments de contexte mais également des pistes de définitions des principaux thèmes évoqués. Grâce à tout ce cheminement, nous savons désormais dans quel contexte nous évoluons et quelles sont les attentes de la Ville de Cahors, mais aussi celles du musée. En effet, il convient de ne pas omettre la place majeure des musées d'Histoire depuis plus de trente ans. Ces derniers jouissent d'une grande crédibilité auprès du public puisqu'ils exposent l'authenticité, par des témoins véridiques, souvent présentés comme preuve de la véracité. Le musée de la Résistance, de la Déportation et de la Libération du Lot n'échappe pas à cette règle puisqu'il a pris une place tout à fait significative dans la médiation de l'histoire de la guerre sur le territoire lotois. Ainsi, même s'il faut composer avec lui, il convient également de proposer autre chose qui permette véritablement d'incarner un musée « hors les murs » et qui réponde aux exigences culturelles et scientifiques de notre époque.

De plus, grâce au balayage historiographique important mené dans cette partie, nous pouvons désormais tenter de nous placer dans des pistes de réflexions pour pouvoir répondre à la commande de la Direction du patrimoine de la Ville de Cahors. En tant qu'historien, il convient de maîtriser la littérature produite autour d'un sujet avant de se lancer dans des investigations plus poussées, notamment en archives. De plus, nous ne devons pas négliger l'aspect de la valorisation, donnée supplémentaire dans ce cursus GVCS. Notre but est ainsi de pouvoir proposer à un large public les résultats de nos recherches, au travers d'une exposition.

Toutes ces considérations préliminaires permettent d'ouvrir un large champ des possibles pour répondre à la mission confiée, tout en gardant en tête les problématiques que cette dernière impose. C'est pourquoi, nous allons, dans cette deuxième partie, présenter la méthodologie de collecte des différents supports de réflexions et surtout les raisons de nos choix.

**Partie II – Une méthodologie historique et une démarche scientifique
dans l'étude de différentes sources**

Introduction

La discipline historique n'est pas une science exacte. Elle fait partie des sciences sociales et nécessite une importante notion d'objectivité et exige un certain recul critique. Les ressources employées pour tous les historiens doivent se comprendre à l'aune d'une démarche rigoureuse et d'une méthodologie clairement définie.

Par conséquent, travailler en Histoire implique à la fois une connaissance importante de la littérature du sujet traité, mais également une confrontation aux documents originaux, que nous appelons des « sources ». Ainsi, un des premiers réflexes du chercheur en Histoire est de se rendre dans des établissements d'archives afin de consulter tous les documents utiles à l'analyse d'une époque donnée. C'est bel et bien ce que nous avons fait pour ce travail, dès l'instant où nous avons défini la commande de la Direction du patrimoine.

Ainsi, travailler sur la Seconde Guerre mondiale dans le Lot, implique de se rendre aux Archives départementales à Cahors mais également de travailler avec tous les acteurs possibles pour obtenir des informations. C'est pourquoi, il fallait rentrer également en contact avec des collectionneurs, des professionnels ou encore des passionnés de la période, dans le but d'enrichir notre corpus.

De la même façon, pour comprendre et analyser le monde de la ruralité lotoise, il fallait se rendre directement dans les mairies afin de consulter tous les documents utiles à la compréhension du sujet.

Chapitre 1 : Méthodologie historique et utilisation des archives

1. Un peu d'historiographie

Qu'est-ce que l'historiographie ?

L'historiographie est, en quelques sortes, « l'histoire de l'Histoire ». C'est un champ épistémologique qui cherche à comprendre comment s'est écrite l'histoire du passé à travers les siècles. C'est un travail fastidieux où les auteurs tentent de trouver des ruptures épistémologiques, ou des continuités dans l'écriture de l'Histoire. Aujourd'hui, l'historiographie évolue, notamment grâce à la Sociologie qui cherche à comprendre le degré d'instrumentalisation conscient ou non des chercheurs dans leurs pratiques.

L'étude de l'Histoire fait ressortir le concept des « écoles de pensées », souvent réunies autour d'une même pensée, d'un intérêt et de méthodes communes. Ainsi, dès que l'Histoire devient une science au XIX^e siècle, les écoles apparaissent.

Pour expliquer cette historiographie, nous allons tenter de broser les différentes évolutions historiques à travers les âges. Toutefois, il serait beaucoup trop fastidieux de faire ressortir tous les concepts et toutes les évolutions -aussi minimes soient-elles- dans ce travail. Nous nous contenterons donc d'un rapide panorama historiographique de l'Antiquité jusqu'à nos jours.

1.1. Une histoire événementielle ?

Pour le plus grand nombre, l'Histoire n'est faite que d'une succession de dates et de faits marquants. Pourtant, dans le monde scientifique, la discipline historique se définit de par son rapport au temps et à l'utilisation de concepts : c'est une science diachronique. De fait, à l'inverse de la sociologie -dont la dimension est synchronique-, l'Histoire est étudiée dans les faits et dans leurs successions dans le temps. Se pose alors la question de la temporalité durant laquelle nous pouvons étudier l'Histoire. Ainsi, pendant longtemps, les historiens pensaient que les événements historiques devaient s'analyser systématiquement après la mort des derniers témoins. Cependant, l'Histoire de la Seconde Guerre mondiale est venue bousculer cette idéologie, notamment grâce à la création de l'Institut d'Histoire du Temps Présent (IHTP).

1.2. Les débuts des récits historiques dans l'Antiquité

Déjà dans la Grèce antique, le temps s'étudie de façon cyclique, entraînant parfois le retour des mêmes événements. La question de la transmission devient ainsi centrale. Plusieurs auteurs émergent en écho à cette situation temporelle. C'est le cas d'Hérodote (v. 480 – v. 425 avant J.-C.) et de son ouvrage *Historiae*¹³² qui retrace les guerres médiques¹³³. Hérodote incarne une posture de professeur dont le but est de préserver de l'oubli ces événements pour éviter qu'il se reproduisent. De la même façon, Thucydide (v. 460 – v. 400 avant J.-C.) écrit son *Histoire de la guerre du Péloponnèse*¹³⁴. Ce dernier va plus loin qu'Hérodote car il se propose de critiquer les sources qu'il se sert pour produire son récit et souhaite prendre de la distance avec l'opinion publique. La nécessité de séparer l'ordre factuel et l'ordre mémoriel commence à se faire sentir.

De ce fait, les premiers auteurs historiques de l'Antiquité adoptent -sans le savoir- ce qui va devenir la base du travail de tout historien contemporain. Ils étudient des sources, définissent ce dont ils ont besoin pour mener à bien leur enquête et établissent des faits. Pour d'autres auteurs antiques, l'importance de la biographie est majeure. Les auteurs romains étudient beaucoup plus les vies des illustres personnages de leur temps à l'instar de *La Vie des douze Césars*¹³⁵ de Suétone (v. 70 – v. 140 après J.-C.).

1.3. Les évolutions du Moyen Âge

Au Moyen Âge, l'importance de la religion chrétienne bouleverse la perception des Hommes. Dieu est dans toutes les choses et il régit également l'Histoire. Les contemporains médiévaux, à l'instar de Saint-Augustin (354-430) mêlent l'Histoire à la morale, à la théologie et au droit. D'autres auteurs sont aussi majeurs pour la période. C'est le cas des historiographes, chargés de réaliser des biographies sur les souverains médiévaux. C'est le cas d'Éginhard (v. 770 – v. 840) qui écrit une biographie sur Charlemagne vers 830.

Malgré les chroniques ou les compilations, il n'y a pas de réelles histoires au sens de l'analyse des faits. Toutefois, la volonté d'instruire est présente par les détails qu'elles offrent, notamment dans les récits hagiographiques¹³⁶.

¹³² Ce qui signifie « enquête » en grec ancien. L'ouvrage est rédigé vers 445 avant notre ère et se compose de neuf livres.

¹³³ Les guerres médiques ont opposé l'Empire achéménide des Perses à une coalition de cités grecques (v. 460 – v. 479 avant notre ère). Ces événements ont permis à Athènes de prendre une place majeure en Mer Égée.

¹³⁴ Il est question de la guerre entre la Ligue du Péloponnèse -représentée par Sparte- et la Ligue de Délos -menée par Athènes- entre 431 et 404 avant notre ère.

¹³⁵ Ouvrage majeur de l'historiographie romaine, il s'agit d'une biographie des douze premiers dirigeants de Rome ayant porté le nom, et le titre, de César. Suétone parcourt ainsi les règnes de Jules César à Domitien.

¹³⁶ L'hagiographie est l'écriture de la vie des saints.

1.4. Le tournant de la Renaissance

Avec la Renaissance, c'est la redécouverte des textes antiques qui s'opère. Ainsi, dès le XVI^e siècle, Hérodote, Thucydide, Tacite¹³⁷ ou encore Plutarque¹³⁸ montrent l'existence d'un passé antérieur au christianisme. Les Grandes Découvertes, encouragent ce processus. Les auteurs européens prennent peu à peu conscience qu'ils ne sont pas seuls sur la terre et que des sociétés existent au-delà des mers. Certains s'engagent même à comparer les sociétés « sauvages » aux sociétés passées comme Michel de Montaigne¹³⁹.

Le courant Humaniste qui se développe également à ce moment-là, encourage la traduction des textes antiques et bibliques, dans le but de les rendre accessibles à une élite bourgeoise. Le rapport au temps est repensé, notamment dans les milieux protestants. C'est à partir de cette période que les auteurs commencent à nommer la période qui les précède, « Moyen Âge » en souvenir d'un âge sombre duquel les contemporains de l'époque seraient sortis. L'esprit de raison et l'intellectualisme se développe de plus en plus, formant un important esprit critique.

1.5. Les apports de l'époque moderne

L'époque moderne pose les jalons de l'étude des sources, au sens historique du terme. Avec la naissance de la philosophie, les critiques envers les pouvoirs royaux et la religion deviennent monnaie courante. Voltaire¹⁴⁰, Montesquieu¹⁴¹, Beaumarchais¹⁴² ou encore Molière¹⁴³ font partis de ces libres penseurs. Le XVIII^e siècle est aussi celui des classements à l'image de *L'Encyclopédie ou Dictionnaire raisonné des sciences, des arts et des métiers*, rédigée par Denis Diderot (1713-1784) et Jean d'Alembert (1717-1783). Cet ouvrage synthétise toute la connaissance humaine d'un temps et traduit une forte volonté de compiler le savoir.

Certains philosophes, comme Emmanuel Kant (1724-1804), réfléchissent à la finalité de l'Histoire. Selon lui, elle doit tendre vers la raison et le progrès pour devenir une science exacte, qui servirait à diriger des États. L'Histoire est faite par ceux qui ont un sens critique des sources,

¹³⁷ Historien, philosophe et sénateur romain (v. 58 – v. 120 après J.-C.).

¹³⁸ Philosophe et grand penseur romain d'origine grecque (v. 46 – v. 125 après J.-C.).

¹³⁹ Philosophe, humaniste français (1533 – 1592).

¹⁴⁰ François-Marie Arouet, dit « Voltaire » est un dramaturge, philosophe et encyclopédiste français (1694 – 1778).

¹⁴¹ Montesquieu est un penseur politique majeur du Siècle des Lumières (1689 – 1755).

¹⁴² Pierre-Augustin Caron de Beaumarchais est un dramaturge important du XVIII^e siècle (1732 – 1799).

¹⁴³ Jean-Baptiste Poquelin, dit « Molière » est un célèbre comédien et dramaturge français, très apprécié à la Cour de Louis XIV (1622 – 1673).

mais ils sont discrédités parce qu'ils ne correspondent pas aux critères intellectuels de leur époque.

1.6. Les ruptures de la Révolution Française

Les événements liés à la Révolution française de 1789 marquent une rupture essentielle dans les consciences collectives. Quelque chose se brise à ce moment précis. Une nette distinction est faite entre le passé et le présent, l'Ancien Régime et la République.

Outre cela, la notion de patrimoine impulse et prend un sens concret dans les textes. Une ambition mémorielle émerge en même temps qu'une profonde volonté de conserver les Biens nationaux. L'objectif est de transmettre aux générations futures les ruines d'un passé royaliste, révolu. Les acteurs de la Révolution ne souhaitent pas que l'Histoire soit écrite par les ennemis de la Révolution. C'est pourquoi, un profond mouvement de sauvegarde des archives et des objets est mis en place, amorçant avec lui l'importance de plus en plus prégnante de l'archive dans les travaux historiques.

2. L'importance des archives dans la discipline historique

Dans tous travaux historiques scientifiques, l'importance des archives est fondamentale. En effet, l'historien doit se confronter à de multiples documents écrits, iconographiques, sonores ou animés pour étayer son argumentaire. L'Antiquité préfigure cette idée d'importance donnée aux témoignages oraux pour narrer des épisodes du passé. Tout un processus de centralisation des archives royales se met en place durant le Moyen Âge. À partir du XVI^e siècle, des dépôts d'Archives d'État au service des rois sont installés dans toutes les capitales européennes. Ce concept est repris lors des fondations des Archives nationales à la fin du XVIII^e siècle. La loi du 7 Messidor An II¹⁴⁴, permet un élargissement des dépôts d'archives, grâce à la création des archives nationales et départementales.

Ainsi, l'importance de l'étude archivistique s'installe dès le XIX^e siècle, au moment même où l'Histoire devient une science sociale. Augustin Thierry (1795-1856) puise dans les chroniques médiévales des XI^e et XII^e siècles et dans des chartes communales pour rédiger *Lettres sur l'histoire de France* en 1827. De la même façon, les ouvrages de Jules Michelet (1798-1874) s'appuient sur la consultation de nombreuses sources diverses. Bien évidemment, la lecture qui est faite de ces sources n'est pas objective. Elle constitue même un des fondements

¹⁴⁴ Loi du 25 juin 1794.

du « Roman National¹⁴⁵ ». Toutefois, ces deux historiens restent les premiers à valoriser l'étude de documents originaux. Tous deux apportent un renouveau dans la discipline en redonnant vie au passé présent dans ces sources. Toutefois, les auteurs du XIX^e siècle, forgés par l'émergence des nationalismes, sont imprégnés de toute une culture romantique, et l'idéalisation prime sur la véracité historique.

À partir de l'installation de l'École des Annales à la fin des années 1920, l'étude des archives devient fondamentale dans le travail de l'historien. Lucien Febvre (1878-1956) et Marc Bloch (1886-1944) veulent encourager une histoire globale et pluridisciplinaire. Le poids de l'archivistique est important pour la réédition d'ouvrages anciens, entrecroisés de commentaires. Cette école de pensée domine alors le paysage historiographique français durant plus de quarante ans.

En 1989, l'historienne Arlette Farge (1941-) inaugure un nouveau genre historique. Dans son *Goût de l'archive*, elle livre son rapport personnel aux documents qu'elle étudie. L'historienne se retrouve « face aux archives ». Alain Corbin (1936-) révolutionne la place donnée à l'archive par son histoire des sensibilités et par ses interrogations sur l'histoire des émotions.

Aujourd'hui, l'accès aux archives devient de plus en plus simple. D'une part, grâce à la multiplication des opérations de numérisations et aux multiples supports digitaux sur lesquels nous pouvons les consulter. Par ailleurs, grâce aux politiques d'ouvertures d'accès aux documents contemporains. Pour beaucoup de chercheurs, la consultation des archives devient simplement un moment de dépouillement. Grâce aux outils digitaux, tout un chacun peut consulter les inventaires directement sur le site des archives ou encore faire une demande à distance. L'utilisation des appareils photos numériques ou encore des scanners, permet la capture toujours plus rapide des documents disponibles en salle de lecture, que nous pouvons ensuite étudier de chez soi. De plus, l'importance grandissante de l'utilisation d'archives privées depuis les années 1990, bouleversent les habitudes. Les archives du pouvoir sont peu à peu relayées au second plan face à des écrits d'anonymes, récits de vie ou journaux intimes, qui plongent l'historien au cœur d'une époque. Des lettres de poilus aux autobiographies de personnages majeurs du siècle, longue est la liste de ces archives qui ont placé les historiens dans une relation complexe, le sujet et l'archive se superposant. De nos jours, le chercheur doit également composer avec des collectionneurs, antiquaires ou bibliothécaires professionnels. Tout une relation de confiance se met alors en place entre l'historien et son interlocuteur afin

¹⁴⁵ Le « Roman National » est un récit romancé qu'une nation propose de sa propre Histoire. Ce dernier est très souvent jalonné d'anecdotes -souvent fictives- et participe au renforcement des identités nationales.

d'avoir la possibilité d'accéder à des documents parfois rares et souvent absent des établissements archivistiques traditionnels.

3. La méthodologie en Histoire

Comme nous l'avons rappelé plus haut, l'Histoire, au sens étymologique du terme, est d'abord une enquête. Ainsi, la recherche historique ne peut pas se limiter à une simple lecture des écrits laissés par les époques antérieures. La science historique s'est en partie bâtie sur une méthodologie et une démarche critique vis-à-vis des sources, qu'il convient de rappeler ici.

La recherche historique implique une méthode et une démarche rigoureuse. Le but est d'analyser des sources en arrivant à les interpréter le plus « impartialement¹⁴⁶ » possible. L'historien ne doit en aucun cas étudier les documents du passé à l'aune d'un regard contemporain. Avant toute chose, le chercheur doit constituer un corpus de sources sur lesquelles il peut travailler. Cet éventail de sources ne cesse de croître et, si pendant longtemps la recherche s'est limitée aux documents écrits, elle s'élargie aujourd'hui aux ressources numériques, sonores et visuelles. De plus, l'ouverture pluridisciplinaire permet la juxtaposition des méthodes historiques avec d'autres méthodes des Sciences Sociales. Par exemple, la sociologie et l'économie ont joué un grand rôle dans le développement de l'Histoire statistique sérielle des années 1970.

Il convient de garder en tête qu'en aucun cas, l'historien prend pour argent comptant ce qu'il peut lire dans les sources. Toujours à la recherche d'une critique, le chercheur doit déterminer la valeur et la fiabilité d'un document. Par conséquent, un témoignage contemporain d'un évènement n'a pas la même valeur qu'un récit écrit *a posteriori*. Les critiques historiques peuvent porter sur plusieurs aspects. D'un part, les caractéristiques physiques d'un document peuvent indiquer son originalité ou non. Ainsi, une lettre écrite sur papier, datant du XII^e siècle ne peut en aucun cas être authentique, puisque les médiévaux écrivaient sur du parchemin. Cette critique constante de la source -qui fait l'originalité de cette science- nécessite des connaissances pluridisciplinaires accrues (héraldique¹⁴⁷, sigillographie¹⁴⁸, paléographie¹⁴⁹, diplomatique¹⁵⁰, épigraphie¹⁵¹).

¹⁴⁶ PROST Antoine, *Douze leçons sur l'Histoire*, Paris, Points, 2014, p. 288.

¹⁴⁷ L'Héraldique est l'étude des armoiries.

¹⁴⁸ La Sigillographie est l'étude historique, artistique et technique des sceaux.

¹⁴⁹ La Paléographie se caractérise par l'étude des écritures manuscrites, souvent anciennes. Il peut s'agir d'écrits antiques (grec ancien, latin classique) mais également médiévaux (ancien français, occitan médiéval) modernes et contemporains.

¹⁵⁰ L'étude de la Diplomatique réside dans l'identification de la structure, la valeur, la tradition et l'authenticité des documents officiels.

¹⁵¹ L'Épigraphie est l'étude des inscriptions gravées dans la pierre, l'argile ou le métal.

Nous pouvons tenter de résumer la méthodologie historique en quatre étapes. La première est l'observation de la source. Cette dernière peut être de plusieurs formes (manuscrite, tapuscrit, iconographique) ou de plusieurs supports (papier, document sonore, visuel). Cependant, il convient d'analyser son contenu et de comprendre les principales informations qu'elle nous livre. Il convient de s'intéresser au sens des mots et de comprendre les références présentes dans le document. Vient ensuite la phase de critique externe du document. Le but est alors de nuancer les propos émis par l'auteur et de faire la différence entre les propos explicites et implicites. Il faut également vérifier l'authenticité du texte en le comparant avec d'autres témoignages et de s'attarder sur le contexte de production de l'écrit. Après en avoir étudié son contexte, il faut dresser une critique interne du document. C'est à ce moment-là que l'historien se confronte au schéma réflexif de l'auteur et cherche à comprendre quel argumentaire ce dernier utilise. Lorsque toutes ces interrogations préalables ont été traitées, le chercheur peut passer à l'interprétation de la source, en lui donnant un sens et en le resituant toujours dans un contexte précis et une époque donnée. La source va alors étayer un argumentaire, bâti sur la recherche constante de preuves.

L'écriture de l'Histoire n'est pas chose aisée et Lucien Febvre rappelait à ses disciples de se méfier de « l'anachronisme psychologique ». Les historiens doivent maîtriser les systèmes de représentation de ceux qui les ont précédés, pour mieux cerner les problématiques d'une époque. Aussi, il convient de préciser qu'en Histoire, un événement n'est pas lié à une seule cause. Une multitude de causes et d'acteurs bousculent le cours de l'Histoire mais aucun historien ne peut se vanter de cerner tous les facteurs historiques d'un événement. Enfin, le récit historique ne doit pas glisser vers une histoire téléologique. De fait, même si le chercheur connaît la suite des événements qu'il étudie, il ne doit en aucun cas les faire transparaître dans ses études et dans les choix fait par les contemporains des événements. Par exemple, dire des Français de 1940 qu'ils sont collaborateurs, est une lecture biaisée de l'Histoire. En aucun cas un Français de 1940 peut se douter de la tournure des événements et de la collaboration de l'État Français dans la déportation de milliers de Juifs. L'historien ne juge pas les phénomènes, il cherche à les comprendre.

Par conséquent, il est nécessaire de revenir dans ce chapitre préliminaire sur la discipline historique. L'Histoire est une science sociale qui répond à une construction lente et qui cherche à se perfectionner au fur et à mesure du temps. Il convient également d'avoir en tête la place majeure qu'occupent les archives dans cette discipline. Elles sont les sources principales des historiennes et des historiens, nécessaires à l'élaboration d'un raisonnement. Après avoir

explicité la méthodologie historique, il convient à présent de brosseer le panorama des sources et ressources disponibles, utilisées dans le cadre de notre mission.

Chapitre 2 : Panorama des sources disponibles sur le sujet

1. Les Archives du régime de Vichy

Cinquante années auront été nécessaires pour que le président Jacques Chirac¹⁵² reconnaisse, en 1995, la responsabilité de l'État français dans la déportation des Juifs vers les camps de la mort. Ce n'est pas le cas pour l'ouverture des archives du régime pétainiste. En effet, alors que les délais légaux de 75 ans auraient dû s'appliquer, le gouvernement de Manuel Valls décide, le 24 décembre 2015, d'accélérer le processus de déclassification. Au lieu d'attendre 2019 pour consulter ces documents, ils deviennent accessibles pour tous. Grâce à cela, les archives de la police et de la justice de l'État Français entre 1940 et 1944 sont désormais accessibles aux historiens. Les documents concernés sont avant tout relatifs aux affaires portées devant les juridictions d'exception instaurées par le régime de Vichy mais également celles de la Libération. Il est également possible de consulter plus facilement les enquêtes réalisées par les services de police judiciaire entre 1939 et 1945.

Cette volonté politique accroît grandement la masse de documents éditée par le régime du maréchal. En effet, le régime en place entre 1940 et 1944, produit une importante quantité de documents administratifs. Par exemple, une quantité astronomique de circulaires sont prises, réglementant la vie quotidienne, parfois plusieurs fois par mois. Les rations alimentaires octroyées à la population évoluent constamment. Chaque mois, de nouvelles règles sont mises en place. Les évolutions politiques, économiques et surtout l'évolution du conflit, participent à ces changements réguliers. Aujourd'hui, la recherche historique estime à 16 786 le nombre de lois et de décrets promulgués entre 1940 et 1944.

Pendant longtemps, le régime de Vichy concordait avec la métaphore de la « parenthèse »¹⁵³ qui s'était ouverte le 16 juin 1940 avec le vote des pleins pouvoirs au maréchal Pétain et qui s'était refermée le 9 août 1944, avec l'ordonnance portant sur le rétablissement de la légalité républicaine. Cependant, depuis les travaux de Paxton, l'État Français apparaît comme beaucoup plus complexe. La volonté pour Pétain et son gouvernement de rompre avec la Troisième République n'est pas si évidente lorsque nous regardons les sources. Le régime pétainiste est aussi productif -voir même d'avantage- en matière de documents que la République centraliste du XIX^e siècle. Les réformes mises en place par le gouvernement Laval

¹⁵² Jacques Chirac est Président de la République Française entre le 17 mai 1995 et le 16 mai 2007.

¹⁵³ LE CROM Jean Pierre, « L'avenir des lois de Vichy », DURAND Bernard, LE CROM Jean-Pierre, SOMMA Alessandro, *Le droit sous Vichy*, Francfort, Klostermann, p. 453-478, 2006 et « Droit de Vichy ou droit sous Vichy ? Sur l'historiographie de la production du droit en France pendant la Deuxième Guerre mondiale », *Histoire@Politique*, n° 9, septembre-décembre 2009.

s'inscrivent dans des prolongements antérieurs. Par exemple, la loi du 9 mars 1941, portant sur le remembrement et la réorganisation de la propriété foncière, vise à contourner les pénuries engendrées par le conflit en améliorant les rendements des terres agricoles. De la même manière, la création des ordres professionnels, incarnation de l'idéologie corporatiste vichyste, résulte de nombreux projets de lois déposés sans succès depuis les années 1920. En outre, la politique nataliste du régime ne fait que confirmer des positions déjà ancrées dans le gouvernement de Daladier qui met en place le 29 juillet 1939, un code de la famille, sanctionnant sévèrement l'avortement et qui instituait une prime à la naissance du premier enfant¹⁵⁴.

Ainsi, de part tous ces éléments, il convient de s'attarder sur la matérialité des sources concernant le régime pétainiste. La plupart des documents que nous avons consultés sont des documents tapuscrits, c'est-à-dire, tapés à la machine à écrire. Ainsi, même s'il est vrai que ce type de source permet une transcription plus simple, par rapport à des manuscrits médiévaux, il faut aussi prendre en compte leur fragilité. La pénurie de papier oblige les administrations à écrire sur des papiers carbonés, souvent de couleurs différentes, mais très fragiles. Ces papiers sont destinés à produire simultanément une ou plusieurs copies d'un document. Le papier carbone est placé entre deux feuilles de papier ordinaire et lorsqu'une personne tape le texte, ce dernier se recopie simultanément sur les autres feuilles de papiers. *De facto*, l'utilisation de ce type de papier ne permet pas une conservation optimale de l'encre et donc des écrits. Avec le temps, les encres sèches et certains documents deviennent illisibles. Ceci est un véritable obstacle car ces archives vont progressivement se dégrader si elles ne sont pas numérisées et / ou recopiées. De plus, nous avons également travaillé avec des documents manuscrits d'époque. Plus difficiles à transcrire -cela dépend surtout de la graphie de l'auteur-, ces documents sont souvent rédigés avec une encre verte. L'étude de ces documents implique une méthodologie rigoureuse consistant à identifier, transcrire et analyser ces lettres. Le plus simple, est d'utiliser un tableau dans lequel nous recopions l'intégralité de la lettre, puis nous indiquons ses caractéristiques (expéditeur, destinataire, date, lieux ...) et son contenu.

Enfin, il ne faut pas oublier que certaines thématiques de la Seconde Guerre mondiale ne possèdent que très peu d'archives. C'est le cas du marché noir qui se met progressivement en place pour pallier à l'absence de produits de première nécessité. La nature même de cette économie souterraine est la discrétion et l'absence de trace. De fait, il n'existe que très peu de récits de ces activités. Seules les condamnations prononcées par Vichy ou les enquêtes pour

¹⁵⁴ Éléments recueillis dans LOCHAK Danièle, « Conclusions : l'œuvre législative de Vichy, d'hier à aujourd'hui », Clément BENELBAZ, Charles FROGER, Sébastien PLATON, Bruno BERTHIER, *L'œuvre législative de Vichy, d'hier à aujourd'hui. Ruptures et continuités*, Paris, Dalloz, 2017.

trafics, nous laissent une brève de ces activités commerciales. De la même manière, les activités clandestines des résistants ne font pas l'objet d'une grande production écrite. Le chercheur doit donc se contenter d'hypothèses, de suggestions ou de comparaisons avec d'autres espaces et d'autres périodes. C'est pourquoi, l'une des grandes déceptions de notre travail est de ne pas avoir pu compter sur des ressources orales ou des témoignages, dont nous reviendrons plus tard dans ce travail.

2. Les archives départementales du Lot

2.1. Brève présentation de la structure

Les Archives départementales du Lot sont situées à Cahors, au 218 rue des Cadourques. Réhabilitées en 1992 dans l'ancien couvent des Capucins, les Archives départementales cherchent aujourd'hui à s'agrandir. En effet, il est question de réhabiliter un important bâtiment se situant de l'autre côté de la route, afin de pouvoir stocker des documents de plus en plus nombreux, voire de séparer les locaux en deux. Le nouveau bâtiment serait ainsi spécialement consacré aux recherches sur l'époque contemporaine.

Les missions de l'équipe des Archives du Lot sont de collecter, classer et conserver tous les documents pouvant intéresser l'Histoire. De plus, il convient de valoriser ces documents au travers tous les supports disponibles et, depuis ces dernières années, des campagnes de numérisations sont lancées. Une méthodologie rigoureuse -qui s'applique à toutes les archives départementales- s'applique dans le classement de ces nombreux documents. Ainsi, les archives sont rangées par série ou par fonds. Par conséquent, les archives se décomposent comme suit.

- Les archives anciennes, dans lesquelles se trouvent tous les documents antérieurs à 1790 (séries A, B, C, D, E, G, H et I)¹⁵⁵ ;
- Les documents de l'époque révolutionnaires, compris entre 1790 et 1800 (séries L et Q)¹⁵⁶ ;
- Les documents compris entre 1800 et 1940 sont classés dans les fonds modernes (séries K, M, N, O, P, Q, R, S, T, U, V, X, Y et Z)¹⁵⁷ ;

¹⁵⁵ A (Actes du pouvoir souverain et Domaine public), B (Cours et juridictions), C (Administrations provinciales), D (Instruction publique, sciences et arts), E (Seigneuries, familles, notaires, État civil), G (Clergé séculier), H (Clergé régulier), I (Fonds divers se rattachant aux archives ecclésiastiques).

¹⁵⁶ L (Documents administratifs et judiciaires de la période révolutionnaire : Administration départementale, des districts, des municipalités, de cantons) et Q (Biens nationaux : Biens confisqués sous la Révolution et liquidation par vente des biens du clergé (biens de première origine) et des émigrés (biens de deuxième origine). Dossiers individuels des prêtres et émigrés).

¹⁵⁷ K (Lois, ordonnances, arrêtés), M (Administration générale et économie), N (Administration et comptabilité départementales), O (Administration et comptabilité communales), P (Finances de l'État : Trésor public, contributions directes et indirectes, cadastres, douanes, postes), Q (Domaines, Enregistrement, Hypothèques), R (Affaires militaires), S (Travaux

- Tous les documents compris après le 10 juillet 1940, sont classés dans les fonds contemporains (série W) ;
- Les séries complémentaires (J, Fi, Mi, EDT et H)¹⁵⁸.

2.2. Les documents de la série M

La série M « Administration générale et économie » est très utile aux historiens, notamment pour mieux cerner les problématiques électorales et économiques entre 1800 et 1940. Dans notre cas, ces documents nous permettent d’approcher le contexte économique des années 1940.

Nous nous sommes centrés principalement sur la sous-série « 6 M » qui conserve les études statistiques menées par la Préfecture dans le département (dénombrements et recensements de la population, contrôle des prix et statistiques agricoles). Cette consultation nous permet d’envisager les variations économiques sur le prix des denrées entre 1934 et 1940. Nous avons complété cette lecture avec d’autres sources contenues dans les fonds « 1 W » et « 74 J ».

Des listes détaillées des prix de chaque aliment sont conservées sous la cote « 6 M 337 ». Grâce à cela, nous pouvons envisager les évolutions mensuelles pour chaque aliment dont le pain, le vin, les viandes, l’huile ou encore les fromages.

La consultation de cette sous-série nous a permis de réaliser un traitement statistique et sériel des données. Nous avons réalisé des graphiques sur l’évolution des prix entre janvier 1930 et août 1953, afin d’avoir un aperçu sur le long terme. Le bilan de cette analyse réside dans la non-linéarité des données. Ainsi, nous avons remarqué qu’il existe plusieurs pics d’augmentations, correspondant aux évènements politiques ou sociétaux de l’époque. De plus, nous remarquons une importante hausse des prix après la Libération.

publics et Transports : Ponts-et-Chaussées, routes, voies navigables, service hydraulique, chemins de fer, mines, carrières et énergie), T (Enseignements et affaires culturelles), U (Justice), V (Cultes), X (Assistance et prévoyance sociale), Y (Établissements pénitentiaires), Z (Sous-préfecture).

¹⁵⁸ J (Archives privées : Documentation riche et variée comprenant : chartriers, archives personnelles et familiales, archives d’entreprises et d’associations, notes d’érudits, thèses et monographies), Fi (Documents figurés : Cartes et plans, gravures, affiches, cartes postales, photographies, fonds d’architectes), Mi (Microfilms de complément ou de sécurité), EDT (Dépôt Archives communales), et H (Dépôt Archives hospitalières).

2.3. Un fonds documentaire majeur : la série W

Comme déjà abordé plus haut, la série W correspond à tous les documents publics postérieurs à 1940. C'est donc une série très riche et qui nécessite un inventaire détaillé. De plus, c'est une série dite « ouverte », ce qui signifie qu'elle s'enrichit continuellement de nouveaux versements provenant de divers organismes départementaux. Pour s'y retrouver plus facilement, les Archives départementales du Lot ont mis en place un inventaire archivistique spécialement axé sur les sources de la Seconde Guerre mondiale. Cet inventaire est divisé en quatre catégories : archives publiques, archives privées (série J et Fi), archives de la presse et une dernière catégorie sur les pistes bibliographiques associées à cette période. Cependant, ce guide ne doit pas limiter le chercheur car il convient de croiser plusieurs sources et donc de consulter plusieurs inventaires, pour parachever la recherche. De ce fait, lors de nos visites aux Archives départementales, il fallait croiser les cotes contenues dans ce guide avec celles des inventaires généraux des séries. En ce qui concerne la série W, nous avons eu accès à beaucoup de documents fondamentaux pour nos recherches. En effet, au regard de la période traitée, la série W est la base majeure pour trouver des documents.

Tout d'abord, nos recherches se sont concentrées sur la sous-série « 1 W » qui sauvegarde les documents de la préfecture du Lot ainsi que le fonds de la Commission d'Histoire de l'Occupation et de la Libération de la France. Le plan de classement est élaboré en 2010 et contient les principales sources d'informations administratives sur l'application de la politique de Vichy et la période de l'Occupation dans le département. La sous-série contient également des documents sur la Résistance, les Comités de Libération et l'Épuration. Nous pouvons y trouver de nombreux rapports de police et de gendarmerie, des notes et rapports des services des Renseignements généraux adressés au préfet, des rapports du préfet au ministre de l'Intérieur ou encore des correspondances diverses. Ces documents ont été étudiés notamment par Pierre Laborie lors de sa thèse sur l'opinion générale lotoise entre 1939 et 1945. C'est notamment dans cette sous-série que nous avons trouvé des documents de propagande (1 W 49) mais également des dossiers thématiques sur le ravitaillement (1 W 106) classés par catégorie d'aliments :

- Poissons et coquillages (1 W 757) ;
- Produits de basse-cour (1 W 762) ;
- Pommes de terre (1 W 763) ;

- Légumes secs (1 W 764) ;
- Pâtisseries (1 W 770) ;
- Vin (1 W 777 - 779) ;
- Alcools (1 W 778 - 780).

C'est aussi dans cette sous-série que nous avons pu obtenir des renseignements sur le rôle du Secours national (1 W 120) et sur les manifestations liées à la Fête des mères dans le département (1 W 112). Néanmoins, cette sous-série nous a surtout servi pour mieux saisir l'organisation générale du ravitaillement (1 W 795) mais aussi pour consulter les rations mensuelles entre 1940 et 1945 (cotes 1 W 799 - 803). C'est aussi en consultant cet inventaire, que nous avons pu en savoir plus sur les problématiques liées au marché noir dans le Lot. De multiples dossiers individuels des condamnations pour trafics illicites sont conservés aux archives (1 W 927 - 929), classés par ordre alphabétique. Enfin, nous avons souhaité nous attarder sur les rapports d'état d'esprit des populations dans le Lot car, selon nous, c'est une source majeure pour un travail sur la vie quotidienne. Grâce à ces rapports compris entre 1940 et 1944, nous avons pu brosser un portrait général des opinions de la population lotoise, notamment ses attentes et ses craintes, souvent axées autour de la problématique du ravitaillement (1 W 942 - 946).

Ensuite, nous nous sommes intéressés à la sous-série « 6 W » qui conserve des documents préfectoraux, axés sur les affaires militaires et notamment les réquisitions allemandes. Dans ce fond, inventorié en 1995, nous avons pu étudier l'organisation et le fonctionnement des services départementaux des réquisitions allemandes, après l'invasion de la zone non-occupée, en novembre 1942. Grâce à ces documents, nous avons pu cerner les différents lieux de cantonnement des troupes allemandes à Cahors et les réquisitions opérées par ou pour les occupants. Nous avons donc pu dresser une carte des différents lieux cadurciens accueillants des troupes d'occupation, dont l'Hôtel Terminus (proche de la gare) ou encore l'Hôtel de l'Europe (rue Wilson). Nous avons également consulté des documents présents dans la sous-série « 8 W », constituée de plusieurs versements des services de la préfecture et de l'inspection académique. Ainsi, ayant en tête d'aborder la question des enfants durant le conflit, nous avons pu avoir accès à tout un dossier traitant des cantines scolaires en 1942 ainsi que des goûters qui sont mis en place dans les établissements scolaires, pour pallier aux manques alimentaires.

Une autre source majeure, conservée dans la sous-série « 1180 W » est celle du service des Renseignements Généraux (RG)¹⁵⁹ qui couvre toute la période 1932-1960. C'est en consultant ces archives que nous avons pu augmenter nos connaissances sur la vie quotidienne lotoise entre 1939 et 1949. Selon les périodes, ces rapports sont journaliers ou mensuels. Ils permettent d'être au plus près des ressentis des populations mais restent teintés de l'idéologie dominante de l'époque. Les mécontentements y sont exacerbés et les plaintes nombreuses durant notre période d'étude.

Nous avons souhaité nous intéresser également aux documents issus des fonds de la sous-préfecture de Figeac. Conservés dans la sous-série « 1199 W », cet ensemble de documents permet de mesurer une partie de l'activité figeacoise sur une période assez vaste, allant du début de la Seconde Guerre mondiale, au milieu des années 1980. Parmi ces activités, nous pouvons citer celles liées à la sécurité, à l'économie, aux élections et aux manifestations publiques. Concernant la période étudiée, nous avons pu avoir des informations sur la surveillance des individus, l'état d'esprit de la population de l'arrondissement de Figeac avant et après l'occupation allemande mais également sur le contrôle des prix. De la même façon, les documents contenus dans la sous-série « 1627 W » nous renseignent sur les activités dans la région de Figeac. La cote « 1627 W 10 » nous permet de mieux saisir les problématiques plus locales du ravitaillement dans l'arrondissement figeacois mais également, d'avoir des informations sur les stocks de carburant en 1944, sur la taxation des légumes ou encore sur les rations de matières grasses dans les différents cantons de l'arrondissement.

2.4. Les archives privées (série J)

La série J « Documents et fonds entrés par voies extraordinaires » est créée par la circulaire du 15 avril 1944 dans le but de rassembler tous les fonds privés issus de dons ou d'achats du département. Grâce à cette circulaire, des documents familiaux, d'entreprises, de partis politiques, d'associations ou encore d'institutions religieuses peuvent être donnés et conservés dans les Archives départementales.

Parmi les documents que nous avons consultés, se trouve un lot de papiers du quotidien de la Seconde Guerre mondiale, dont des tickets de rationnements. En effet, les fonds Fournié « 100 J 370 » et Rescoussié « J 2936 » nous permettent d'incarner la politique de rationnement mise en place par le régime maréchaliste au travers de coupons de rationnement mais également

¹⁵⁹ La Direction Centrale des Renseignements Généraux est un service de renseignement qui dépend de la Police nationale. Créé en 1907, les Renseignements Généraux (RG) ont pour mission de renseigner l'État de tout mouvement pouvant lui porter atteinte directement ou indirectement. Ils sont dissouts en 2008.

de tickets d'essence et des cartes individuelle d'alimentation. Ces fonds sont précieux car, aujourd'hui, ce genre de documents sont souvent oubliés et jetés par les familles, car ils évoquent une période complexe de notre Histoire nationale, que personne n'aurait envie de revivre.

Également, tout un fonds sur les pharmacies « J 2797 » nous apporte des éléments sur le contingentement de sucre sur la période 1942-1944. Grâce à ces documents, le rôle des pharmacies dans le ravitaillement en sucre émerge. Ces documents que nous ne soupçonnions pas avant nos recherches, nous ouvrent donc de nouvelles thématiques à aborder dans notre exposition.

De plus, nous avons également composé avec le fonds de l'Association départementale des anciens combattants de la résistance (ADACR)¹⁶⁰. Cette association, fondée le 2 mars 1945, dispose de nombreuses ressources iconographiques, notamment sur la Libération du Lot et de Cahors et sur des groupes de résistants. Une des photographies les plus importantes est celle d'un groupe de jeunes -probablement des résistants- devant un banquet. Ainsi, alors qu'une grande pénurie alimentaire occupe la plupart des Français, ces derniers ne semblent pas préoccupés par les mêmes choses. Peut-être s'agit-il ici d'un butin ? Malheureusement, personne n'a pu identifier les personnes présentent sur cette photographie, ni le lieu concerné. Ce qui est étrange c'est qu'il existe exactement la même photographie mais, cette fois-ci, avec des femmes. Sont-elles les femmes des jeunes hommes présents sur l'autre photographie ? Sont-elles résistantes ? Là encore, personne ne le sait. Cette absence de réponse fait ici ressortir l'une des nombreuses difficultés de l'historien. En effet, en l'absence de sources ou de témoins directs, nous ne pouvons pas toujours tout expliquer.

Toujours en balayant les archives privées, nous avons longuement consulté le fonds de Pierre Laborie, spécialiste du Lot entre 1939 et 1945. Ainsi, avant de décéder le 16 mai 2017, Laborie a fait le choix de confier ses archives aux Archives départementales du Lot (2008), au centre Edmond Michelet à Brive-la-Gaillarde et au musée de la Résistance et de la Déportation de Besançon. Par conséquent, ce sont 142 liasses de documents qui sont conservées dans les bâtiments des Archives du Lot, concernant le travail de recherche de Laborie mais aussi des notes personnelles.

¹⁶⁰ Cette association regroupe des anciens combattants de la Résistance intérieure et extérieure, Forces Françaises de l'Intérieur (FFI), Forces Françaises Combattantes (FFC), Résistance Intérieure Française (RIF), Forces Français Libres (FFL) mais aussi des adhérents au Conseil National de la Résistance (CNR) et des anciens membres des Comités Départementaux de Libération (CDL). Elle s'appuie sur un maillage local important, dans le but de défendre les droits des anciens combattants et de faire prospérer la mémoire de la Résistance après le conflit.

Grâce à ce fonds, nous avons pu consulter nombres d'affiches de propagandes vichystes et d'iconographies. Nous y retrouvons des documents sur la « Révolution nationale¹⁶¹ », des documents destinés aux femmes et aux enfants mais aussi des livres imprimés, à la gloire du maréchal Pétain. La sous-série « 74 J 73 » est majeure dans nos investigations car elle préserve plusieurs papiers émanant des autorités concernant l'état d'esprit des Lotois, des notes personnelles sur la situation du marché noir et des tableaux sur le coût de la vie. Le charme de ces documents étant les petites notes laissées dans les marges par Pierre Laborie, qui nous permettent de plonger dans sa démarche d'historien et ses réflexions face aux sources.

Parmi les autres documents privés que nous avons dépouillés, celui de la société « Chambon & Marrel » occupe une place singulière. En effet, depuis 2016, l'entreprise spécialisée dans les produits locaux quercynois et périgourdins (truffes, cèpes, noix, canards, *etc.*) fait don de bon nombre de ces archives au département du Lot. « Chambon & Marrel » est implantée depuis 1860 dans le paysage commercial lotois qui, installé à Souillac, s'exporte dans le monde entier. Par conséquent, nous retrouvons dans ce fonds l'intégralité des archives de l'entreprise allant des récépissés aux inventaires et des bilans d'activités à des courriers et de l'iconographie publicitaire. Le but dans l'étude de ce fonds, est de cerner l'évolution commerciale d'une entreprise du territoire pour donner à voir, lors de l'exposition, la place et le rôle joué par les commerçants lors de cette période. Nous souhaitons ainsi faire une place aux professionnels du monde commercial des métiers de bouche. Les documents consultés sont des livres de comptes et des rapports d'activités sur la fabrication du foie gras et des cèpes entre les années 1930 et 1950 mais également des ordres de réquisitions alimentaires pour la Résistance ou les nouvelles instances de gouvernement à la Libération. Nous avons également découvert des laissez-passer octroyés par les autorités vichystes afin de laisser le commerce des truffes se développer entre le Lot et la Gironde et la région parisienne. L'iconographie est aussi importante dans ce fonds comme nous le montre une étiquette pour « haricots blancs » de 1940.

Enfin, nous nous sommes attardés sur le fonds Étienne Verlhac (1888-1948), figure emblématique de la Résistance lotoise et de la vie politique territoriale après la Libération. Ce sont ses petits enfants qui déposent ses archives en août 2016 qui rassemblent des documents familiaux, mais aussi des documents administratifs, politiques (tracts) et des correspondances.

¹⁶¹ La « Révolution Nationale » est l'idéologie de l'État Français du maréchal Pétain entre 1940 et 1944. Elle s'appuie sur une nouvelle devise « Travail, Famille, Patrie » qui remplace la devise républicaine. Ses principes sont issus de la droite nationaliste de l'époque qui rejette le régime parlementaire et démocratique. Le régime pétainiste est un État corporatif, antisémite, collaborationniste, anticommuniste, anti-intellectualisme et dont le chef fait l'objet d'un important culte de la personnalité.

Nous nous sommes concentrés principalement sur l'iconographie présente dans ces dossiers et notamment des photographies uniques de la Libération de Cahors.

2.5. Les sources iconographiques (série Fi)

Afin d'illustrer notre recherche, nous nous sommes dirigés vers les sources figurées, conservées aux archives départementales du Lot. Pour ce faire, nous avons consulté la sous-série « 9 Fi » qui regroupe une partie de la collection des cartes postales, classées en 1993, par ordre alphabétique des noms de communes. En 2014, ces archives sont reclassées selon des critères plus contemporains. Ainsi, nous avons pu consulter des vues de Cahors mais également des scènes de vie en lien avec l'alimentation mais sans réel succès. En effet, les photographies relatives à notre période d'étude sont assez complexes à trouver sur le département. C'est pourquoi nous avons fait appel à des collectionneurs privés, comme nous l'aborderons plus tard dans ce mémoire.

Nous avons également consulté des cartes géographiques du Lot, un document tout à fait intéressant sur l'imagerie du maréchal Pétain, destiné à la propagande, ainsi que quelques photographies du fonds Léon Mailhol.

2.6. L'utilisation de la Presse (série PER)

Afin de parachever notre corpus de source, nous nous sommes également penchés sur la presse de l'époque pour avoir un autre aperçu de l'opinion publique. Très prolifique, la presse à cette période est l'organe majeur de communication. Peu de lotois ont accès à la radio et les opinions se font et se défont grâce à la presse.

Durant la Seconde Guerre mondiale, un des journaux les plus importants du territoire est *Le Journal du Lot*, qui paraît les mercredis et samedis. Cet organe de presse, créé en 1861, est une solide base pour envisager l'opinion politique. Lors de nos investigations, nous nous sommes attardés sur la période comprise entre le 25 février 1940 et le 24 juin 1944, dernière date avant sa dissolution.

Afin d'envisager le contexte des années 1930 et comment se forment les opinions lotoises, surtout du côté des socialistes et des communistes, nous avons étudiés *Le Réveil du Lot*, organe de la démocratie sociale, paru entre 1884 et 1939. De la même façon, nous avons analysé le *Travail du Lot*, organe hebdomadaire de la Fédération socialiste du Lot.

En outre, nous avons étudié la presse collaborationniste, à l'instar du mensuel *Query* paru entre décembre 1941 et novembre 1943. Nous avons aussi souhaité nous attarder sur la

presse de la Libération avec la lecture de deux organes de presse. D'une part, *La Vie Quercynoise : hebdomadaire chrétien et social* créé en 1944 ainsi que *Les Étoiles du Quercy* (paru entre 1944 et 1945) qui nous ont servi de trame pour mieux saisir le contexte local de l'époque.

3. Les Archives municipales

Afin de répondre aux interrogations concernant la vie rurale, il fallait également s'attarder sur des archives plus spécifiques, conservées, d'un part aux archives départementales de Cahors et, d'autres parts, dans les communes concernées par l'étude.

Ainsi, une partie des documents utilisés sont disponibles aux archives départementales du Lot. C'est le cas de notices sur la situation politique, sociales, économique et administrative des communes du canton de Gourdon en 1943 (891 W 21). Grâce à ces documents, nous pouvons faire un état de lieux de la situation du ravitaillement dans ces cinquante-deux communes. La série « EDT » nous permet également de recueillir quelques informations sur certaines communes lotoises. C'est le cas des délibérations du bureau de bienfaisance de Grézels, de documents concernant la mobilisation de 1939 ainsi que les réquisitions qui l'accompagne sur la commune de Douelle, mais encore des documents qui ont trait au cantonnement des troupes à Gindou en 1940. De la même façon, les archives du Lot conservent des documents de la commune de Saint-Géry, dont un registre des arrêtés du maire entre 1914 et 1975 ainsi que des documents sur le rationnement et le ravitaillement communal entre 1940 et 1949. Enfin, en ce qui concerne les questions liées au vin, la commune de Gréalou possède des recensements de consommateurs de vin ainsi que les déclarations des récoltes viticoles entre 1929 et 1968.

Il convient désormais de se pencher sur le corpus de source disponible pour analyser les campagnes à cette époque. Le plus intéressant se trouve dans les Registres de délibérations communaux compris entre 1939 et 1950. Ils sont disponibles directement dans chaque mairie du territoire, sauf celles qui ont déjà déposées ces documents aux archives départementales. Lors de notre cursus en master Histoire, nous avons étudié six communes au moment de la Libération¹⁶². Pour le besoin de ce travail, nous reprendrons en partie les sources déjà étudiées lors de ces précédents travaux. De plus, nous nous appuierons sur un travail mené dans le cadre d'un article pour l'association « Racines » sur la Libération dans les douze communes qui composent le canton de Gramat¹⁶³. Bien entendu, nous ne centrerons pas uniquement le propos sur ces communes. Nous analyserons les campagnes dans leur généralité, face aux difficultés

¹⁶² Anglars-Nozac, Felzins, Grèzes, Reilhaguet, Thégra et Thémimes.

¹⁶³ Alvignac, Bio, Carluçet, Couzou, Gramat, Lavergne, Le Bastit, Miers, Padirac, Rignac, Rocamadour et Thégra.

alimentaires de l'époque et nous tenterons d'en dégager des aspects singuliers, qui les différencient des villes.

Par conséquent, ayant brosser le panorama des sources disponibles pour mener à bien cette mission, il convient désormais d'aborder les autres acteurs qui nous permettent d'étayer la recherche. Souvent privées, ces archives sont très utiles pour compléter des manques ou pour illustrer des propos parfois complexes.

Chapitre 3 : Les autres acteurs du terrain

1. Le musée de la Résistance, de la Déportation et de la Libération du Lot

Comme nous l'avons déjà abordé dans la partie préliminaire, dès le début de notre mission, il nous a été demandé de travailler en étroite collaboration avec l'association du musée de la Résistance et de valoriser leur fonds. Ainsi, la consultation de leurs archives permet de contourner certains obstacles et de répondre à des questionnements que nous laissent certaines sources des Archives départementales.

L'essentiel des documents consultés traite de la situation des maquisards et de la période de la Libération. Il s'agit de photographies d'une foule dans Cahors ou bien de groupes de résistants. Concernant les documents, nous pouvons compter sur des factures alimentaires adressées à la Résistance ou bien des bons de réquisitions émanant des FFI pour des stocks de vin ou de nourriture. Lors de la lecture de ces sources, une nouvelle approche se dessine des clandestins, qui n'hésitent pas à voler des vivres pour survivre.

Outre cela, nous avons également consulté des documents concernant la mise en place d'une campagne de châtaignes en octobre 1942 (VQC1 002) mais aussi des documents inédits sur les consommateurs de vin (LIB5 012). De plus, nous avons la chance de pouvoir consulter deux numéros de l'Organe de Propagande française, *L'Espoir Français*, où l'on retrouve des descriptions de « l'état de santé » de la France en 1942-1943 (VIC5 003). Ces magazines nous servent d'éléments d'iconographie lors de notre exposition et nous permettent d'en apprendre plus sur la situation du ravitaillement dans l'Europe occupée.

De plus, lors de nos précédentes recherches autour du Comité départemental de Libération, nous avons trouvé un document très intéressant d'un « appel à la population du Lot » qui explique que le territoire vient d'être libéré. Cependant, nous ne savions pas où ce document se trouvait. Nous l'avons trouvé dans les fonds de l'association du musée de la Résistance. Une autre surprise fut la découverte d'une carte du Lot représentant les principaux maquis.

Enfin, nous avons pu consulter une liste des bâtiments cadurciens réquisitionnés pour accueillir des soldats et des officiers allemands, ainsi que des listes de particuliers les hébergeant (VQC1 003). Par conséquent, les fonds du musée de la Résistance, de la Déportation et de la Libération du Lot sont d'une grande aide dans la mise en place de notre investigation sur le terrain et pour ses apports de sources originales.

2. La participation des collectionneurs privés, des professionnels et des sociétés savantes

Comme expliqué plus haut, les archives figurées sur la Seconde Guerre mondiale dans le Lot sont difficiles à trouver. C'est pourquoi, nous avons décidé de faire appel à des collectionneurs privés et à des professionnels, acteurs du territoire.

Lors de nos investigations, nous avons rencontré Jean-Michel Rivière. Il est l'un des plus importants collectionneurs de photographies et cartes postales du Lot sur tout le territoire. En plus de cette passion, il préside depuis 2016, l'Amicale des anciens élèves du lycée et collègue Gambetta en plus d'être secrétaire de l'Association des Collectionneurs Lotois (A.C.L.). Lors de nos échanges avec lui, il nous a tout de suite fait part des difficultés qu'impliquent nos recherches. En effet, selon lui, il n'existe que très peu de clichés de cette époque-ci sur le Lot.

Malgré la difficulté de notre demande, Jean-Michel Rivière nous a transmis quelques photographies de sa collection. Parmi celles-ci, se trouve un cliché de la mairie de Cahors en 1942, un autre du Dancing Robinson -siège de la Gestapo à Cahors entre 1942 et 1944- mais aussi une réclame de l'Hôtel de l'Europe. Bien entendu, toutes les photographies ne nous sont pas utiles mais elles sont un point de départ dans la recherche d'iconographie.

Aussi, nous nous sommes rapprochés de son neveu, Frédéric Rivière, archéologue de formation. Depuis l'âge de treize ans, Frédéric Rivière collectionne des objets en liens avec la Troisième République et la Première Guerre mondiale. Lors de nos échanges avec lui, il nous a expliqué avoir très peu de documents concernant la Seconde Guerre mondiale hormis un cliché très intéressant où l'on peut voir des Allemands sous le Pont Valentré à Cahors. Bien entendu, nous lui avons demandé une reproduction numérique de ce cliché qui nous a servi à étayer l'arrivée des Allemands dans le Lot en novembre 1942.

Grâce aux renseignements de notre directrice de stage, nous avons appris qu'il existait un fonds photographique très important émanant du photographe cadurcien Léon Bouzerand (1907-1972). La richesse de ces images prises entre les années 1930 et 1970 est conservée dans l'atelier du photographe cadurcien Jean-Louis Nespoulous. Nous avons donc décidé de le rencontrer directement dans son atelier photographique. Ce dernier nous a autorisé à reproduire et utiliser les photographies de Léon Bouzerand dans le cadre de notre travail. Nous avons réutilisé trois photographies représentant une vitrine du Secours national sur le boulevard Gambetta, une vue de l'Hôtel de l'Europe (rue Wilson) ainsi qu'une devanture de pharmacie.

Lors de nos recherches, nous avons également composé avec la Société des Études du Lot. En effet, fondée en 1872, au moment de l'essor des premières « sociétés savantes »¹⁶⁴, la SEL a pour ambition de parvenir à « *un travail en commun sur les questions qui intéressent la localité et concernent les sciences naturelles, la littérature, l'histoire et les antiquités, à l'exclusion complète et absolue de toutes les questions politiques et religieuses.* »¹⁶⁵. Forte de la parution d'un Bulletin trimestriel depuis 1875, et de plus de 430 adhérents, la SEL poursuit encore aujourd'hui l'action de ses prédécesseurs en tenant une séance mensuelle, chaque premier jeudi du mois. Grâce au travail des bénévoles et aux campagnes de numérisations, le site internet de la Société offre des ressources actualisées, dont un important fonds photographique. Grâce à ce fonds, nous avons pu obtenir des clichés représentant la ruralité lotoise du début du XX^e siècle mais également des vues du vignoble de Luzech, des marchés de Cahors ou encore du boulevard Gambetta. Le travail de la Société des Études du Lot nous a permis d'étayer notre iconographie et de proposer ainsi des documents variés.

3. Des documents inédits conservés à la Bibliothèque Patrimoniale et de Recherche du Grand Cahors

Lors de nos investigations, nous sommes allés consulter les fonds de la Bibliothèque Patrimoniale et de Recherche du Grand Cahors (BPR). Cette bibliothèque regorge de documents inédits, souvent oubliés. Outre le bâtiment somptueux du XIX^e siècle la Bibliothèque Patrimoniale conserve dans ses murs plus de 40 000 documents.

Parmi ces documents, il existe un fond assez modeste sur la Seconde Guerre mondiale. Malheureusement, il n'a pas encore été classé par le personnel de la Bibliothèque. Néanmoins, nous avons pu consulter les bulletins officiels de la Chambre professionnelle départementale de l'Industrie Hôtelière du Lot entre novembre 1943 et mai 1948. Ces bulletins nous permettent de mieux cerner les problématiques du monde de la restauration et de l'hôtellerie lotoise durant notre période d'étude. Ces bulletins nous permettent de voir les différentes taxations mise en place par le régime pétainiste sur les aliments et les boissons mais également l'évolution des rations alimentaires au fil des mois.

Par ailleurs, nous avons également consulté un corpus d'affiches sur la période, concernant le Secours national et ses repas financés par la Légion des Combattants. Toutefois, l'essentiel des affiches évoque plutôt l'univers politique de la Libération.

¹⁶⁴ CHALINE Jean-Pierre, *Sociabilité et érudition. Les sociétés savantes en France, XIX^e – XX^e siècles*, Paris, CTHS, 1998.

¹⁶⁵ Comme en témoigne son site internet : [Société des Études du Lot – Depuis 1872 \(societedesetudesdulot.org\)](http://societedesetudesdulot.org)

Conclusion

Au travers de cette deuxième partie, nous nous sommes attachés à développer notre investigation sur le terrain, basée sur une méthode stricte et rigoureuse qu'implique des recherches historiques. Ainsi, afin de comprendre comment les historiens travaillent et les raisons de leurs choix, il convient de revenir sur l'importance de l'historiographie.

De ce fait, en ayant en tête l'évolution de la disciplinarisation de l'Histoire, nous pouvons aborder sereinement l'étude des sources. Toutefois, cette étude doit être replacée dans une démarche scientifique et une méthode stricte, dont nous avons expliciter tous les aspects et toutes les particularités.

La recherche de sources qui permettent l'élaboration d'hypothèses et la traduction de résultats, est complexe. En effet, il convient de se rendre aux bons endroits et de connaître les modes de classement et de conservation, dans le but de broser un panorama, le plus complet possible. C'est pourquoi, nous nous sommes rendus aux Archives départementales du Lot pour consulter environ 140 cotes d'archives, issues de nombreuses séries.

La pluralité des documents étudiés amène à une ouverture de la réflexion et entraîne, petit à petit, la matière nécessaire pour la réalisation d'une exposition autour de la thématique alimentaire. Néanmoins, il convient de compléter ces sources grâce aux apports des Archives municipales et du Musée de la Résistance.

Un autre aspect de la médiation culturelle, est la recherche d'iconographie dans le but d'illustrer le propos. Ainsi, nous avons fait appel à une multitude d'acteurs importants du territoire à l'instar de collectionneurs, professionnels, bibliothécaires ou encore des sociétés savantes.

Par conséquent, ayant accumuler d'importantes ressources archivistiques, analysées grâce à une méthode efficace, nous pouvons enfin envisager l'interprétation de nos résultats et les problématiques qu'ils soulèvent.

Partie III – Résultats et retours pratiques

Introduction

Dans cette partie consacrée aux résultats de nos investigations, nous allons tenter de comprendre comment évolue la vie quotidienne dans la ruralité lotoise entre 1939 et 1949. En ce sens, nous essaieront de mettre en lumière la situation alimentaire dans ce cadre et son évolution sur la période traitée. Pour ce faire, les éléments recueillis à la fois en bibliographie mais également en archives seront mobilisés. Nous mobiliserons également la méthodologie historique pour répondre à cette thématique des campagnes dans la guerre. Le but est de broser un panorama le plus limpide possible sur les atouts et les faiblesses des campagnes durant cette période. Cela constitue également la matière théorique, essentielle dans la mise en place de notre exposition.

Au cours d'un second temps, nous reviendrons sur les difficultés qui s'incarnent lors de la mise en place d'un outil de médiation, comme l'est une exposition. Le choix d'un parcours scénographique, des textes mais également des objets jalonnant l'exposition sont parties prenantes d'une bonne médiation. Les obstacles seront aussi de mise, à l'instar des problématiques liées au droit à l'image.

Pour finir, nous reviendrons sur notre expérience de médiation, proposée dans le cadre de ce stage à la Direction du patrimoine de la Ville de Cahors. Nous tenterons de présenter les médias mis en œuvre pour cibler le plus large public, à l'image d'une plaquette d'exposition et d'un livret-jeu. Nous reviendrons également sur la communication effectuée pour promouvoir l'exposition ainsi que sur les apports et les obstacles perçus à la fin de ce stage.

Chapitre 1 : Vivre et se nourrir dans les campagnes lotoises entre 1939 et 1949

1. Un département rural dans l'entre-deux-guerres (1918-1940)

Afin d'étudier la vie quotidienne dans les campagnes lotoises entre 1939 et 1949, il convient de revenir quelque peu sur la situation générale du département à la veille de la Seconde Guerre mondiale. Département majoritairement rural, le Lot est profondément marqué par l'hémorragie de la Première Guerre mondiale. En effet, la Grande Guerre coûte cher à ce département déjà dépeuplé depuis le milieu du XIX^e siècle. Ainsi, dans une région où l'agriculture reste le pilier fondamental de la société, la perte des hommes est problématique. Dans le Lot, les pertes s'élèvent à près de 8 000 victimes et disparus¹⁶⁶ dans une France qui comptabilise près de 1,5 million de morts¹⁶⁷. L'entre-deux-guerres dans le Lot est marqué par un profond repli sur soi et un important pacifisme. En effet, les lotois sont profondément attachés à la paix, vivement célébrée lors des accords de Munich en 1938¹⁶⁸. La vie politique des années 1920-1930 est marquée par un important clientélisme caractérisé par la forte présence des Radicaux¹⁶⁹ dans le département. De grands notables régionaux gèrent la vie politique du département depuis le début du XX^e siècle à l'instar d'Anatole De Monzie (1876-1947). Ce dernier occupe des places charnières dans la vie politique locale ; il est successivement député (1909-1919 et 1929-1940), sénateur (1920-1929), maire de Cahors (1919-1942) et président du Conseil général du Lot (1919-1940). Même si l'on recense une faible implantation des communistes dans les régions de Figeac et Souillac¹⁷⁰, le Front Populaire inquiète beaucoup plus qu'il convainc dans le département¹⁷¹. Par conséquent, malgré la présence d'un candidat communiste, Jean Cassagnade¹⁷², aux élections de 1936, De Monzie conforte ses positions politiques.

La situation lotoise à la veille de la Seconde Guerre mondiale est relativement inchangée depuis la fin de la Grande Guerre. En effet, au recensement de 1936, le Lot compte plus de

¹⁶⁶ Chiffre estimé à partir des recherches de LLOSA Marie, « Le recensement des morts pour la France du Lot en 1914-1919 : analyse et constatations », FOISSAC Patrice (dir.), *Vivre et mourir en temps de guerre de la Préhistoire à nos jours : Quercy et régions voisines*, Toulouse, Presses Universitaires du Midi, 2013, p. 267-280 et BEAU Laurent, « Du local au national : une nouvelle approche des pertes de 1914-1918 par département », *Le Mouvement Social*, n° 259, 2017, p. 59-77.

¹⁶⁷ BEAUPRÉ Nicolas, *Les Grandes Guerres (1914-1945)*, Paris, Belin, 2012, p. 61.

¹⁶⁸ LABORIE Pierre, *op. cit.*

¹⁶⁹ Le Parti radical est un parti politique fondé en 1901 et encore en activité aujourd'hui. Plutôt d'obédience de gauche au début de son installation dans le paysage politique, il se déplace progressivement vers le Centre puis vers le Centre-Droit depuis les années 1970. C'est un parti politique extrêmement influent sous la Troisième République en France qui perd progressivement son importance au profit des Socialistes, notamment après les élections de mai 1936.

¹⁷⁰ Environ 1 000 adhérents au Parti Communiste en 1936

¹⁷¹ VERDET Anne, *op. cit.*, p. 56.

¹⁷² Jean Cassagnade est un maraîcher de Saint-Céré, président de l'Union de Défense Paysanne (UDP), l'une des premières associations politiques communistes lotoises. Son programme est simple : « *Lou qué fo ré manjo del fê, lou qué travailho manjo dé lo palbo !* », [Celui qui ne fait rien mange du foin, celui qui travaille mange de la paille] (patois lotois).

NASTORG Claude, « 36-46 : Le Lot rebelle ».

80 % de cultivateurs¹⁷³, tous pratiquant une polyculture de subsistance, destinée à l'autoconsommation. La presse joue un rôle déterminant dans l'évolution des pensées et des pratiques sociales et politiques¹⁷⁴. De fait, alors qu'en 1936, on recense un poste radiophonique pour 14 habitants, dans le Lot, il faut entre 33 et 43 habitants pour une même installation. Les moyens de communications sont très délabrés et l'usage de la bicyclette ne se généralise qu'après-guerre. Pour preuve, la distance maximale parcourue pour se rendre à une fête votive à pied peut aller jusqu'à 10-15 kilomètres¹⁷⁵.

L'invasion de la Pologne par le Troisième Reich, le 1^{er} septembre 1939, entraîne l'Europe dans un nouveau conflit mondial. Dès le 3 septembre, la France et le Royaume-Uni déclarent la guerre à l'Allemagne nazie. Cependant, entre septembre 1939 et avril 1940, les armées se font face, sans qu'aucun combat ne soit engagé. C'est la « drôle de guerre¹⁷⁶ ». Le 10 mai 1940, tout va très vite ; l'armée allemande envahit les Pays-Bas, le Luxembourg et la Belgique et attaque les troupes françaises par surprise en traversant la forêt des Ardennes. La *Blitzkrieg*¹⁷⁷ allemande met les armées franco-britanniques en déroute, ne parvenant pas à enrayer l'avancée allemande en France. En seulement quelques semaines, les troupes allemandes sont aux portes de Paris. Le Président du Conseil, Paul Reynaud¹⁷⁸, démissionne et les députés font appel au maréchal Philippe Pétain (1856-1951) pour trouver une solution à la Débâcle. Le 16 juin 1940, les pleins pouvoirs sont accordés au maréchal et le lendemain, un armistice est demandé par le nouveau gouvernement français. Cette annonce déstabilise la plupart des Français mais la figure rassurante de Pétain, jouit d'une popularité incontestable¹⁷⁹. Le 22 juin 1940, l'armistice est signé entre la France et l'Allemagne. Le pays est alors coupé en deux avec, au nord, une zone contrôlée par les forces allemandes, et au sud de la Loire, une zone dite « Libre », administrée par le nouvel État Français.

¹⁷³ VERDET Anne, *op. cit.*, p. 35.

¹⁷⁴ LABORIE Pierre, *op. cit.*

¹⁷⁵ VERDET Anne, *op. cit.*, p. 55.

¹⁷⁶ Cette expression est revendiquée par le journaliste de guerre Roland Dorgelès mais il peut aussi s'agir d'une traduction de « *phony war* », expression attribuée au sénateur américain William Borah, signifiant « fausse guerre » ou « guerre bidon ».

AZÉMA Jean-Pierre, BÉDARIDA François, (dirs.), *La France des années noires*, t. 1, Paris, Seuil, 2000, [1993].

¹⁷⁷ Traduit littéralement par « guerre éclair », c'est une tactique militaire qui vise à remporter la victoire par l'engagement rapide et localisé d'un puissant ensemble de forces terrestres, aériennes et motorisées. Ce terme apparaît pour la première fois dans un article de *Deutsch Wehr* en 1935, repris dans un autre article du *Time Magazine* en septembre 1939 pour annoncer l'invasion de la Pologne.

¹⁷⁸ Paul Reynaud (1878-1966) est un homme d'État français important sous la Troisième République. Il est Président du Conseil entre le 22 mars et le 16 juin 1940.

¹⁷⁹ Henri Amouroux parle de « Quarante millions de pétainistes ».

AMOUROUX Henri, *Quarante millions de pétainistes (juin 1940 - juin 1941)*, t. 2, *La Grande histoire des Français sous l'Occupation (1939-1945)*, Paris, Robert Laffont, 1977.



Figure 1 - Carte de France après l'armistice de juin 1940
© GABA Éric, 2008

Dans le Lot, la déclaration de guerre est vécue comme un véritable traumatisme. L'opinion lotoise est déconcertée, démobilisée, et bon nombre d'individus ne comprennent pas les enjeux du conflit. Le terreau est alors fertile pour l'installation du régime pétainiste. Ce nouveau régime est mis en place dès le 11 juillet 1940. Le maréchal Pétain prend le titre de Chef de l'État Français et Pierre Laval¹⁸⁰ (1883-1945) devient le dauphin du régime. La capitale est transférée dans la ville thermale de Vichy et toutes mentions « République Française » sont remplacées par « État Français ». Ce nouveau régime ne peut pas être assimilé à un totalitarisme mais c'est un régime autoritaire et hiérarchique, semblable à l'Espagne franquiste¹⁸¹. Il condamne l'individualisme, refuse l'égalitarisme et rejette le libéralisme culturel au profit d'un nationalisme fermé et ethnocentrique. De plus, la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789,

¹⁸⁰ Pierre Laval est un homme politique influent sous la Troisième République. Plutôt partisan des idées de la SFIO, il s'éloigne progressivement de la gauche et devient une des figures majeures de la droite conservatrice dans les années 1930. À partir de 1925, il occupe plusieurs postes importants comme ministre des Affaires étrangères, Président du Conseil (entre 1931-1932 et 1935-1936). Durant la Seconde Guerre mondiale, il est, avec le maréchal Pétain, la figure la plus importante de l'État Français. Fervent partisan de la politique de collaboration avec l'Allemagne nazie, il est notamment à la manœuvre des grandes Rafles menées dans tout l'hexagone. Arrêté en Espagne à la Libération, il est condamné à mort pour haute trahison et complot contre la sûreté intérieure de l'État. Il est fusillé le 15 octobre 1945.

¹⁸¹ Régime autoritaire mis en place en Espagne entre 1936 et 1977. Le franquisme étaye son enracinement sur des positions conservatrices et catholiques. C'est Francisco Franco (1892-1975) qui met en place ce régime à l'issue de la guerre d'Espagne (1936-1939) qui perdure jusqu'en 1977.

est remplacée par les Principes de la Communauté. Cette nouvelle législation permet de rétablir les délits d'opinion et d'appartenance et, par conséquent de traquer tous les opposants au régime. Afin de pérenniser ses actions, le régime pétainiste s'appuie sur le programme de la « Révolution Nationale » qui vante, entre autres, les mérites de la Femme au foyer, favorise le retour à la terre et recentre les attentions autour du Travail, de la Famille et de la Patrie. Il promeut le mythe d'une société rurale, corporatiste et profondément religieuse utilisant le folklore paysan pour servir ses projets culturels. Les causes de la défaite de 1940 sont imputées au Front Populaire et aux congés payés, accusés d'avoir produit un relâchement des Français qu'il est temps de « remettre au travail ». Pour les historiens¹⁸², Vichy est un État autoritaire mais pas fasciste : il n'a ni idéologie officielle, ni parti unique, ni pratique totalitaire. C'est un régime réactionnaire.

Un des autres aspects de ce nouveau régime reste sans conteste sa politique de collaboration avec l'Allemagne nazie. Pétain insiste pour rencontrer le *Führer* de passage en France au retour d'une entrevue avec le dictateur espagnol Franco. Le 24 octobre 1940, la rencontre a lieu dans la gare de Montoire-sur-le-Loir (Loir-et-Cher) et acte le début de cette collaboration d'État. Des lois d'exclusion des Juifs et des francs-maçons sont promulguées entre août et octobre de la même année. Les citoyens juifs français sont exclus de la fonction publique, de l'armée, de l'enseignement, et de tous les services publics. Le régime maréchaliste franchit encore un pas dans l'horreur en organisant, de concert avec les occupants, la traque et la déportation de milliers de Juifs vers les camps d'extermination.

Dans le Lot, début février 1940, le préfet Jean Cabouat (1898-1969) -en poste depuis 1937- est remplacé par Maurice Bézagu (1890-1969) jusqu'au 14 novembre 1941. Le maréchal Pétain exige alors son remplacement par Loïc Petit (1896-1978), fervent maréchaliste. Au même moment, Monseigneur Paul Chevrier (1886-1968) prend la tête de l'évêché de Cahors, remplaçant ainsi Monseigneur Jean-Joseph Moussaron (1877-1956). Ces deux individus bouleversent la vie politique lotoise car ce sont deux fervents maréchalistes. Pour preuve, Monseigneur Chevrier ne proteste pas contre les Rafles organisées à l'été 1942 alors, qu'au même moment, l'archevêque de Toulouse¹⁸³ et l'évêque de Montauban¹⁸⁴ les condamnent fermement¹⁸⁵.

¹⁸² AZÉMA Jean-Pierre, BÉDARIDA François, *op. cit.*, p. 170.

¹⁸³ Monseigneur Jules-Géraud Saliège (1870-1956) est évêque puis archevêque de Toulouse. Il est connu notamment pour ses prises de positions contre les lois du régime pétainiste. Il est reconnu « compagnon de la Libération » et reçoit la distinction de « Juste parmi les nations ».

¹⁸⁴ Monseigneur Pierre-Marie Théas (1894-1977) est évêque de Montauban puis de Tarbes et Lourdes. Il se distingue notamment par ses prises de positions contre les mesures antisémites du régime maréchaliste. Il est déclaré « Juste parmi les nations » en 1969.

¹⁸⁵ LABORIE Pierre, *op. cit.*



Figure 3 - Le préfet du Lot (Loïc Petit)
© Arch. dép. du Lot - 74.J.70



Figure 2 - Monseigneur Paul Chevrier, évêque de Cahors (1941-1962)
© Archives nationales de France – 19990252/2

L'installation du régime pétainiste entraîne, au niveau communal, des changements tout aussi importants. Ainsi, par une loi du 16 novembre 1940, le rétablissement de la distinction entre grandes et petites communes est réaffirmé. Par conséquent, les communes sont divisées en trois catégories. Celles de moins de 2 000 habitants garde la démocratie complète, celles comprises entre 2 000 et 10 000 habitants sont gérées par le préfet, et celles de plus de 10 000 habitants, par le gouvernement¹⁸⁶. Nous pouvons y voir ici l'idéal du nouveau régime qui promeut le mythe d'une France rurale incarnée dans une petite municipalité repliée sur elle-même. En contrepartie, les élites locales doivent loyalisme et fidélité au maréchal.

2. Des Allemands peu présents dans les campagnes avant le printemps 1944

Avant de se pencher sur les situations locales, il convient de revenir brièvement sur le contexte qui amène les Allemands à occuper la zone sud. Ainsi, la fin de l'année 1942 marque un réel tournant dans le conflit. Les Alliés parviennent à arracher des victoires importantes, notamment en Afrique du Nord¹⁸⁷. Face à cela, les forces allemandes présentent en France,

¹⁸⁶ AGULHON Maurice, GIRARD L., ROBERT J.-L., SERMAN W., *Les maires en France du Consulat à nos jours*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1986.

¹⁸⁷ L'opération « Torch » débute le 8 novembre 1942 et voit l'invasion du Maroc et de l'Algérie par les Alliés.

décident -le soir du 10 novembre 1942- de déclencher l'opération « Anton ». La 1^{ère} armée allemande avance de Nantes vers Bordeaux tandis que la 7^{ème} armée se déplace vers le centre du territoire. En seulement une journée, les blindés allemands parviennent à atteindre la côte méditerranéenne. Les populations civiles de la zone sud côtoient désormais les troupes allemandes.

À Cahors, les premiers soldats allemands arrivent dès le 11 novembre 1942 vers 16 h 05. Environ 250 hommes, dont des cheminots et des membres de la *Feldgendarmarie*¹⁸⁸, s'installent à l'hôtel des Postes¹⁸⁹. Des troupes de « Mongols¹⁹⁰ » viennent compléter les effectifs de la *Wehrmacht*, début 1944.



Figure 4 - Les « Mongols » basés à Cahors à partir du début 1944
© Dépôt Central de la Justice Militaire (DCJM), Le Blanc

Il faut bien avoir en tête que, dans le Lot, seule la ville de Cahors est occupée continuellement entre novembre 1942 et août 1944. Le *Verbindungsstab*¹⁹¹ de Cahors est administré par le *Hauptverbindungsstab*¹⁹², basé à Toulouse. Des effectifs de la « Sipo-SD¹⁹³ » viennent compléter les effectifs de l'armée sur le territoire lotois dès le mois d'août 1943. Installés au départ à la villa Robinson¹⁹⁴, non loin de la route de Toulouse, les gestapistes se

¹⁸⁸ La *Feldgendarmarie* est une unité militaire allemande destinée à assurer un contrôle de l'armée régulière. Elle est employée également pour traquer les Juifs et les maquisards.

¹⁸⁹ Aujourd'hui, 257 rue du Président Wilson

¹⁹⁰ L'expression de « Mongols » fait débat. Les documents locaux exploités par Cécile Vaissié parlent également de « Kalmouks » ou « Moujiks ». Ce sont en fait des soldats soviétiques faits prisonniers qui sont passés dans l'armée allemande. À Cahors, la plupart sont sans doute turkmènes.

¹⁹¹ État-major local de liaison allemand, équivalent à la *Feldkommandantur*. C'est en réalité une structure de commandement destiné aux troupes allemandes présentes dans un territoire occupé. Anecdote intéressante, les État-major allemands s'installent souvent dans des bâtiments remarquables comme des édifices historiques (châteaux, manoirs) ou des hôtels particuliers.

¹⁹² Échelon supérieur au *Verbindungsstab*.

¹⁹³ Organisation complexe, la « Sipo-SD » correspond en réalité à la fusion entre la *Sicherheitspolizei* (Sipo) -qui est en fait la « Police de sûreté » - et le *Sicherheitsdienst* (SD), décidée en 1939. La Sipo est mise en place en 1936 afin de regrouper les effectifs de la « Gestapo » (*Geheime Staatspolizei*) et de la « Kripo » (*Kriminalpolizei*).

¹⁹⁴ Aujourd'hui, 117 chemin de Peyrolis

déplacent ensuite dans la Villa Artigues¹⁹⁵, au cœur de la cité cadurcienne. Les effectifs sont placés sous le commandement de Heinrich Jensen à partir de novembre 1943. Le 3 avril 1944, Frantz Feilmayer le remplace jusqu'à la fin de l'occupation.



Figure 5 - Heinrich Jensen
© Dépôt Central de la Justice Militaire (DCJM), Le Blanc

L'installation des forces allemandes à Cahors bouleverse le quotidien des habitants. Cette situation provoque des tensions et des conflits, que les autorités ont parfois du mal à maîtriser. De plus, l'arrivée des allemands à Cahors s'accompagne de nouvelles réquisitions. Dès le 7 décembre 1942, la *Kommandantur* demande aux autorités locales sa mise en contact avec une entreprise auprès de laquelle elle pourrait se ravitailler en légumes frais¹⁹⁶. Jusqu'à la fin du conflit, les occupants vont régulièrement s'adresser aux services préfectoraux afin de connaître le nombre et l'emplacement des principaux commerces de la région. C'est le cas dans une correspondance du 26 mai 1944 où l'on y indique les huileries, les conserveries, laiteries ou encore bouilleur de cru ambulants sur le territoire lotois.

Dans les campagnes, la situation est nettement plus différente. Tout d'abord, les principaux villages lotois ne sont pas occupés par les Allemands avant les opérations de représailles du printemps 1944. La vie quotidienne est donc plus soutenable et seules les réquisitions pèsent lourdement sur la ruralité lotoise¹⁹⁷. En effet, avec la mise en place du réquisitionnement du bétail le 31 mars 1943, les Allemands arrachent aux populations rurales,

¹⁹⁵ 52 rue Émile-Zola

¹⁹⁶ Arch. dép. du Lot – 1 W 557.

¹⁹⁷ VERDET Anne, *op. cit.*, p. 140.

leur principale force de travail. Certaines familles n'hésitent pas à consommer directement leur bœuf plutôt que de le laisser aux troupes d'occupation.

Certaines communautés rurales ne voient pas les Allemands avant le printemps 1944 et les terribles exactions commises par la division SS « *Das Reich* »¹⁹⁸. Ainsi, entre et 1944, cette division stationnée à Montauban, reçoit l'ordre de traverser la France et de remonter vers la Normandie pour enrayer l'avancée des Alliés, suite au débarquement. Dans leur parcours¹⁹⁹, les Allemands doivent mener des opérations de représailles contre les maquis et les populations qui leur sont favorables. Par conséquent, de violentes actions meurtrières sont exécutées dans tout le département du Lot.

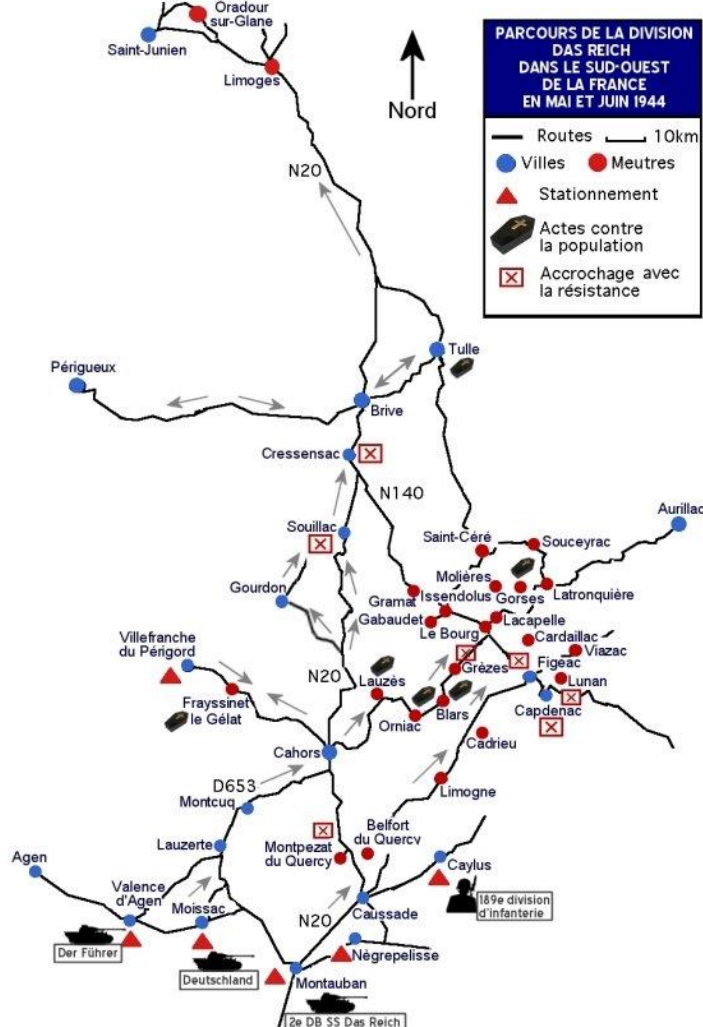


Figure 6 - Itinéraire de la division SS « *Das Reich* » (mai-juin 1944)
© Query.net

¹⁹⁸ La 2^{ème} SS-Panzer-Division « *Das Reich* » est l'une des trente-huit divisions SS de l'Allemagne nazie. Elle est composée essentiellement de volontaires et d'Alsaciens-Mosellans. Cette division est formée en 1939 et participe à l'invasion de l'URSS à partir de 1941.

¹⁹⁹ La division « *Das Reich* » traverse plusieurs départements : le Tarn-et-Garonne, le Lot-et-Garonne, l'Aveyron, la Dordogne, le Lot, le Cantal, la Corrèze, la Haute-Vienne, la Creuse et l'Indre. Dans ce parcours, comment ne pas avoir en tête les massacres de Tulle (9 juin 1944) et d'Oradour-sur-Glane (10 juin 1944).

Parmi les localités étudiées, certaines subissent les exactions des SS au cours des mois de mai et juin 1944. C'est par exemple le cas de Sousceyrac où, le 11 mai 1944, à six heures trente du matin, 200 soldats investissent le village dans le but d'arrêter un dénommé Sainte-Marie, mécanicien des maquis environnants. Au total, quinze personnes sont déportés et deux infirmes, exécutés sur la place du village²⁰⁰. Le même jour, dans le village voisin de Latronquière, tous les hommes sont rassemblés sur la place du village puis sont emmenés dans une grange où ils sont battus. Latronquière est pillé puis incendié et le maire du village -M. Longuevernhe- accompagné de plusieurs gendarmes et des notables locaux, sont déportés²⁰¹. Même chose dans la sous-préfecture de Gourdon où les Allemands exécutent cinq personnes et fusillent 22 otages dans la commune de Boissières, située à environ 30 kilomètres au Sud de Gourdon²⁰². Dans l'autre sous-préfecture du département, à Figeac, alors qu'une importante Rafle est organisée le 12 mai 1944, le 2 juin, des troupes de la division « *Das Reich* » pillent et incendient la ville. À Saint-Céré, le 11 mai 1944, le pharmacien Dufour et M. Lavergne sont battus devant les habitants mais ne révèlent rien des activités de la Résistance dans le secteur²⁰³. Le 8 juin, les SS occupent la ville alors qu'au même moment, tout proche de Gramat, au hameau de Gabaudet-Donnadiou, la « *Das Reich* » massacre des résistants et incendie tout le hameau²⁰⁴. Peu après, à Rouffilhac, le 4^e régiment de *Panzergrenadier*, pille le village. Enfin, comment ne pas évoquer le drame de la famille Lévy réfugiée à Arcambal le 28 juin 1944. Cette famille juive, originaire de la région parisienne, est détruite par la terreur. En effet, toute la famille est arrêtée et emprisonnée dans les caves de la Villa Artigues. Le père et le fils sont exécutés et leur maison brûlée. Les trois filles sont envoyées dans les camps de la mort mais parviennent à en revenir. La quatrième sœur, qui échappe à l'arrestation, meurt de chagrin en 1947²⁰⁵.

3. Vivre et survivre dans les campagnes du Lot

Désormais, le contexte dans lequel évoluent les campagnes lotoises apparaît plus limpide. Il convient donc de se pencher sur les moyens mis en place par ces communautés pour survivre au quotidien, notamment en réponse à la mise en place du rationnement en septembre 1940.

²⁰⁰ Pour en savoir plus sur cet événement, se reporter à LACAN Gilbert, *Figeac en Quercy : sous la terreur allemande*, Paris, Union Amicale des Enfants de l'Arrondissement de Figeac, 1945, p. 40.

²⁰¹ *Ibid.*, p. 30-34.

²⁰² Sur les fusillés de Boissières, voir CHABAUD Michel, *Le 30 juin 1944 à Boissières ; il fait beau ce jour-là ... mais*, Boissières, 1994.

²⁰³ LACAN Gilbert, *op. cit.*, p. 39-40 & p. 85-86.

²⁰⁴ Pour en savoir plus sur cet événement, se reporter à CONSTANS Élie, *La tragédie de Gabaudet-Donnadiou*, Villefranche-de-Rouergue, Grapho 12, 1994.

²⁰⁵ Pour en savoir plus sur le drame de la famille Lévy, se reporter à LÉVY-GARBER Ode, *Passé sous silence. Entretiens avec Jean-Paul Woodall*, Bruits du temps, 2015.

3.1. La mise en place du rationnement

L'entrée en guerre ne conduit pas immédiatement à une politique de rationnement en France²⁰⁶. En effet, le gouvernement de Daladier²⁰⁷ ne souhaite pas affecter le moral des Français²⁰⁸ alors que la période est déjà assez complexe du fait de la « Drôle de Guerre ». Cependant, par mesure de précaution, une loi portant sur « l'organisation générale de la nation en temps de guerre » est prise dès le 11 juillet 1938²⁰⁹. L'objectif est d'éviter les erreurs de la Grande Guerre et d'organiser le pays d'une meilleure façon²¹⁰. Par conséquent, la seule restriction de 1939 concerne l'essence. Dès février 1940, une politique de restrictions est réfléchié autour du classement de la population en différentes catégories selon la profession et l'âge. Ainsi, les Françaises et les Français sont divisés selon les catégories suivantes²¹¹ :

Catégorie E	Enfants des deux sexes âgés de moins de trois ans
Catégorie J1	Enfants des deux sexes âgés de trois à 6 ans révolus
Catégorie J2	Enfants des deux sexes âgés de 6 à 12 ans révolus
Catégorie J3	Jeunes de 13 à 21 ans ainsi que les femmes enceintes
Catégorie A	Consommateurs de 12 à 70 ans ne se livrant pas à des travaux de force
Catégorie T	Consommateurs de 14 à 70 ans se livrant à des travaux pénibles nécessitant une grande dépense de force musculaire
Catégorie C	Consommateurs de 12 ans et sans limite d'âge se livrant personnellement aux travaux agricoles
Catégorie V	Consommateurs de plus de 70 ans dont les occupations ne peuvent autoriser un classement en catégorie C

Tableau 3 - Catégories répartissant la population française entre 1940 et 1949
© DELPECH Enzo, 2023

²⁰⁶ Situation qui diffère par rapport à d'autres pays comme, par exemple, au Royaume-Uni et en Allemagne, où le rationnement est appliqué dès les premiers instants du conflit.

²⁰⁷ Édouard Daladier (1884-1970) est une figure politique du Parti radical sous la Troisième République. Il est Président du Conseil entre avril 1938 et mars 1940.

²⁰⁸ GRECARD Fabrice, *Les scandales du ravitaillement. Détournements, corruption, affaires étouffées en France de l'Occupation à la guerre froide*, Paris, Payot, 2015, p.15.

²⁰⁹ *Ibid.*

²¹⁰ Alors que la guerre fait rage depuis plus de deux ans, aucune mesures alimentaires ne sont prises par les gouvernements successifs. Ainsi, il faut attendre 1916 pour voir les premières politiques de rationnement et de ravitaillement mises en place en France.

²¹¹ Arrêté du 20 octobre 1940, publié au *Journal Officiel* du 23 octobre 1940.
Journal officiel de la République française. Lois et décrets, mercredi 23 octobre 1940.
<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k2032124k/f11.item>

Le Service du Ravitaillement général est mis en place et placé sous la tutelle du ministère de l'Agriculture. Il s'occupe prioritairement de ravitailler les forces armées, en collaboration avec l'Intendance des Armées.

L'instauration d'une politique de rationnement se profile petit à petit mais se retrouve entravée par l'offensive éclair des Allemands en mai-juin 1940. Cahors reçoit des cartes d'alimentation en avril 1940, mais la distribution est interrompue, un mois plus tard. Au lendemain de la Débâcle, la mise en place de ce système devient inévitable. C'est l'une des missions prioritaires du gouvernement maréchaliste. Le 13 août 1940, Pétain affirme que « *la première tâche [...] sera de permettre que tous, pauvres et riches, aient leur juste part des ressources de la nation*²¹² ». Par conséquent, le 23 septembre 1940 marque l'instauration de la carte d'alimentation. C'est une sorte de « carte d'identité alimentaire »²¹³. Chaque carte est nominative et individuelle. Nous y retrouvons la lettre de la catégorie, le domicile, l'état civil et le numéro d'ordre. Pour certifier de la validité de la carte, les autorités compétentes doivent obligatoirement apposer la désignation et le cachet de la mairie en plus de la signature du Maire. Toutes les cartes ont une date de délivrance et une date de validité. Ainsi, les habitants des campagnes, comme ceux des villes, doivent aller chercher leur carte de rationnement en mairie.

Certaines denrées sont rationnées et ne sont délivrées que sous présentation de coupons ou de tickets. Cette nouvelle législation ne remplace en aucun cas les transactions financières et les coupons d'alimentation ne remplacent pas l'argent. *De facto*, ils permettent aux individus de se procurer une quantité déterminée de denrée, symbolisée par une couleur spécifique. Le découpage des catégories évolue pour les enfants, rendant le système davantage complexe pour les mères de familles qui se perdent entre la multitude de coupons et de tickets.

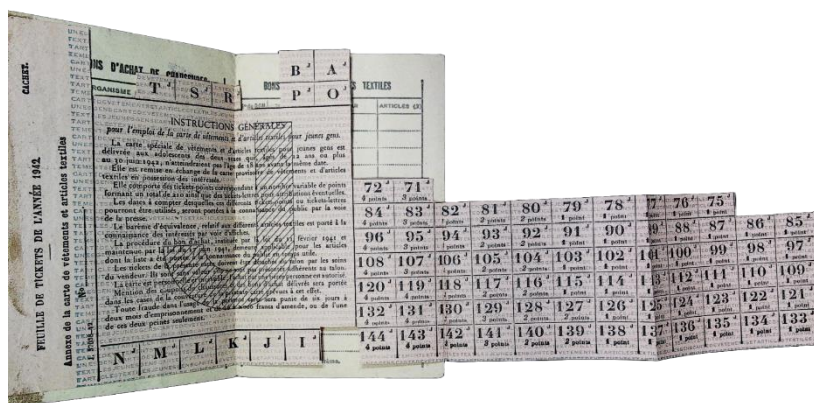


Figure 7 - Carte individuelle d'alimentation - catégorie J (1942)
© MRDL - 2018.0.744

²¹² CENTRE D'HISTOIRE DE LA RÉSISTANCE ET DE LA DÉPORTATION, *Les Jours sans : 1939-1949, alimentation et pénurie en temps de guerre*, Lyon, Libel, 2017.

²¹³ GRECARD Fabrice, « Les implications politiques du ravitaillement en France sous l'Occupation », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 94, 2007, p. 199-215.

Pour bloquer l'inflation, les prix sont bloqués ou taxés. Les réquisitions alimentaires allemandes pèsent lourdement sur la politique de rationnement. L'Allemand est devenu le plus gros consommateur de biens français. Ils prélèvent plus de 400 millions de francs par jour (1940) puis 300 millions (1941) et 500 millions (1942) puis 700 millions (1944). Les prélèvements allemands sur la production française représentent entre 12% et 17% de la production agricole.

À titre d'exemple, voici les rations quotidiennes de pain par catégorie le 21 octobre 1940 :

- Catégorie E : 150 grammes ;
- Catégories J1 et V : 200 grammes ;
- Catégories J2 et A : 350 grammes ;
- Catégories T et C : 450 grammes.²¹⁴

Face à cette nouvelle difficulté, marqueur tangible de la situation de crise que vit la France entre 1939 et 1945, il est intéressant d'observer comment les populations rurales tentent d'endiguer ou de contourner ces obstacles.

3.2. Des « stratégies de contournement »

Pierre Laborie, dans sa thèse sur l'évolution des comportements lotois entre 1939 et 1945, montre comment des « stratégies de contournement » peuvent être mises en place par la population pour tenter de déjouer ou d'atténuer le poids des restrictions, notamment alimentaires. Il reprend cette notion lors du 59^e Congrès de la Fédération historique de Midi-Pyrénées, tenu à Cahors du 19 au 21 juin 2009. Ainsi, « dans cette conjoncture, mais jamais revendiquées de façon explicite, des pratiques de dissimulation, des stratégies de contournement traduisent une sorte de culture du « double » où le jeu masqué de l'être et du paraître devient une règle de survie, pour certain une règle de vie tout court²¹⁵ ».

Dans les campagnes, comme dans les villes, les locaux tentent de contourner les restrictions imposées par l'État Français que ce soit par des réseaux d'entraide ou bien par des trafics illégaux. Par conséquent, cette notion de contournement, de « double-jeu », étudiée par Laborie, nous est utile dans l'analyse des sociétés rurales en temps de guerre.

²¹⁴ Arrêté du 20 octobre 1940, publié au *Journal Officiel* du 23 octobre 1940. *Journal officiel de la République française. Lois et décrets*, mercredi 23 octobre 1940. <https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k2032124k/f11.item>

²¹⁵ LABORIE Pierre, « Vie et mort des Français dans la Deuxième Guerre mondiale », FOISSAC Patrice (dir.), *Vivre et mourir en temps de guerre de la Préhistoire à nos jours : Quercy et régions voisines*, Toulouse, Presses Universitaires du Midi, 2013.

3.2.1. L'importance du troc et l'émergence du marché noir

Malheureusement, il n'existe pas de document récapitulatif de la situation des communes lotaises entre 1939 et 1949. Néanmoins, les administrateurs locaux doivent régulièrement indiquer aux autorités départementales, la situation politique et économique de leur commune. Des voyages officiels des sous-préfet de Gourdon et de Figeac dans leurs arrondissements sont également organisés afin de contrôler l'état d'esprit des populations isolées. Beaucoup de ces rapports sont accessibles aux archives départementales. Il est intéressant d'observer que la préoccupation majeure des ruraux reste l'alimentation et le ravitaillement, notamment en viande, légumes et lait. Ces rapports sont ensuite envoyés au préfet qui est chargé d'en faire une synthèse pour le gouvernement.

La seule synthèse produite par les services de la Préfecture est une étude produite en 1943 dans le canton de Gourdon. Ainsi, 52 communes du canton sont étudiées dans le but d'analyser leurs situations démographiques, politiques et économiques²¹⁶. Le ravitaillement de la quasi-totalité de ces dernières est jugé « normal » et seul Gramat et Baladou semblent souffrir d'une importante pénurie alimentaire. L'administrateur note que les édiles de Gramat se plaignent que leur ville soit désignée comme rurale alors qu'elle possède de plus en plus d'habitants. C'est ici une volonté du gouvernement de classer les communes en fonction de leurs habitants dans le but de répartir au mieux les denrées. La logique veut que plus une commune possède d'habitants, plus elle peut demander de ravitaillement. Jusqu'ici tout est logique mais dans ce cas précis, Gramat souffre d'une situation intermédiaire. En effet, elle ne fait pas partie des communes que l'on peut qualifier de villes importantes du territoire²¹⁷ -comme Cahors²¹⁸, Figeac²¹⁹ et Gourdon²²⁰- mais elle possède de plus en plus d'habitants, notamment depuis l'exode²²¹, ce qui ne lui permet pas de se ravitailler convenablement. Dans le cas de la commune de Baladou, le sous-préfet indique que la commune souffre d'une importante activité de marché noir, rendant impossible la bonne tenue du ravitaillement.

Par conséquent, il convient de revenir ici sur cette thématique prégnante lorsque l'on aborde cette période, celle du marché noir. Selon le dictionnaire *Le Petit Larousse* paru en 1942,

²¹⁶ *Arch. dép. du Lot* – 891 W 21.

²¹⁷ En 1943, Gramat compte 2 871 habitants.

²¹⁸ Lors du recensement de 1946, Cahors compte 15 345 habitants.

²¹⁹ Lors du recensement de 1946, Figeac compte 6 877 habitants.

²²⁰ En 1943, Gourdon compte 5 235 habitants.

²²¹ Ce que les historiens appellent l'exode est le phénomène de fuite massive des populations belges, néerlandaises, luxembourgeoises et française lors des mois de mai et de juin 1940, lors du début de l'invasion allemande à l'ouest. Selon Jean-Pierre Azéma, l'exode aurait jeté sur les routes entre huit et dix millions de civils. Ces derniers se réfugient alors dans le Sud de la France, notamment dans le Limousin, le Sud-Ouest et la Provence.

le marché noir est « un marché clandestin où les objets sont vendus à un prix supérieur à la taxe²²² ». De fait, sous le gouvernement du maréchal Pétain, le marché noir représente la forme de délinquance la plus grave²²³. Pour qu'il fonctionne, il doit s'appuyer sur des circuits clandestins déjà bien établis, échappant au contrôle de l'État. Les activités du marché noir participent à l'économie souterraine et empêchent ainsi les autorités de pouvoir taxer les produits qu'il propose. On trafique alors de tout : de l'alimentation aux stocks de ferraille, en passant par les vêtements et le charbon. C'est un sujet qui alimente toutes les conversations et les fantasmes et qui se décline sous plusieurs aspects. Par conséquent, il reste un sujet sensible, suscitant des sentiments contradictoires et ambivalents²²⁴. Pour certain, il est une forme de résistance face aux réquisitions allemandes. Pour d'autre, c'est un moyen considérable de s'enrichir en profitant de la détresse de plus grand nombre.

Il existe différentes formes de marché noir. Allant de simples abatages clandestins dans le but d'améliorer le quotidien à de véritables entreprises de redistribution²²⁵. Il faut alors percevoir ce marché noir comme la véritable riposte face aux insuffisances du ravitaillement. Par exemple, dans la ville de Martel, la propriétaire de la conserverie, Anna Delvert, ravitaille toute la commune pendant la guerre²²⁶. Ainsi, avant la Libération, Martel n'est jamais recensée comme souffrant des pénuries alimentaires. Ce marché noir est très proche des activités de trocs qui sont déjà implantées dans le département avant-guerre²²⁷.



Figure 8 - Affiche contre le marché noir (1943) - Philippe-Henri Noyer, Lyon (équipe Alain Fournier)
© Musée de la Libération de Paris - 2000.32

²²² Cité dans AMOUROUX Henri, *La vie des Français sous l'Occupation*, Paris, Fayard, 1961, p. 157.

²²³ GRECARD Fabrice, *La France du marché noir (1940-1949)*, Paris, Payot, 2008, p. 7.

Il indique que plus d'un million de procès sont engagés pour crime de marché noir en France entre 1940 et 1944.

²²⁴ *Ibid.*, p. 8.

²²⁵ *Ibid.*, p. 9.

²²⁶ Archives familiales Redon-Blanchard-Delvert.

²²⁷ VERDET Anne, *op. cit.*, p. 137.

En effet, dans le Lot, le marché noir est très minoritaire²²⁸. Il s'est constitué notamment autour d'un producteur qui vend directement son produit aux consommateurs ou qui le consomme lui-même²²⁹. Ce système est assez peu contrôlé, même par les gendarmes qui, très souvent, en font partie. Le but est alors clairement de contourner les législations du gouvernement dans le but de survivre. Ce sont surtout les volailles et les cochons qui font l'objet d'un marché noir, souvent destiné aux gens des villes, venus se ravitailler dans les campagnes²³⁰. Par exemple, en septembre 1943, la douzaine d'œuf est vendue aux alentours des 50 francs alors que sur le marché libre, elle coûte environ 29 francs. De la même façon, le kilogramme de pommes de terre passe de 2,80 francs au marché libre à 15 francs au marché noir en octobre de la même année²³¹.

*« Le troc, on en faisait avec le lard, les œufs, la gnôle, les patates. Pour s'acheter un pantalon, ou des chaussures, c'était le plus simple. »*²³²

Qu'en est-il de la réaction des autorités contre ces trafics ou arrangements communautaires ? Le préfet Loïc Petit commande de nombreuses actions de répressions contre ces trafics mais sans succès. Dans l'état d'esprit des populations rurales, c'est encore une marque de rejet des autorités à leur égard qui profitent de cette répression pour se servir eux-mêmes et ne prennent pas du tout en compte les difficultés du monde rural.

3.2.2. La place des commerçants et l'importance des colis

Il est également intéressant de se pencher sur le rôle joué par les commerçants dans les campagnes durant cette période. Souvent accusés lors de la hausse des prix ou des raréfactions de certains produits, ils sont en première ligne pour redistribuer les stocks alimentaires. Quelques procès-verbaux incriminent directement des commerçants comme le 21 mars 1943, où un restaurateur de Castelnau-Montratier se voit dans l'obligation de fermer son établissement durant trois mois pour trafic illicite de denrées contingentées²³³. De la même façon, les pharmaciens peinent à se ravitailler dans les campagnes. C'est le cas du pharmacien Dufour à Saint-Céré qui demande un ravitaillement plus important en sucre²³⁴. À cause d'un nombre importantes de réclamations, le préfet décide qu'une répartition de sucre soit mise en place pour toutes les pharmacies du département en novembre 1942. Les officines sont triées en trois

²²⁸ *Ibid.*, p. 36.

²²⁹ *Ibid.*, p. 136.

²³⁰ *Ibid.*, p. 138.

²³¹ *Arch. dép. du Lot* – 74 J 66.

²³² VERDET Anne, *op. cit.*, p. 137.

²³³ *Arch. dép. du Lot* – 1180 W 1.

²³⁴ *Arch. dép. du Lot* – J 2797.

catégories allant de 45 kilogrammes d'attribution à 95 kilogrammes. Elles sont triées en fonction de leur affluence et sont autorisées spécialement à vendre du lait, mais la faiblesse des stocks disponibles ne leur permet pas d'en assurer la vente. Les pharmacies recevant un important stock de sucre sont celles qui présentent dans des villes plus importantes comme Cahors et Figeac. Celles qui ne reçoivent que 45 kilogrammes se trouvent plutôt dans des zones plus rurales comme par exemple Alvignac, Cajarc, Vayrac, Biars et Labastide-Murat.

Vestige encore prégnant de la Grande Guerre, la majorité des familles françaises perpétuent l'envoi presque hebdomadaire de colis aux prisonniers. Souvent modestes, ces présents sont avant tout une marque d'affection et un réconfort dans le quotidien des prisonniers. Pour ainsi dire, ils déballent un fragment de leur terroir respectif. Toutefois, en octobre 1941, à cause des pénuries, le gouvernement décide de réglementer le poids des colis alimentaires. Les envois ne doivent pas dépasser les 50 kilogrammes et ne doivent pas contenir de farine, de pommes de terre, de légumes secs ni de matières grasses. Sont autorisés seulement les fruits et les légumes frais, le poisson, un maximum 5 kilogrammes de gibier, 3 kilogrammes de poulet ou de lapin et pas plus de deux douzaines d'œufs²³⁵. Le régime pétainiste autorise également l'envoi de colis alimentaires à l'intérieur du territoire, entre les membres d'une même famille. Les citadins reçoivent ainsi parfois des colis venant de la campagne. C'est un complément indispensable pour les populations urbaines qui peuvent recevoir du beurre, des œufs, du gibier ou de la volaille. C'est également une donnée importante à prendre en compte lorsque l'on analyse la situation des campagnes. Ainsi, cet exemple démontre que les ruraux souffrent moins que les habitants des villes. D'ailleurs, à Cahors, beaucoup de familles partent se ravitailler dans les campagnes environnantes.

En 1942, le gouvernement de Pierre Laval met en place la « Relève ». Destinée à combler le manque de main d'œuvre en Allemagne, elle encourage les jeunes hommes volontaires à partir travailler pour le Reich. Cependant, face à l'échec de cette législation, le 16 février 1943, le Service du Travail Obligatoire est mis en place. Il oblige les jeunes des classes 1920, 1921 et 1922, à partir travailler dans le Reich pour un minimum de deux années. Cet afflux de prisonniers du travail accroît l'envoi des colis alimentaires. Les prisonniers attendent souvent avec impatience leur colis, sorte de parenthèse qui leur permet d'espérer.

²³⁵ AMOUROUX Henri, *op. cit.*, p. 154.

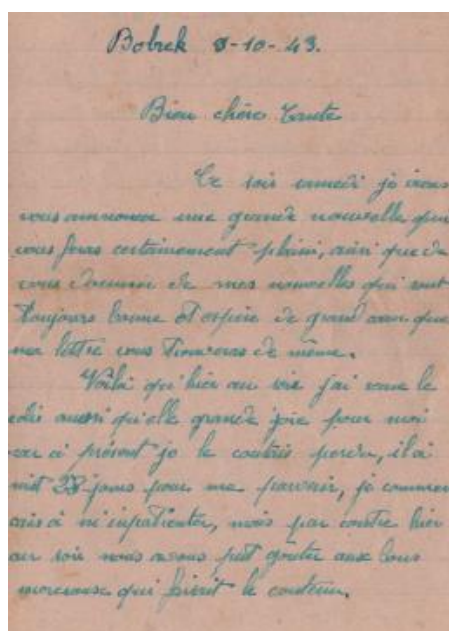


Figure 9 - Lettre de François Delpech, déporté STO dans le camp de Bobrek (Pologne), 9 octobre 1943
© Archive privée

De plus, lors des fêtes de Noël, les enfants sont mis à contribution dans la confection de colis pour les prisonniers. Par exemple, à Saint-Jean-de-Laur et à Laroque-des-Arcs, des sommes sont recueillies pour l'envoi de colis alimentaires aux prisonniers de la commune²³⁶. Cette situation perdure même aux lendemains de la Libération, puisque pour la Noël 1944, la Préfecture du Lot demande que chaque soldat reçoive un colis de Noël offert par la population de sa localité. Cette volonté renforce les liens entre les communautés rurales et permet aux prisonniers de rêver d'un retour imminent dans leur famille et leur clocher.

4. Vivre avec la Résistance

Le maquis est un phénomène complexe. Pour preuve, il peut prendre des formes complètement différentes selon les régions et selon les époques. À l'origine, le terme « maquis » désigne une végétation corse, connue pour être impénétrable et inaccessible. Cette première définition conditionne, dès lors, l'environnement dans lequel ces groupes évoluent. La nécessité de trouver des lieux de cache, éloignés des forces d'occupation, pousse les maquisards à s'installer dans les campagnes et forêts voisines. C'est la raison pour laquelle le Lot est un lieu propice à l'implantation de maquis, « un labyrinthe naturel qui offre de multiples repaires²³⁷ ».

²³⁶ Arch. dép. du Lot – 1 W 112.

²³⁷ LABORIE Pierre, *op. cit.*, p. 11.

4.1. Mise en place et évolution de la Résistance dans le Lot²³⁸

Les toutes premières formes de résistances dans le département du Lot sont attestées dès le 8 novembre 1941 sous l'impulsion des socialistes. C'est le cas de l'Armée Secrète (A.S), surtout active autour de Saint-Céré, Puy-l'Évêque, Prayssac, Duravel, Souillac et Montcuq²³⁹. Toutefois, avant la fin 1943, la résistance lotoise reste à l'état embryonnaire et ne connaît aucune coordination dans les actions. Il faut attendre juin 1943 et la création des Mouvements Unis de la Résistance (MUR) pour voir émerger une structuration²⁴⁰. Cependant, il existe de nombreuses divergences au sein des maquis. Les MUR, plutôt favorables aux communistes, s'opposent à l'Armée Secrète -Groupes Vény- restée fidèle aux socialistes. Les premiers maquis réellement structurés émergent durant l'hiver 1943-1944, dans la région de Sousceyrac, à Prendeignes et sur les causses de Cajarc où les hommes du maquis « Douaumont » fomentent des actions clandestines armées. Il faut aussi mentionner la présence de maquis autour de Cahors, comme le maquis « France » autour d'Arcambal initié par Jean-Jacques Chapou²⁴¹.

Au premier trimestre 1944, les effectifs du maquis lotois se répartissent sur quatorze maquis. Les actions clandestines sont coordonnées et visent notamment les centres industriels importants de la région, comme les usines Ratier de Figeac ou encore les convois de ravitaillement. La population lotoise est, dans son ensemble, plutôt favorable aux actions de la Résistance comme en témoigne la prise de Cajarc par le maquis de Chapou le 11 avril 1944. De plus, la présence de la division SS « *Das Reich* » sur le territoire lotois ainsi que les exactions qu'elle commet, favorise la multiplication des actions clandestines.

4.2. Nourrir les maquis ?

« Prendre le maquis » ne va pas de soi. Les résistants passent d'une vie normale à une vie clandestine, réfugiés dans des endroits reculés et éloignés de toutes présences hostiles. Les zones d'implantations maquisardes sont souvent situées dans les campagnes proches des villes importantes du territoire. En témoigne, le maquis « France » qui est formé dans le « bois Noir » d'Arcambal ou encore le maquis de Caniac, établi dans la forêt de la Brauhnie²⁴². Le plus souvent,

²³⁸ *Ibid.*, Quatrième partie, chap. 3, p. 285-307.

²³⁹ Voir Annexe « Carte des maquis du Lot dressée par Pierre Laborie » (Cf. p. 151).

²⁴⁰ *Ibid.*, p. 289.

²⁴¹ Jean-Jacques Chapou (1909-1944) est un professeur de Cahors, révoqué par Vichy pour appartenance à la franc-maçonnerie. Il entre dans la clandestinité en 1942 et devient chef départemental du mouvement de « Libération Sud » puis chef de tout le maquis lotois au début de l'année 1944. Son pseudonyme est « Capitaine Philippe ».

Pour plus d'informations, se reporter à sa biographie : CAZARD Georges, METGES Marcel, *Capitaine Philippe*, Cahors, A. Coueslant, 1950.

²⁴² *Arch. dép. du Lot* – 1 W 977.

les clandestins logent directement chez l'habitant, dans des granges désaffectées ou des maisons abandonnées²⁴³. Cependant, privés de ressources, la question de leur ravitaillement se fait de plus en plus prégnante dans les campagnes lotoises.

L'émergence des premiers maquis est caractérisée par la modestie de leur organisation et notamment en ce qui concerne le ravitaillement. Ce dernier est très souvent primaire et les maquisards sont obligés de se débrouiller par eux-mêmes. Dans les bois, ils se servent des ressources naturelles qu'ils peuvent trouver et pratiquent la pêche et la cueillette²⁴⁴. Ils peuvent néanmoins recevoir de l'aide de leurs proches, mais cela reste risqué autant pour eux que pour leurs proches qui pourraient être dénoncés. Dans les premiers jours des maquis, certains chefs comme Henri Vayssettes ou Jean-Jacques Chapou achètent directement de la nourriture à leurs frais²⁴⁵. Malgré cela, les maquisards n'ont pas grand-chose à manger, souvent quelques oignons ou des crêpes aux châtaignes²⁴⁶.

Afin de se procurer rapidement de l'alimentation, de l'argent ou encore des pièces textiles, les maquisards n'hésitent pas à voler. Des opérations sont mises en place pour intercepter des camions de bétail, de farine ou de blé mais surtout les denrées réservées aux allemands. De nombreuses plaintes sont déposées à la gendarmerie de Cahors comme celle du 12 décembre 1943 accusant les clandestins de s'être emparés de denrées alimentaires et d'ustensiles de cuisine de l'école ménagère²⁴⁷. Début février 1944, c'est au tour du collège moderne -rue Émile Zola- de se voir dérober 300 kilogrammes de chocolat et de cacao. La Croix Rouge de Cahors n'est également pas épargnée et à l'automne 1943, c'est plus de 850 kilogrammes de pain d'épice, 650 kilogrammes de pain, 725 kilogrammes pâtes et 400 kilogrammes de poids secs qui tombent entre les mains des maquis. Cependant, lorsque le préfet du Lot lance un appel aux « terroristes » afin de rendre les stocks volés car destinés aux enfants, Chapou accepte sans négocier²⁴⁸.

Une autre technique utilisée par les maquisards pour se ravitailler et de faire marcher leurs relations avec le monde paysan. Dans un département encore majoritairement rural comme le Lot, l'entraide est au centre des stratégies de survie.

²⁴³ VERDET Anne, « Les paysans du Lot sous l'occupation : un engagement sous-estimé », PIOT Céline, *Figures paysannes en France. Mythes, regards et sociétés*, t. 2, Paris, Albert, 2016, p. 133-156, p. 139.

²⁴⁴ NOIREAU Robert, *op. cit.*

²⁴⁵ *Ibid.*

²⁴⁶ BERTAUX Pierre, *La Libération de Toulouse et de sa région*, Paris, Hachette, 1973, p. 39.

²⁴⁷ Situé sur l'actuel campus Maurice Faure, à Cabessut.

²⁴⁸ KEDWARD Harry Roderick, *À la recherche du maquis. La Résistance dans la France du Sud (1942-1944)*, Paris, Cerf, 1999, p. 132.

« L'ordinaire des menus était fort acceptable. Les jeunes qui allaient donner un coup de main aux paysans du voisinages rapportaient toujours quelques provisions [...].²⁴⁹ ».

Ainsi, petit à petit, les habitants des communes se chargent de venir en aide aux maquis. Par exemple, le boulanger d'Arcambal se charge du ravitaillement des clandestins du maquis « France » ou encore un exploitant-forestier de Dégagnac qui amène des vivres aux réfractaires de la commune et du maquis « Raoul »²⁵⁰. Dans le milieu professionnel, certains n'hésitent pas à aider au ravitaillement des maquis. C'est le cas de l'entreprise « *Larnaudie, Souladie, Castagné* » à Gramat qui participe activement au ravitaillement des différents maquis de la région²⁵¹.

« La maison *Larnaudie, Souladie, Castagné* a participé à la Résistance indirectement en fournissant du ravitaillement aux différents maquis de la région. Des visites le soir, la nuit ... les maquisards venaient s'approvisionner. Un jour, en mai 1944, mon père a vu arriver, de la région de Sarlat, dans son bureau, Joséphine Baker, la célèbre chanteuse et danseuse. [...] Elle a pris du ravitaillement qu'elle a emporté vers Sarlat. »²⁵².

En parallèle, les municipalités peuvent également apporter leur aide. Les agents municipaux -parfois le maire en personne- donnent directement des tickets de rationnement aux maquisards. Ces derniers font alors croire à un cambriolage, afin d'en obtenir de nouveau de la part des autorités. Entre juin 1943 et juin 1944, plus de trente-cinq mairies sont dévalisées dans le département du Lot²⁵³.

5. La Libération dans les campagnes

L'été 1944 marque pour la France, sa progressive Libération du joug nazi. Néanmoins, il convient de rappeler ici que la Libération ne se conjugue pas au singulier mais au pluriel. Il y a des Libérations, en fonction des régions et des départements. Pour ce qui est du Sud-Ouest, les débarquements alliés de Normandie (le 6 juin 1944) et de Provence (le 15 août 1944) obligent les Allemands à se replier. Beaucoup de capitales sont désertées par les Allemands début août 1944 à l'instar de Brive-la-Gaillarde, Périgueux, Rodez et Cahors²⁵⁴.

²⁴⁹ NOIREAU Robert, *op. cit.*, p. 92.

²⁵⁰ VAISSIÉ Cécile, *Cabors et le Lot sous l'Occupation. Résistance, collaboration, épuration*, Orthez, Éditions Gascogne, 2016, p.78.

²⁵¹ ASSOCIATION RACINES, *Bulletin*, n° 19, Alvignac-les-Eaux, Édité par l'association Racines, 2014, p. 113.

²⁵² *Ibid.* Entretien avec Georges Souladie, 13 octobre 2014 (propos recueillis par Gilles Fau de l'association Racines).

²⁵³ BERTAUX Pierre, *La Libération de Toulouse et de sa région*, Paris, Hachette, 1973, p. 43.

²⁵⁴ BEAUPRÉ Nicolas, *Les Grandes Guerres (1914-1945)*, Paris, Belin, 2012, p. 968.

5.1. La Libération du Lot

Depuis la fin du mois de juin 1944, les actions clandestines sont renforcées sur l'ensemble du département²⁵⁵. La pression exercée par les maquis oblige les troupes d'occupation à rester dans les limites de la cité cadurcienne. L'ensemble du territoire lotois est ainsi libéré avant le mois d'août 1944. Pour preuve, Robert Dumas (1894-1970), le « préfet des bois²⁵⁶ » prend ses fonctions à Alvignac le 11 août 1944 avant de s'installer officiellement à Cahors, le 17 août 1944²⁵⁷.

Encerclés par environ 700 maquisards, les derniers Allemands accompagnés des effectifs de la « Gestapo » et de quelques collaborateurs, quittent la ville le 17 août, vers treize heures, pour rejoindre Montauban²⁵⁸. Toutes les lignes de communications sont coupées et la situation dans le département dans les jours qui suivent la Libération reste difficile. La population est encore soumise à des craintes et à un sentiment de terreur. Les rations de pain sont diminuées de moitié et il n'y a plus de gaz. Un mois plus tard, en septembre 1944, le département manque de charbon. La population vit au jour le jour et manifeste des attitudes contradictoires au regard de cette situation extraordinaire²⁵⁹.

La Libération du Lot marque également l'installation de nouvelles formes de gouvernances. Un Comité départemental de Libération (CDL)²⁶⁰ est mis en place, chargé d'assurer une transition pacifique entre Vichy et le retour de la République. Ce dernier axe ses priorités sur le ravitaillement en organisant des distributions alimentaires supplémentaires. De plus, une attention toute particulière est portée aux marchés. Ainsi, dans les campagnes, le CDL fait appliquer les tarifs grâce aux forces de la Résistance, qui sont envoyées sur les foires de Figeac, Latronquière ou Puy L'évêque²⁶¹.

²⁵⁵ KEDWARD Harry Roderick, *op. cit.*, p. 246.

²⁵⁶ Robert Dumas, alias « Paul » est surnommé le « préfet des maquis » ou le « préfet des bois » en raison de son engagement dans la Résistance lotoise. Il est préfet du Lot entre le 17 août 1944 et le 4 janvier 1946.

²⁵⁷ LABORIE Pierre, *op. cit.*, p. 321.

²⁵⁸ CUBÉRO José, *La Résistance à Toulouse et dans la Région 4*, Luçon, Sud-Ouest, 2005, p. 302.

²⁵⁹ LABORIE Pierre, *op. cit.*, p. 324.

²⁶⁰ Pour en savoir plus sur le Comité départemental de Libération, se reporter à DELPECH Enzo, « La création du Comité Départemental de Libération du Lot et ses liens avec les Comités Locaux de Libération entre août 1944 et juin 1948 », Mémoire de Master Histoire à la Faculté des Lettres et des Sciences Humaines de Limoges, sous la direction de Clotilde Druelle-Korn, Limoges, 2022.

²⁶¹ LABORIE Pierre, *op. cit.*, p. 321.

5.2. Des jours plus heureux ?

La Libération ne marque pas l'arrêt brutal des pénuries. Même si la carte de pain est supprimée en mai 1945, elle est rétablie à la fin de l'année. Dans le Lot, les prix sont multipliés par 6,5 entre 1945 et 1948²⁶². La population souffre du manque d'huile, qui passe de 22,50 francs le litre en 1943, à 85,10 francs le litre à la fin de l'année 1944²⁶³.²⁶⁴

Dans les communes, des municipalités provisoires sont installées, sous le titre de Comités Locaux de Libération (CLL)²⁶⁵. Parmi les requêtes de ces nouvelles instances provisoires, la question du ravitaillement demeure au cœur des préoccupations. En effet, les CLL sont unanimes dans leur demande de suppressions des organismes de Vichy et notamment les Groupements d'Achat, chargés de répartir les stocks alimentaires²⁶⁶. De plus, certaines communes n'hésitent pas de profiter de cette situation complexe pour réprimer durement le marché noir. Ainsi, la municipalité d'Anglars-Nozac insiste plusieurs fois sur ce thème entre septembre et décembre 1944²⁶⁷. Cette dernière demande également la création d'une boucherie dans la commune pour assurer un meilleur ravitaillement en viande, désastreux dans le département.

« Le CDL d'Anglars-Nozac, vu la demande présentée par M. Borne tendant à l'ouverture d'une boucherie dans la commune. Vu les engagements pris par lui de se soumettre à toutes les prescriptions d'hygiène et de respecter toutes les taxes et décrets en vigueur. Vu que M. Borne consent à ravitailler la commune selon les rations accordées et à verser l'excédent s'il y en a au ravitaillement général. Vu l'éloignement de Nozac du centre le plus rapproché. Vu la perte de temps et le déplacement souvent inutile des ménagères soucieuses d'obtenir la ration à laquelle elles peuvent prétendre. Vu l'utilité incontestable que présenterait l'ouverture du dit établissement donne un avis favorable et insiste pour qu'une décision accordant ladite ouverture soit prise le plus tôt possible.²⁶⁸ ».

Dans les campagnes, les marchés sont toujours aussi mal approvisionnés, notamment en légumes. Les Renseignements Généraux insistent sur le mécontentement grandissant des habitants de Figeac²⁶⁹. Seulement 500 kilogrammes de choux, quelques carottes, poireaux et noix doivent contenter les consommateurs. Cette situation de plus en plus critique, encourage la

²⁶² Arch. dép. du Lot – 74 J 73.

²⁶³ Arch. dép. du Lot – 1 W 737.

²⁶⁴ Voir Annexe « Graphique des prix entre janvier 1939 et novembre 1949 » (Cf. p.152).

²⁶⁵ Pour en savoir plus sur les Comités locaux de Libération, se reporter à DELPECH Enzo, *op. cit.*

²⁶⁶ Situation qui s'observe dans quasiment toutes les communes étudiées dans notre mémoire de M2 Histoire et dans nos recherches actuelles sur les CLL du canton de Gramat.

²⁶⁷ Arch. muni. d'Anglars-Nozac – Registre des Délibérations du Conseil Municipal d'Anglars-Nozac (1943-1950).

²⁶⁸ *Ibid.*, réunion du 7 octobre 1944.

²⁶⁹ Arch. dép. du Lot - 1180 W 1.

Direction Départementale du Ravitaillement Général à procéder à des distributions exceptionnelles de sucre entre le 15 juillet et le 11 août 1946, pour toutes les catégories et toutes les localités du département²⁷⁰. En août de la même année, la situation du ravitaillement en viande à Martel est tellement difficile, que le conseil municipal menace le Préfet de démissionner²⁷¹. Cette situation de pénurie profite encore à certains commerçants qui n'hésitent pas à vendre leurs marchandises au-dessus de la taxe comme le boucher Rouchez à Gramat en février 1947²⁷².

Début avril 1948, le sous-secrétaire d'État à l'Agriculture informe le préfet du Lot que la Direction du Ravitaillement du département doit être supprimée au profit de son rattachement à celle du Tarn-et-Garonne²⁷³. Cette situation crée de vives polémiques mais ne peut être enrayée par les autorités lotoises. Ainsi, à partir de la mi-1948, la Direction départementale du Ravitaillement du Lot fusionne avec celle de Montauban. Les derniers instants du rationnement dans le département du Lot vont donc être envisagés du point de vue du Tarn-et-Garonne. Accentuant la distance entre Montauban et les campagnes lotoises, la situation alimentaire ne s'améliore pas avant la fin de l'année suivante. De plus, il faut véritablement attendre les aides américaines du Plan Marshall²⁷⁴ pour que, le 1^{er} décembre 1949, les derniers tickets de rationnement sur le sucre, l'essence et le café disparaissent, au même moment où la IV^e République (1946-1958) supprime le haut-commissariat au ravitaillement.

6. A-ton mieux vécu dans les campagnes que dans les villes lotoises entre 1939 et 1949 ?

En guise de conclusion à cette étude, nous pouvons nous demander si les campagnes lotoises ne sont pas, en quelque sorte, un refuge pour survivre dans le quotidien de la période 1939-1949. En effet, le rationnement en ville est vécu durement face à l'absence de certains produits ou face au retard de livraison. Les Renseignements Généraux lotois font état de nombreuses plaintes des citoyens face à cette situation²⁷⁵. Des lettres de protestations sont envoyées directement au maréchal Pétain, qui les fait renvoyer à la préfecture du Lot²⁷⁶. Les prix

²⁷⁰ *Arch. dép. du Lot* - 1 W 106.

²⁷¹ *Ibid.*

²⁷² *Ibid.*

²⁷³ *Ibid.*

²⁷⁴ Le Plan Marshall ou « Programme de rétablissement européen », est un programme de prêts accordés par les États-Unis aux pays d'Europe dans le but de les aider à se reconstruire après la guerre. Il est signé par seize pays, le 20 septembre 1947.

²⁷⁵ *Arch. dép. du Lot* - 1180 W 1.

²⁷⁶ En témoigne la lettre de M^{me} Duval, du 6 mars 1941, adressée au maréchal Pétain qui trouve que les « paysans exagèrent quant aux prix pratiqués sur les marchés. ». Elle va jusqu'à les accuser de gâcher de la nourriture en la donnant aux bétails. *Arch. dép. du Lot* - 1 W 942.

ont décuplé par rapport à 1939. Pour un nombre de gens de plus en plus important, cette situation devient intenable et elle renforce des clivages entre la campagne et la ville.

Dans les campagnes, comme nous l'avons vu, ce n'est pas le rationnement ni le marché noir qui pèse sur le quotidien des locaux mais surtout les réquisitions allemandes, notamment du bétail. Il faut ainsi mesurer la portée de cette décision, qui prive les cultivateurs lotois de leur seule force de travail et donc, de leur moyen d'autosubsistance. De la même façon, en réglementant l'utilisation des fours à pain en 1940, l'État Français prive les paysans lotois de leur mode de vie, basé sur du troc et un système de « don-contre-don ». Pour parer à ces difficultés, des réseaux d'entraides se mettent en place, étayés par des consciences villageoises et un profond repli sur soi. En ce qui concerne la viande, il faut rappeler qu'elle occupe qu'une faible importance dans l'alimentation quotidienne de la ruralité²⁷⁷. Ainsi, plutôt que d'aller vendre leurs bêtes sur les marchés à des prix trop bas, certaines familles consomment directement leur production où la vende directement aux consommateurs.

Finalement, malgré de lourdes réquisitions et une législation contraignante au quotidien, il semblerait que les citadins soient plus mal lotis que les ruraux. Ces derniers -majoritairement cultivateurs- peuvent compter sur les ressources du jardin potager ou du poulailler familial, pour survivre à la faim. Selon Henry Rousso, c'est moins l'opposition « villes-campagnes » qui fait sens durant cette période que l'opposition entre régions agricoles riches, pratiquant la polyculture et régions défavorisées ; grands centres urbains ou campagnes pratiquant la monoculture.²⁷⁸

Par conséquent, grâce à ce chapitre, les résultats de nos investigations apparaissent plus clairs. Les multiples recherches bibliographiques et en archives, nous ont permis d'en savoir plus sur la vie quotidienne dans les campagnes entre 1939 et 1949. De ce fait, même si cette analyse correspond à nos premiers résultats, il convient désormais d'aborder la mise en place de l'exposition.

²⁷⁷ VERDET Anne, *op. cit.*, p. 136.

²⁷⁸ AZÉMA Jean-Pierre, BÉDARIDA François, (dirs.), *La France des années noires*, t. 1, *De la défaite à Vichy*, Paris, Seuil, 2000, [1993], p. 457-458.

Chapitre 2 : La mise en place de l'exposition

Lorsque nous abordons la réalisation d'une exposition, nous devons avant tout réaliser un programme muséographique. Il faut songer à « l'agencement des choses dans l'espace »²⁷⁹ pour que le visiteur se projette immédiatement dans un parcours d'exposition. Ce dernier doit pouvoir saisir les objectifs du travail présenté et surtout l'intention du ou des auteurs.

1. Le choix du parcours scénographique

La mise en place d'un parcours scénographique passe avant tout par un travail d'écriture et de synthétisation des textes afin d'entrevoir des thématiques prégnantes. Ainsi, un cheminement spatial commence à s'articuler autour d'un scénario. Par conséquent, il nous est apparu logique de replacer notre étude dans un contexte précis. Selon nous, le grand public pense connaître les événements de la Seconde Guerre mondiale, mais peu connaissent la dimension alimentaire de ce sujet. C'est pourquoi, nous avons décidé de consacrer une première salle à six panneaux de contextualisation sur le Lot et sur des événements plus généraux entre 1914 et 1939. Sorte de mise en bouche, cette première salle permet de replacer le sujet dans un contexte politique, économique, géographique mais aussi social avant d'aborder en profondeur la thématique alimentaire, dans la salle de droite. Ainsi, cette seconde salle est destinée essentiellement à creuser le sujet autour de dix-huit panneaux thématiques. Nous traitons ainsi du rôle des enfants dans le conflit, des disparités entre ville et campagne mais également du rôle des commerçants durant cette période. Toutefois, il faut rappeler que nous souhaitons garder une présentation chrono-thématique dans notre exposition. Ainsi, même si le visiteur observe différentes thématiques, nous gardons un fil conducteur chronologique entre les premiers panneaux sur la situation du Lot au XIX^e siècle, et le dernier panneau, sur la situation alimentaire aujourd'hui.

De plus, nous proposons aux visiteurs trois panneaux thématiques. Ainsi, l'un revient sur les noms de lieux évoqués dans l'exposition que ce soit à Cahors mais aussi dans tout le département, un autre revient sur la situation alimentaire dans les autres pays (Allemagne, Italie, Japon, Grèce, Suède, Espagne, URSS, États-Unis, Royaume-Unis) et enfin, nous réutilisons une table d'architecte afin de scénariser une table familiale en 1943. Pour ce faire, nous utilisons des éléments significatifs (journal, cahiers d'écoles, tickets de rationnement, briquet, *etc.*) trouvés dans les centres d'Archives ou chez des particuliers.

²⁷⁹ GOB André, DROUGUET Noémie, *op. cit.*, p. 174.



Figure 10 - Reconstitution d'une table de 1943
© DELPECH Enzo, 2023

Par conséquent, nous proposons aux visiteurs, une visite en deux temps avec, d'abord, le contexte présent dans la salle de gauche, baptisée « D'une guerre à l'autre 1914-1939 » et, ensuite, les thématiques présentes dans la salle de droite, intitulée « Les difficultés du quotidien ». En complément de cela, le public peut étayer sa visite grâce aux repères géographiques proposés et à la scénarisation de la table.



Figure 11 - Salle de gauche et salle de droite de l'exposition
© DELPECH Enzo, 2023

2. Le choix des textes de l'exposition

Bien évidemment, le texte est crucial dans toutes communications muséales, permettant aux visiteurs de saisir les informations indispensables. Pourtant, « certains affirment que les textes sont inutiles, encombrants, dirigistes, offensants et que le mieux est d'en épargner la lecture aux visiteurs. »²⁸⁰ Pour cause, c'est bien souvent la longueur des textes présent dans une exposition qui peut faire fuir les visiteurs qui ne se sentent pas légitimes. Le but d'une exposition est de déambuler, d'observer, ce qui implique une iconographie importante. Le texte ne doit jouer qu'un rôle de guide²⁸¹. Il convient alors de trouver un compromis entre absence de textes et prédominance d'écrits. Il faut synthétiser le propos.

Il faut garder en tête qu'il existe, dans ce type de travaux, plusieurs types de textes. Il y a ceux qui participent à la signalétique, ceux qui exposent des faits, ceux qui documentent et ceux qui donnent des informations complémentaires.

Après avoir passé plus d'une semaine à rédiger l'ensemble des textes des trente panneaux, une équipe de quatre personnes s'est penchée sur ces derniers. Laure Courget, Geneviève Dreyfus-Armand, Emmanuel Carrère et Jean-Luc Couderc ont ainsi annoté et / ou complété nos écrits en nous proposant également des tournures de phrases différentes ou des compléments historiques. Grâce à ces quatre personnes, l'essentiel des acteurs du projet du futur musée de la Résistance ont pu jeter un œil sur notre travail. Le résultat voulu est un texte à caractère scientifique mais plutôt orienté vers le grand public. Certes, nous nous appuyons sur des sources irréfutables et une riche bibliographie, mais nous souhaitons rendre accessible à tout le contenu de nos recherches.

Nous distinguons trois catégories de textes. D'abord, les titres de chaque panneau qui se veulent être impactant et compréhensibles par tous. Leur taille est plus importante pour les détacher du propos et pour les rendre visibles de loin. Ensuite, le corps du texte qui vient synthétiser toutes nos recherches. Dans l'idéal, nous souhaitons que chaque panneau puisse être lu indépendamment des autres. La taille du texte s'adaptant à celle des panneaux, nous sommes à environ 1 500 caractères (sans les espaces) pour les panneaux de 2 mètres par 1 mètre et environ 1 000 pour ceux de 1 mètre par 1 mètre. Selon les spécialistes de la muséologie, la lecture ne doit pas excéder plus de 2 minutes par panneau, dès lors nous perdons le visiteur.²⁸² Enfin, nous avons mis en place des cartels, accompagnant chaque objet. Ces outils sont essentiels dans

²⁸⁰ WEISS Hélène (dir.), *op. cit.*, p. 281.

²⁸¹ GOB André, DROUGUET Noémie, *op. cit.*, p. 188.

²⁸² *Ibid.*, p. 191.

la compréhension des éléments exposés. Ils permettent de nommer les différents objets et d'en donner les caractéristiques principales.

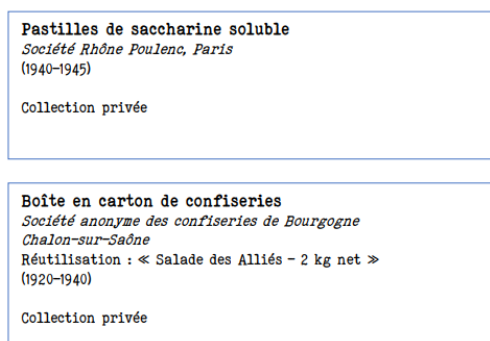


Figure 12 - Exemples de cartel
© DELPECH Enzo & LÉROY Charlotte, 2023

L'intégralité de nos textes sont en français. Bien entendu, nous sommes conscients que cela ferme la lecture à des visiteurs étrangers, mais le premier public auquel s'adresse l'exposition est le natif du département. Si nous avions multiplié les langues, la scénographie aurait pu être confuse²⁸³. De plus, nous n'avons pas souhaité fermer notre exposition par une conclusion généralisante. Notre exposition finit par une conclusion ouverte sur la situation alimentaire actuelle, afin d'inviter le visiteur à poursuivre sa réflexion ou à venir en discuter avec la personne chargée de la médiation.²⁸⁴

3. Incarner le propos grâce aux objets

Lorsque l'on réalise ce type de travail, il convient de proposer un contenu visuel pour donner à voir, au-delà des textes. L'utilisation d'objets « authentiques »²⁸⁵ est cruciale car cela touche à la sensibilité et à l'émotion du public. Ils permettent de faire ressortir des souvenirs ou de susciter une imagination chez le visiteur. Les objets doivent ainsi être choisis en fonction de leur pertinence. Ils doivent accompagner le visiteur dans sa déambulation et donner à voir une époque oubliée.

Pour ce faire, nous disposons de deux vitrines, une dans chaque salle. Dans la première, les objets présentés sont exposés sur une petite surface, permettant ainsi de concentrer l'attention sur quelques objets. Dans la seconde, une vitrine plus conséquente, présente des objets plus importants, présentant une époque, au-delà de l'alimentation.

²⁸³ Il existe plusieurs moyens pour contourner ces traductions : utilisation de traducteur en direct via le téléphone ou bien l'implantation de QR code sur chaque panneau qui renvoie vers une traduction.

²⁸⁴ Voir Annexe « Exemples de panneaux présents dans l'exposition » (Cf. p.153 **Erreur ! Signet non défini.**).

²⁸⁵ GOB André, DROUGUET Noémie, *op. cit.*, p. 180.

L'utilisation des vitrines est essentielle car elles protègent des vols et des dégradations mais permettent également de mettre en valeur les objets. Elles sont faites en bois brut, avec un couvercle transparent en plexiglas²⁸⁶.

3.1. Mettre en lumière des objets du musée de la Résistance, de la Déportation et de la Libération du Lot

Comme nous l'avons déjà abordé plus tôt dans cette étude, un des objectifs de cette mission est de valoriser les fonds du futur musée. Ainsi, nous devons consulter l'inventaire numérique des objets du musée²⁸⁷ afin de nous arrêter sur des éléments intéressants, pouvant mettre en perspective notre propos. Notre choix s'est naturellement arrêté sur des exemplaires de tickets de rationnement, mais également sur des cartes d'alimentation. Afin de mettre en scène les vitrines, nous y avons ajouter des ciseaux cigogne²⁸⁸ afin d'imager une scène de découpe des tickets. Afin de parachever la mise en scène, nous avons rajouter des pièces de francs « Bazor » frappées à l'effigie de l'État Français du maréchal Pétain²⁸⁹. Toutefois, nous avons également sélectionné d'autres objets mettant en scène la vie quotidienne de l'époque. Le but est de monter les moyens mis en place pour survivre et les stratégies d'adaptations mises en place par la population pour pallier aux maques. La liste des objets utilisés dans l'exposition, appartenant à l'association du musée de la Résistance, de la Déportation et de la Libération du Lot se compose de :

- Lot de tickets de rationnement et d'une carte individuelle d'alimentation dans un porte-ticket (Fonds MRDL - 2018.0.737) ;
- Porte-tickets (Fonds MRDL - 2018.0.788.26) ;
- Carte individuelle d'alimentation, carte de vêtements et d'articles textiles, ticket de rationnement (Fonds MRDL - 2018.0.744).
- Savon « ersatz »²⁹⁰ (Fonds MRDL - 2018.0.573) ;

²⁸⁶ Son emploi est moins coûteux que le verre. Plus souple, il se raye très vite et attire la poussière.

²⁸⁷ Ce travail d'inventorisation numérique des collections du musée a été entrepris en 2018, sur le logiciel *Mobydoc*.

²⁸⁸ Utilisés à l'origine pour fixer et maintenir le cordon ombilical des bébés, ils sont aujourd'hui couramment employés dans la couture, pour leur finesse. La cigogne est le symbole de la natalité et de l'arrivée de l'enfant dans le foyer.

²⁸⁹ La monnaie frappée par l'État français est assez reconnaissable. En aluminium, elle est très légère. Nous retrouvons une francisque au manche étoilé, flanquée de deux épis de blé. Au revers, des branches de chêne de chaque côté de la valeur faciale. La nouvelle devise « Travail, Famille, Patrie » est aussi apposée comme la nouvelle appellation « État français ». Cette pièce, comme les billets produits, se veulent être les marqueurs d'un retour aux valeurs « traditionnelles » de la France : travail de la terre, la paysannerie et la natalité.

²⁹⁰ Face aux restrictions et aux manques, les entreprises mettent au point des savons ne comportant que peu de corps gras. Le secrétariat d'État à la Production industrielle, par arrêté du 10 janvier 1942, autorise en vue de la vente au public pour les usages de nettoyage, la fabrication industrielle et artisanale à partir de corps gras ou résiniques, de savons, de produits à base de savon et de produits de remplacement. Les os, le marron d'Inde et le lierre deviennent des bases courantes.

- Paire de chaussures aux semelles de bois²⁹¹ (Fonds MRDL 2018.0.23).
- Assiette du III^e Reich, Manufacture Royale de porcelaine de Berlin²⁹² (Fonds MRDL - 2018.0.203).



Figure 13 - Vitrine présente dans la première salle de l'exposition
© DELPECH Enzo, 2023

3.2. Les collections privées

Comme précisé précédemment, nous avons eu également recours à l'utilisation d'objet provenant d'une collection privée. Ainsi, même si le collectionneur « n'exerce pas d'action patrimoniale véritable »²⁹³, il est utile lors de manques ou d'absence d'éléments sur une thématique précise. Dans notre cas, un collectionneur nous a permis d'exposer quelques objets gratuitement comme des éléments iconiques présents dans les cuisines des années 1930-1940.

- Grande boîte cylindrique en métal pour 500 cubes de « Bouillon Kub »²⁹⁴, destinée aux anciennes épiceries Maggi pour la vente des cubes à l'unité (1920-1940) ;
- Petite boîte carrée de « Bouillon Kub » (1930-1950) ;
- Boîte de « Viandox »²⁹⁵ (avant 1944).

²⁹¹ À partir de 1941, le semelage de bois devient à la mode. La semelle de bois devient donc un grand classique de la mode sous l'occupation. Maurice Chevalier en fait même un titre de chanson, « La Symphonie des semelles de bois ». Même en zone libre, le bois remplace le cuir dans les semelles. Pour encourager la créativité des professionnels de la mode, on leur propose de confectionner des chaussures « hors rationnement » c'est-à-dire en promouvant de nouvelles matières non contingentées comme les cuirs artificiels, les feutres, le bois, la paille, le raphia... De nombreuses femmes n'ont pas d'autre choix que de se rabattre sur les sabots de bois que l'on enfiler sur une paire de chaussons.

²⁹² Assiette en porcelaine avec décor peint par sérigraphie (1942). Elle est frappée par le tampon de la *Kriegsmarine*, nom de la marine du Reich entre 1935 et 1945.

²⁹³ GOB André, DROUGUET Noémie, *op. cit.*, p. 109.

²⁹⁴ Le bouillon « KUB » est commercialisé par l'entreprise Maggi dès le début du XX^e siècle. Produit déshydraté, il permet d'agrémenter certains plats.

²⁹⁵ Le Viandox est lancé au début des années 1920 en France par la marque Liebig. C'est une sauce salée contenant un peu d'extrait de viande, destinée à aromatiser des plats. Nous pouvons la retrouver sous forme solide et liquide.

Nous avons également déniché des objets plus rares mais tout aussi intéressants :

- Boîte en carton de confiseries (1930-1950) ;
- Boîte de crème de pois (après le 20 octobre 1940-1944) ;
- Sachet d'arôme de fleur d'oranger (avant septembre 1939 mais en vigueur entre 1940 et 1945) ;
- Pastilles de saccharine soluble²⁹⁶ (1940-1945) ;
- Coloration Solteint²⁹⁷ (années 1930-1940) ;
- Charbon de gazogène²⁹⁸ (1940-1949).



Figure 14 - Vitrine présente dans la seconde salle de l'exposition
© DELPECH Enzo, 2023

4. L'iconographie et les problèmes de droit à l'image

Après les textes et les objets, l'iconographie est une étape fondamentale dans la conception d'une exposition. Nous souhaitons utiliser des images impactantes comme la reproduction d'une étoile jaune, portée par les Juifs durant la Seconde Guerre mondiale. Ne souhaitant pas abîmer l'objet, nous préférons en faire une reproduction numérique. C'est un choix conceptuel destiné à conserver au maximum, l'intégrité des fonds du musée. Notre

²⁹⁶ Les pastilles sont produites par la société Rhône-Poulenc (RP). C'est un groupe chimique et pharmaceutique d'origine française issu en 1928 du rapprochement de la Société chimique des usines du Rhône et des établissements Poulenc frères. La société ferme définitivement en 1999.

²⁹⁷ C'est une coloration pour les jambes qui remplace les collants. Durant ces années de privations, l'entreprise parisienne Roger & Gallet inonde le marché de produits servant à imiter les collants en nylon féminins. Inventés en 1938, la Guerre stoppe la diffusion des bas nylons. Les femmes se maquillent les jambes avec du thé ou se dessinent parfois les jambes au crayon pour donner l'illusion des coutures d'un collant.

Roger & Gallet est une maison de parfum française, fondée en 1862 à Paris. Marque spécialisée dans la cosmétique et le bien-être par le parfum, elle intervient sur trois métiers : la parfumerie, la toilette et le soin du corps.

²⁹⁸ Le gazogène, inventé au XIX^e siècle, est un appareil permettant de produire un gaz grâce à la combustion de bois, coke, anthracite ... qui peut alimenter des moteurs classiques ou des chaudières. Pendant la Seconde Guerre mondiale, l'essence devient rare et se retrouve rationnée. Le système de gazogène est alors utilisé pour pallier l'absence de carburant automobile.

iconographie accompagne et étaye les textes. Des images viennent parer les murs du sujet d'étude. Ainsi, au-dessus du bureau de la personne chargée de la médiation, une image de 2 mètres sur 1 mètre représentant une femme en train de découper ses tickets de rationnement trône.

Toutefois, lors de nos recherches iconographiques, nous nous sommes retrouvés face à une profonde difficulté que nous n'avions pas évalué à juste titre : le droit à l'image, le droit d'auteur²⁹⁹. Ainsi, il convient de rappeler ici ce que signifie et ce qu'implique ces deux aspects. Avant de vouloir utiliser une photographie, un dessin, ou tout autres éléments iconographiques, il est nécessaire de s'assurer -si cela est possible- des conditions fixées par des licences. Beaucoup de ressources numériques sont encore sujettes à des droits d'auteurs. En France, les droits patrimoniaux perdurent jusqu'à 70 ans après la mort de l'auteur. Ainsi, s'il n'y a pas eu de rachat des droits durant cette période, l'œuvre tombe dans le domaine public. Par conséquent, il est préférable d'utiliser des documents disponibles sous licence libre (Creative Commons). Cependant, là-encore, certaines images -même libre de droits- impliquent des conditions. Nous ne pouvons ni les retoucher, ni les corriger.

Pour contrer ce problème nous avons, durant deux semaines, contacter des organismes détenteurs des droits afin de savoir si nous pouvions réutiliser leurs fonds. Nous avons rapidement abandonné l'utilisation de certaines images à cause des frais demandés par des agences de presse³⁰⁰. Nous ne souhaitons pas dépenser d'argent dans l'utilisation d'images et nous avons trouvé des solutions de remplacement.

Lors de nos recherches iconographiques, nous souhaitons varier les supports. Ainsi, nous utilisons des documents d'archives, des photographies, des reproductions d'objets mais également des affiches. Plusieurs partenaires nous ont aidé à disposer d'images libres de droit, comme le Musée de l'affiche de Toulouse (MATOU) ou encore les Archives départementales des Hauts-de-Seine. Nous devons mentionner ici l'aide précieuse du Centre d'Histoire de la Résistance et de la Déportation de Lyon (CHRD) qui nous a gracieusement envoyé plus de dix documents scannés à notre demande. Leur collection est extrêmement riche et vient compenser les manques iconographiques du MRDL.

²⁹⁹ Toutes les informations concernant le droit à l'image ou le droit d'auteur sont issus des documents produits par le Gouvernement français.
https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/apie/propriete_intellectuelle/publications/utiliser_contenu_et_apes_essentielles.pdf et <https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F32103>

³⁰⁰ Pour une photographie unique de Pétain en 1940 dans les vignes du Beaujolais, l'agence de presse demande plus de 180 € pour une utilisation couvrant uniquement deux mois de présentation.

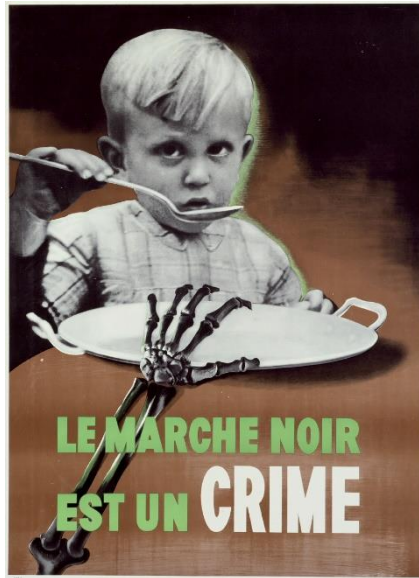


Figure 15 - Affiche de propagande pétainiste (1940)
© Musée de l'affiche de Toulouse – AF 6551

5. Conceptualiser l'exposition grâce aux outils numériques et à l'utilisation d'une charte graphique

Après avoir collecté toutes ces informations (textes, iconographie et objets), nous avons réfléchi à la conception graphique de l'exposition. Ainsi, en binôme avec Charlotte Leroy, nous avons procédé à toute la conception graphique grâce aux logiciels InDesign et Photoshop³⁰¹.

Pour ce faire, nous avons décidé d'utiliser le motif des « carreau vichy » pour jalonner l'exposition. En effet, au-delà de sa résonance avec la nouvelle capitale de l'État français, le carreau vichy nous est apparu comme une évidence pour symboliser la donnée alimentaire. Présent chez toutes les grands-mères sous forme de nappe, serviette, torchon, ou encore tablier, ce tissu évoque pour beaucoup de nombreux souvenirs. Ainsi, il est présent sous forme de bandeaux en haut et en bas de chacun de nos panneaux, mais aussi en toile de fond pour les vitrines. Il est aussi présent dans les différents médias que nous avons produits : voile-plume, affiche³⁰², carton d'invitation, plaquette, livret-jeu. Nous avons déployé notre charte graphique sur tous nos supports. Elle forme l'identité de notre exposition et les visiteurs peuvent retenir ce visuel « Vichy ».

³⁰¹ Grâce à nos études en Histoire, nous avons acquis quelques connaissances sur ces logiciels. Cependant, nous avons dû nous former sur le tas pour parvenir à mener à bien la conception graphique de toute l'exposition.

³⁰² Voir Annexe « Affiche de présentation de l'exposition » (Cf. p.155).



Figure 16 - Visuels Vichy utilisés tout au long de l'exposition
© DELPECH Enzo & LEROY Charlotte, 2023

Différentes couleurs sont associées à différentes thématiques qui jalonnent notre exposition. Ainsi, alors que le bleu symbolise les données de contexte historique, le motif rouge est associé au régime de Vichy. Le vert est associé à la vie quotidienne et le violet à des thématiques plus précises, comme le rôle des femmes ou celui des commerçants. Le rose symbolise les événements liés aux maquis et à la période de la Libération alors que le jaune est associé à des éléments plus globalisants.

Pour ce qui est de la typographie, nous nous sommes appuyés sur la charte visuel du Pays d'Art et d'Histoire (PAH), avec l'emploi de police d'écriture spécifique. Nous avons également complété cette charte avec l'utilisation d'une typographie rappelant celle des machines à écrire de l'époque et, *de facto*, la grande majorité des sources archivistiques que nous utilisons pour ce sujet. De plus, nous voulions mettre en couleur les mots les plus importants, afin de capter l'attention du public et de jalonner le propos.

RATIONNEMENT

Rationnement

Rationnement

Figure 17 - Exemples de typographies employées
© DELPECH Enzo & LEROY Charlotte, 2023

Par conséquent, pour concevoir une exposition, il convient de s'attarder sur une multitude de paramètres parmi lesquels, le choix d'un parcours scénographique, le choix des textes, des illustrations mais également des objets qui jalonnent l'exposition. Comme nous l'avons vu, cette mise en scène implique des problématiques, à l'instar du droit à l'image. Désormais, il convient de revenir sur l'offre de médiation proposée durant notre exposition et sur quelques retours perceptifs sur l'ensemble du stage.

Chapitre 3 : Retours méthodologiques et théoriques

1. L'importance de la médiation culturelle

Après avoir réalisé notre exposition sur la vie quotidienne lotoise entre 1939 et 1949, il nous est apparu opportun de devoir concevoir des outils de médiation afin de cibler un plus large public. Pour ce faire, nous réalisons plusieurs supports (écrits et oraux) destinés à encourager les publics à faire le pas dans notre exposition. Toutefois, avant de revenir sur la conception de ces médias, il convient de s'arrêter un instant sur l'origine de la médiation culturelle et ses enjeux actuels.

Ainsi, après la fin de la Seconde Guerre mondiale, les mouvements d'éducation populaire réinvestissent le champ culturel. Les acteurs de l'époque souhaitent se servir de la culture pour éduquer les publics -notamment les jeunes-. Cependant, avec la décision gaullienne d'amputer au ministère de l'Éducation nationale, les affaires culturelles en 1959, la situation évolue. De Gaulle³⁰³ crée le ministère des Affaires Culturelles et place à sa tête André Malraux³⁰⁴ jusqu'en 1969. Cependant, les événements de Mai 68 insistent sur le fait que la culture est encore réservée à une élite bourgeoise et dénonce le manque de moyens mis en place pour démocratiser la culture à tous. Les professionnels de l'éducation et de la culture s'interrogent ainsi sur les transformations nécessaires que doivent effectuer les institutions culturelles à l'aune des années 1970. Dans ce contexte, la question de la médiation devient de plus en plus prégnante. Elle doit se différencier de l'éducation, de par sa temporalité, mais aussi en facilitant l'appropriation au plus grand nombre³⁰⁵. L'article 7 de la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002, relative aux musées de France explique que « *Chaque musées de France dispose d'un service ayant en charge les actions d'accueil des publics, de diffusion, d'animation et de médiation culturelles.* ».

Par conséquent, le but d'une médiation culturelle est de mettre en place des actions visant à mettre en relation un public visé avec une œuvre artistique ou une proposition culturelle. Il s'agit, pour le public, de s'approprier le contenu présenté grâce à des outils différents, proposés en fonction de critères socio-démographiques et / ou culturels. Les actions de médiation peuvent être organisées par les établissements culturels (musées, lieux patrimoniaux, théâtres, bibliothèques, *etc.*) mais aussi par des institutions extérieures à ces établissements, qu'il s'agisse

³⁰³ Charles De Gaulle, Président de la République Française du 8 janvier 1959 au 28 avril 1969.

³⁰⁴ André Malraux (1901-1976) est un écrivain, homme politique et résistant français.

³⁰⁵ Éléments de contexte recueillis grâce à l'article de BORDEAUX Marie-Christine, CAILLET Élisabeth, « La médiation culturelle : pratiques et enjeux théoriques », *Culture & Musées*, Hors-série, 2013, p. 139-163.

de services publics (commune ou département) ou d'associations liées à des projets culturels.³⁰⁶ Dans notre cas, il s'agit d'institutions extérieures, puisque c'est la Direction du patrimoine de la Ville de Cahors, partenaire de la création du futur musée de la Résistance du Lot, qui participe au projet culturel d'un musée « hors les murs » que nous avons détaillé plus tôt dans ce travail.

1.1. Une proposition de médiation écrite : plaquette de présentation, livret-jeux et dossier pédagogique

Très souvent, les médiations écrites sont les outils les plus utilisés pour capter les différents publics. La forme la plus ancienne mais également la plus courante est bien évidemment l'étiquette (ou cartel) qui accompagne chaque objet exposé dans une exposition ou un musée, détaillant ses caractéristiques de base. Ces cartels sont souvent accompagnés de textes courts expliquant leur intérêt et leur contexte de production. C'est le choix que nous faisons dans notre exposition. Comme vu précédemment, des cartels accompagnent chaque objet et un court texte est présent dans la seconde vitrine pour rappeler les multiples raisonnements -pas seulement alimentaire- auxquels doivent faire face les Lotois dans cette période (textile, essence, cuir, hygiène, *etc.*).

En parallèle de notre exposition, il nous est apparu opportun de réaliser une plaquette³⁰⁷ reprenant l'essentiel des thématiques abordées dans l'exposition afin de garder une trace de ce travail. Afin de réaliser cette offre de médiation, nous utilisons les mêmes logiciels de conception graphique que ceux utilisés pour l'élaboration des panneaux de l'exposition (InDesign, Photoshop, Illustrator). Nous souhaitons reprendre le motif « Vichy » sur cette plaquette ainsi que la typographie utilisée sur nos cartels. Ainsi, nous pouvons proposer gratuitement aux visiteurs, une plaquette de huit pages.

Pliée en portefeuille, la plaquette présente quatre volets amovibles, donc en tout huit pages de contenu. Outre les pages de titre et de remerciements, nous souhaitons reprendre le parcours mis en place dans notre exposition. Ainsi, la plaquette s'ouvre sur deux pages mobiles qui se répondent dans leurs titres : « d'une guerre ... à l'autre ... », reprenant le titre de notre première salle d'exposition. Sur ces deux pages, sont repris les éléments de contextes présentés dans le parcours scénographique à savoir :

³⁰⁶ ABOUDRAR Bruno Nassim, MAIRESSE François, *La médiation culturelle*, Presses Universitaires de France, « Que sais-je ? », Paris, 2022.

³⁰⁷ Voir Annexe « Plaquette d'exposition » (Cf. p.156).

- Sur la page de gauche : la Première Guerre mondiale, la montée des régimes totalitaires, le contexte français des années 1930 et les accords de Munich ;
- Sur la page de droite : l'invasion de la Pologne (1939), le déroulement du conflit, l'armistice (1940), la mise en place du régime pétainiste et la création d'une politique de rationnement.

Ensuite, lorsque l'on ouvre la suite de la plaquette, nous pouvons observer quatre pages, reprenant certaines thématiques abordées dans l'exposition. Bien entendu, nous ne pouvons pas aborder l'ensemble des thèmes de l'exposition sur un format aussi petit. Néanmoins, nous nous sommes attardés sur les thématiques principales du sujet, en proposant une iconographie différente que celle présente dans l'exposition. Ainsi, le lecteur peut profiter des thématiques suivantes :

- Première page (la plus à gauche) : l'évolution du coût de la vie dans le Lot durant la période et l'explosion des prix symbolisés par des graphiques réalisés par Charlotte Leroy ;
- Deuxième page : la question des produits de substitution (*ersatz*) ainsi que les problématiques liées au marché noir, le cas des professionnels (restaurateurs, hôteliers, commerçants) ainsi que la question du vin dans le département, grâce à des photographies inédites de Jean-Michel Rivière et de la Société des Études du Lot ;
- Troisième page : l'évolution et le ravitaillement des maquis sur la période 1940-1945 ainsi que les nouvelles pénuries qui apparaissent après la Libération (1945-1949) étayées par des documents des Archives départementales du Lot ainsi que des Archives municipales ;
- Quatrième page (la plus à droite) : reprenant les différences entre villes et campagnes dans le Lot, grâce à des photographies de la Société des Études du Lot.

Ainsi, grâce à l'apport de cette plaquette d'exposition, nous reprenons en quelques sortes le concept d'un catalogue que nous distribuons à tous les visiteurs pour qu'ils puissent avoir une trace écrite. Cela permet également à ceux et celles qui ne peuvent -ou ne souhaitent- pas tout lire lors de leur venu, de pouvoir en savoir plus.

Néanmoins, il convient également de s'adresser au jeune public, qui reste la cible prioritaire de toute action de médiation. En effet, le jeune public est fondamental lors de la création d'une offre pédagogique. Il faut ainsi leur proposer des activités ludiques en lien avec le sujet présenté sans pour autant les perdre dans des considérations trop complexes. En effet, il faut garder en tête qu'à douze ans, l'enfant n'a entendu parler de la Seconde Guerre mondiale qu'en classe de CM2 au travers du thème 3 : « la France, des guerres mondiales à l'Union

Européenne ». De ce fait, il convient de parvenir à capter leur attention sans les infantiliser, en adaptant les activités à leur âge et, dans notre cas, aux attendus de l'Éducation Nationale. De ce fait, nous proposons, en complément d'une visite familiale et / ou scolaire, un livre-jeu de douze pages destinés aux enfants de sept à douze ans, destiné à leur faire apprendre des choses au travers d'un contenu et d'activités ludiques.³⁰⁸

Pour parvenir à ce résultat, nous avons réfléchi à un récit mettant en scène des résistants, prêts à tout pour déjouer les pièges tendus par les Allemands. Par conséquent, l'enfant qui souhaite jouer aux jeux de ce livret doit faire équipe avec Ange pour parvenir à gagner la confiance de Georges, le chef des maquis³⁰⁹. Pour ce faire, l'enfant doit se repérer géographiquement en remplaçant des lieux sur une carte du Lot mais également dans le temps, en remplaçant des événements sur une frise chronologique. Nous répondons donc à deux compétences du cycle 3, à savoir : « se repérer dans le temps : construire des repères historiques » et « se repérer dans l'espace : construire des repères géographiques ». Dès le départ, nous souhaitons proposer une offre jeune public qui soit au plus près des attendus éducatifs des sept-douze ans, tout en proposant des activités ludiques. De ce fait, une succession de différents jeux viennent ensuite guider l'enfant dans sa quête, à l'instar d'un labyrinthe, d'un coloriage, d'un jeu de décryptage ou encore d'un mot mêlé. Une médaille -présente sur les panneaux d'exposition- signale aux enfants qu'un jeu est possible et ces derniers doivent s'aider de ce qu'ils voient pour parvenir à avancer dans les étapes du livret.

Également, il nous est apparu opportun d'ajouter sur certaines pages du livret, des encarts explicatifs sur le contexte de l'époque ou sur des éléments de vocabulaire, plus complexe. Par exemple, nous rappelons les grands axes de la politique juvénile du régime pétainiste et nous revenons sur la définition de la propagande.



8

Figure 18 - Exemple d'un encart sur la propagande (p.8)
© DELPECH Enzo & LEROY Charlotte, 2023

³⁰⁸ Voir Annexe « Livret-jeux » (Cf. p.157).

³⁰⁹ Au passage, nous souhaitons rappeler ici que les noms des résistants n'ont pas été choisis au hasard puisque « Georges » est en fait le pseudonyme de Robert Noireau, chef des maquis du Lot, et « Ange », celui d'Ange Arizat, instructeur des maquis lotois.

Nous avons également été chargés de proposer un dossier pédagogique pour les collégiens, traitant de la donnée alimentaire dans le département durant la Seconde Guerre mondiale. Afin de créer un dossier valable, nous nous sommes longuement entretenus avec Caroline Mey-Fau, 9^{ème} vice-présidente du département du Lot, en charge du Patrimoine historique, de l'Archéologie préventive et des Archives départementales. De plus, nous avons consulté l'avis de notre directrice d'étude, Sophie Brenac-Lafon, car elle réalise dans le cadre du service éducatif des Archives départementales du Lot³¹⁰, des ateliers pédagogiques sur des sujets précis. Nous avons aussi demandé l'aide d'anciennes professeurs d'Histoire-Géographie, comme Christiane Bouat.

Toutes les personnes rencontrées sont unanimes. Il convient de mettre en place des activités ancrées géographiquement en fonction de l'établissement scolaire. Par exemple, pour des élèves de Gramat, il convient de proposer des documents qui traitent de la vie quotidienne à Gramat entre 1940 et 1945. Cela permet aux enseignants d'incarner véritablement des sujets parfois flous pour les élèves et de pouvoir proposer des activités plus attractives. Aussi, il convient de travailler en lien avec les Archives départementales du Lot. En effet, il peut s'agir d'ateliers mis en place lors de visites programmées par les enseignants du département à Cahors.

1.2. Une médiation orale : conférence et visite mémorielle

Selon Bruno Nassim Abouddrar et François Mairesse, les actions de médiation sont pensées, pour la grande majorité, comme des moments de transmission de connaissances³¹¹. C'est pourquoi, au travers de visites guidées ou de conférences, cette transmission peut s'exprimer le plus simplement possible. Les médiateurs doivent capter leur public en l'entraînant dans ses propos, qui doivent être le plus limpides possibles. Certes, la conférence et la visite guidée, ne sont pas de exercices faciles, mais notre expérience dans ces domaines et notre connaissance du sujet, peut nous permettre de réussir ces nouvelles missions.

Afin de communiquer sur notre exposition, son contenu et ses modalités d'accueil, la Direction du patrimoine de la Ville de Cahors nous a proposé de faire une conférence à deux voix sur le sujet. Ainsi, le mardi 4 juillet à 18h30 dans la salle Henri-Martin de l'Hôtel de Ville, Charlotte Leroy et moi-même avons parlé du sujet alimentaire dans le Lot entre 1939 et 1949. Nous sommes revenus conjointement sur la mission qui nous a été confié par notre structure

³¹⁰ Les Archives départementales du Lot possèdent un véritable service éducatif avec un professeur chargé de mission par la Délégation académique à l'éducation artistique et culturelle (DAAC) de l'académie de Toulouse, ce qui n'est pas le cas de toutes les structures culturelles du département.

³¹¹ ABOUDDRAR Bruno Nassim, MAIRESSE François, *op. cit.*

de stage, notre phase d'investigation (recherches bibliographiques, archivistiques et iconographiques) mais également sur la conception de cette exposition. Ensuite, nous nous sommes attardés sur un résumé du contenu de notre travail commun en présentant brièvement les deux salles d'exposition et les thématiques abordées. Enfin, nous avons conclu en évoquant les difficultés rencontrées au cours de cette mission (droits d'auteurs, manque de sources et de témoignages) et des apports que nous pourrions encore y apporter. Cet événement est couvert par les journaux locaux à l'image de la *Vie Quercynoise* ou encore *La Dépêche*.³¹²

De plus, nous organisons une visite mémorielle sur les « lieux et événements de la Seconde Guerre mondiale à Cahors » le jeudi 17 août à partir de 15 heures. Pourquoi le 17 août ? Car c'est le 79^{ème} anniversaire de la Libération de Cahors, le 17 août 1944. Cette visite est, depuis de nombreuses années, animée par Emmanuel Carrère, chef de projet du futur musée de la Résistance. Cependant, cette année, il ne peut pas la réaliser pour cause de congés. C'est donc la Direction du patrimoine de la Ville de Cahors qui nous a demandé de le remplacer pour une visite à deux voix.

D'une durée d'environ 2 h 30, cette pérégrination débute aux monuments aux morts de la place De-Gaulle, permettant ainsi d'évoquer l'importance de la Grande Guerre dans les consciences lotoises de l'entre-deux-guerres. Puis, elle se dirige vers l'ancien site de la Caserne Bessières. Le but est de redescendre vers la place de la Cathédrale, en passant par la rue Émile-Zola pour évoquer la Villa Artigues -siège de la « Gestapo » - mais également le Secours National. Une visite de la rue Wilson est aussi de mise pour évoquer le centre hospitalier de Cahors, refuge de nombreux Juifs et réfractaires au STO, mais également l'Hôtel de l'Europe -siège de la *Kommandantur*- et les maisons de personnages importants. Ensuite, un arrêt devant l'Hôtel de Ville permet d'évoquer la démission forcée d'Anatole De Monzie en 1942 mais également les problématiques liées à l'Épuration, après 1944. Un autre arrêt sur la place Gambetta permet de revenir sur la réunion constitutive de la Milice au théâtre municipal le 27 février 1943 mais également d'aborder le « Café du Midi » -situé juste en face- repère de résistants jusqu'en 1944. Après avoir déambulé rue de la Halle, devant l'ancien local du STO, la visite prend fin devant la Cathédrale en évoquant les difficultés alimentaires lors des marchés mais aussi le rôle de l'Église catholique durant cette période.

³¹² Voir Annexe « Article La Dépêche du 9 juillet 2023 » (Cf. p.158).

1.3. Une expérience de médiation auprès du grand public

Par manque de candidatures pour l'été 2023 à la médiation des expositions présentées par la Direction du patrimoine de la Ville de Cahors, notre directrice de stage, nous propose de réaliser, conjointement avec ma camarade, la médiation de notre exposition entre le 1^{er} août et le 17 septembre. C'est avec plaisir que nous avons acceptés, notamment pour nous permettre d'avoir une expérience nouvelle dans le monde de la médiation culturelle.

Ainsi, nous sommes présents à la Prévôté du mardi au vendredi de 10 h 30 à 13 h et de 15 h à 18 h 30 et le samedi, de 15 h à 18 h. Nous accueillons tous les publics, français et étrangers, jeunes et plus âgés, dans le but de leur faire découvrir la vie quotidienne lotoise entre 1939 et 1949. C'est une belle expérience, nouvelle pour nous deux, car nous sommes directement confrontés aux publics qui jugent notre travail. Dans l'ensemble, à ce stade, nous avons des retours plutôt positifs. Ce qui plaît beaucoup, c'est cette volonté de mise en contexte -dans la première salle- qui pose les bases du sujet. Ainsi, les personnes qui connaissent déjà assez bien cette thématique, peuvent se permettre de passer plus vite dans cette salle, alors que ceux qui découvrent ce thème, y passent plus de temps. Le panneau de mise en perspective avec les autres pays du globe attire également l'attention des français, comme des visiteurs étrangers. Certains sont surpris de voir des mesures de restrictions plus strictes dans d'autres pays, pourtant déclarés « neutres » dans le conflit (Espagne). Les visiteurs anglo-saxons ou hispaniques sont ravis de pouvoir comparer la situation française avec celle de leur pays. De la même façon, le panneau de mise en contexte géographique est très utile pour les touristes, non lotois. Cela leur permet de se repérer dans l'espace et d'entrevoir les principaux sites touristiques à visiter dans la cité cadurcienne. Certaines personnes vont même visiter les lieux dont nous parlons dans l'exposition, comme le siège de la Gestapo -rue Émile-Zola- ou encore l'Hôtel de l'Europe -rue Wilson-.

Cette nouvelle expérience nous permet de « tester » nos travaux ainsi que nos médias de médiation, en analysant leur réception sur le grand public. Certains jeunes font les activités proposées dans le livret-jeux et les retours sont plutôt positifs. La plaquette d'exposition est valorisée par les visiteurs, qui saluent le travail effectué. Le public est assez vaste, allant de simples touristes, à des locaux ou encore des professeurs de faculté, des élus, bénévoles d'association ou encore des historiens. Tous nous félicitent pour le travail réalisé et relèvent également la clarté du propos et la richesse des illustrations proposées. Cependant, nous sommes également confrontés à des obstacles, que nous aborderons plus tard dans ce mémoire.

2. Retours perceptifs sur le stage

2.1. De nombreux apports professionnels et personnels

Pour rappel, notre mission est de réaliser une exposition sur la donnée alimentaire dans le Lot entre 1939 et 1949. Cette étude est complexe mais l'accompagnement et les encouragements des équipes de la Direction du patrimoine et du musée, nous ont permis de mener ce travail à terme. En outre, l'actualité culturelle liée au musée joue en notre faveur car elle nous permet de nous insérer dans les activités de préfiguration, allant même en en proposer de nouvelles. L'année prochaine sera marquée par les commémorations du 80^e anniversaire de la Libération de la France et du Débarquement, période propice au bouillonnement intellectuel et culturel.

Nous tenons à revenir également ici sur l'accompagnement de qualité de notre directrice stage, Laure Courget, qui nous a laissé monter cette exposition et proposer des outils de médiation, sans jamais nous freiner dans nos idées. Sa rigueur professionnelle nous permet de progresser constamment et nous la remercions de nouveau pour ses encouragements et sa confiance. Le fait de nous avoir laissé réaliser cette exposition de A à Z, nous a permis d'acquérir de nouvelles connaissances et d'en consolider certaines.

La formation en Master Gastronomie, Vins, Cultures et Sociétés (GVCS) nous a permis d'acquérir de solides connaissances en patrimonialisation, politiques publiques mais également, les activités proposées dans le cours d'œnologie -de Dominique Alvarez- nous ont permis de mieux réfléchir sur des offres jeunes publics. Bien entendu, nos compétences acquises dans notre cursus en Histoire, nous ont permises de parvenir à un solide travail de recherche, étayé par la lecture d'une importante bibliographie.

Ce stage nous a permis d'ajouter un nouveau sujet de recherche à nos travaux personnels. En effet, la donnée alimentaire n'a jamais été au centre de nos études historiques à Limoges. Trop souvent étudiées dans un ensemble plus vaste de crises économiques ou politiques, la donnée alimentaire en tant que telle ne fait que rarement l'objet d'une étude ciblée. Nous souhaitons, tous deux, poursuivre ces recherches dans le futur par le biais de publications scientifiques ou encore de communications.

Notre nouvelle expérience dans l'univers de la médiation est également riche de sens. Elle nous permet d'ouvrir notre spectre d'actions et de réflexions et ainsi, de pouvoir proposer de nouvelles compétences à notre futur employeur. Ayant été, à la fois, les chercheurs, les

graphistes, les scénographes et les muséographes de cette exposition, la Direction du patrimoine de la Ville de Cahors nous a fait confiance et nous permet aujourd'hui de pouvoir prétendre à de nouveaux horizons professionnels. Cette confiance, renforcée par l'amplification de notre réseau professionnel, nous permet d'être au fait des volontés politiques mais également des demandes patrimoniales prégnantes à Cahors.

Enfin, le fait d'être associé à un projet de restructuration de musée est un élément majeur, non négligeable dans les apports de ce stage. En effet, travailler avec différents interlocuteurs au rétablissement d'un établissement « muséal » nous a permis d'entrevoir les métiers liés au pilotage public. Le fait de ne pas travailler pour un établissement figé, avec ses savoirs-faires et ses exigences, est un atout pour la réalisation de cette exposition. Toutefois, la nécessité de parvenir à mener des actions patrimoniales pour un musée « hors les murs », entraîne inévitablement des obstacles.

2.2. Des obstacles prégnants

Lors de ce stage à la Direction du patrimoine de la Ville de Cahors, certains obstacles ont été prégnants. D'abord, le fait de travailler à la réalisation d'un projet d'animation pour un musée qui est encore en création, n'est pas chose simple. Effectivement, il fallait parvenir à valoriser les fonds de l'association du musée de la Résistance, de la Déportation et de la Libération du Lot, tout en l'enrichissant d'autres sources. Les fonds présents dans la réserve du musée sont assez mal connus et il convient de les donner à voir au plus grand nombre.

De plus, nous avons eu beaucoup de mal à pallier à l'absence de sources concernant le monde viticole cadurcien entre 1939 et 1949. En effet, nous avons pourtant contacté la Maison Baldès (Clos Triguedina)³¹³, l'Union Interprofessionnelle du Vin de Cahors (UIVC) et la Fédération des vignerons indépendants du Lot³¹⁴, sans résultats. De plus, nous manquons grandement de témoignages oraux sur la vie quotidienne, qui pourraient enrichir la recherche historique. De la même façon, nous sommes frustrés de ne pas avoir pu aborder plus amplement la place des Juifs dans ces restrictions alimentaires. Grâce à la lecture de certains ouvrages, nous pouvons affirmer que, dans les grandes villes, les Juifs souffrent d'avantage des pénuries mais nous n'avons pas trouvé ces informations sur le département du Lot. Malgré une rencontre avec Christelle Bourguinat -membre du comité scientifique du futur musée et spécialiste des Juifs dans le Lot-, nous n'avons pu collecter plus d'informations sur ce thème.

³¹³ Le Clos Triguedina est un vignoble cadurcien basé à Vire-sur-Lot.

³¹⁴ La Fédération des vignerons indépendants du Lot est mise en place en 1982.

Nous pouvons revenir également sur les difficultés liées au droit à l'image. Au départ, nous souhaitons créer des panneaux autour des musiques et des films qui traitent des restrictions alimentaires. Cependant, nous avons vite déchanté lorsque nous nous sommes retrouvé face au budget colossal que cela représente pour diffuser de la musique ou juste exposer des affiches de films.

Enfin, l'une des difficultés prégnantes, lors de la médiation est la faible affluence de notre lieu d'exposition, par rapport à celles présentées au grenier du chapitre. De ce fait, malgré la situation stratégique de la Prévôté -juste sur le côté de l'entrée de la Cathédrale- elle ne jouit pas de la même affluence qu'au grenier du chapitre. Les touristes se précipitent directement dans la Cathédrale sans regarder autour d'eux. Malgré les affiches, les panneaux d'indications et les voiles-plumes, ce lieu d'exposition ne jouit pas d'une importante popularité. Après des discussions avec Laure Courget, nous comprenons que ce n'est pas liée au sujet de notre exposition mais bien au lieu. L'affluence se cantonne à environ quarante personnes par jour contre plus de 150 pour le grenier du chapitre. Néanmoins, les personnes qui visitent nous donnent de très bons retours.



Figure 19 - Extérieur de l'entrée de la Prévôté
© DELPECH Enzo, 2023

Conclusion

Plusieurs axes se dégagent à la lecture de cette dernière partie. Tout d'abord, nos investigations menées dans le cadre de ce stage nous ont permis d'obtenir une base solide de réflexion sur la situation du Lot, et plus particulièrement des campagnes, entre 1939 et 1949. Nous savons désormais que plusieurs thématiques se dégagent de cette analyse et qu'il convient de les aborder dans notre exposition. Ainsi, il faut revenir sur l'importance du contexte dans lequel cette politique de rationnement se met en place. Il convient également que le visiteur est en tête le contexte local et la profonde ruralité du département lotois à la veille de la guerre. De la même façon, les thématiques liées aux réquisitions, au troc, à la Résistance ou encore aux colis alimentaires, doivent figurer dans l'exposition. Le public doit comprendre que la Libération ne marque pas l'arrêt brutal des pénuries et que les cartes de rationnement perdurent encore jusqu'en 1949.

C'est pourquoi, il est primordial de mettre en place un parcours scénographique le plus limpide possible, pour pouvoir aborder sereinement cette exposition. Les textes doivent être courts, impactant et synthétiques, pour que le public reparte avec le sentiment d'avoir appris des choses. Ce dernier doit s'appuyer sur une iconographie riche, mêlant documents d'archives, photographies, dessins de presse ou encore objets en vitrine. Néanmoins, il convient de rester prudent et de s'assurer que les illustrations choisies ne sont pas soumises à des droits d'auteurs, véritable obstacle à la conception graphique. Dans ce stage, nous sommes en quelque sorte, les chercheurs, les scénographes, les rédacteurs et les concepteurs de notre exposition. Tous ces paramètres doivent donc être maîtrisés pour que l'exposition soit la plus claire possible.

Une expérience supplémentaire de médiation de notre exposition nous est offerte par notre structure d'accueil. Nous devons donc réaliser des médias destinés au grand public, mais également aux enfants, pour « tester » la réception de notre travail. Ce travail de médiateur culturel, s'accompagne d'un travail de communication sur ces travaux, rendu possible notamment grâce à la conférence. Enfin, si les apports professionnels et théoriques de cette expérience au sein de la Direction du patrimoine sont nombreux, il convient également de revenir sur les obstacles dans nos recherches et notamment du manque de source sur le monde viticole.

Conclusion générale

Pour conclure, la mission confiée par la Direction du patrimoine de la Ville de Cahors, est de réaliser une exposition autour de la question alimentaire dans le Lot entre 1939 et 1949. Ainsi, durant ces six mois de stage, conjointement avec ma camarade, Charlotte Leroy, nous devions à la fois réaliser les recherches autour de cette thématique, proposer le contenu de l'exposition mais également envisager des outils de médiation, destinés à valoriser notre travail.

Pour ce faire, nous devons d'abord, comprendre et étudier les structures dans lesquelles nous sommes accueillis durant six mois. Ainsi, il fallait envisager les relations entre la maison du patrimoine et le futur musée de la Résistance du Lot, comme une volonté de valorisation et d'actions de préfigurations. Il faut répondre à une volonté politique claire : faire un musée « hors les murs ». Ensuite, nous devons rassembler nos connaissances historiques acquises lors de notre cursus précédent, mais également, celles acquises tout au long du master Gastronomie, Vins, Cultures et Sociétés. Afin de dégager les enjeux professionnels de cette commande, nous sommes appuyés sur un corpus de ressources et de sources solides. De ce fait, afin de parvenir à transmettre à un large public, l'attrait pour cette thématique, il convient de maîtriser le contexte qui entoure cette dernière grâce à des ouvrages majeurs comme ceux de Pierre Laborie, Anne Verdet ou encore Dominique Veillon et Fabrice Grenard. Il faut ainsi bien avoir en tête la méthodologie historique de recherche et notamment les investigations à mener en archives, pour envisager sereinement la mise en place de cette exposition.

Ayant bien en tête les sources sur lesquelles nous pouvons envisager la création de l'exposition et sa diffusion auprès du public, il convient de se pencher sur les choix textuels, visuels et scénographiques de cette dernière. Ainsi, il convient de ne pas se précipiter et de tenter de contourner certains obstacles, comme celui du droit à l'image mais également d'avoir un esprit de synthèse aiguisé pour éviter les répétitions et les longueurs de propos. Nous pouvons également nous appuyer sur des outils de médiation créés par nos soins, à l'instar d'une plaquette d'exposition et d'un livret-jeu pédagogique pour les enfants. Ces différentes créations nous ont permis d'envisager nos travaux sous un autre regard et ainsi, d'adapter le propos à d'autres publics cibles. De la même façon, la conférence organisée par la Direction du patrimoine et les journées passées sur le terrain, en médiation, face aux différents publics, sont des marqueurs tangibles d'une plus-value professionnelle.

Grâce à toutes ces recherches, nous pouvons désormais répondre à nos interrogations de départ sur le sort des campagnes lotoises entre 1939 et 1949. Par conséquent, il convient de

nuancer une vision trop simpliste des choses qui tendrait à croire que les campagnes n'ont pas souffert des pénuries et que l'essentiel des difficultés se conjuguent en ville. En effet, la ruralité, elle-aussi, peine et traîne son lot de difficultés, mises en place par le nouveau régime politique de l'État Français. Ainsi, même s'il est vrai que les paysans lotois ont d'avantage soufferts des réquisitions que des pénuries, il convient de rappeler ici le poids organisationnel des tickets de rationnement et des coupons à tirer, pour les mères de familles, souvent nombreuses dans les campagnes. De la même façon, même si la majorité des lotois ne croisent pas de troupe d'occupation avant le printemps 1944, il ne faut pas négliger les ravages économiques et surtout psychologiques de la division SS « *Das Reich* ».

Par conséquent, grâce à ces recherches mais surtout à ce stage, de nouvelles opportunités professionnelles se font sentir. Ainsi, ayant touché à tous les aspects de la mise en place d'une exposition ; des recherches à la médiation, nous pouvons prétendre aujourd'hui à enrichir cette expérience auprès de la Direction du patrimoine de la Ville de Cahors, notamment dans le cadre de missions de recherches et d'accompagnement dans la création du futur musée de la Résistance.

Toutefois, il convient de revenir sur les limites de ces recherches et de la mise en place de cette exposition. Tout d'abord, il est vrai que le manque de ressources concernant le monde viticole dans nos travaux, peine grandement. Malgré de multiples tentatives, aucun acteur de ce domaine n'a souhaité nous aider dans ces recherches. Toutefois, nous sommes conscients qu'il existe des sources éparses, notamment en mairie, mais il faudrait beaucoup plus de temps pour pouvoir les consulter et les analyser convenablement. Cela fait partie des thématiques à étayer lors de travaux futurs, comme celle du ravitaillement de la Résistance. Beaucoup d'affabulations et de récits glorieux vantent la Résistance, mais qu'en est-il de la réalité de ces hommes et de ces femmes qui, quittant leur vie sociale, se retrouvent souvent égarer dans des bois, en souffrance alimentaire. L'intérêt des outils de médiation peut également être débattu. Il est vrai que la plaquette marche beaucoup auprès du public adulte, mais le livret-jeu pour les enfants, peine à être reconnu. Sans doute, faudrait-il envisager plutôt des outils numériques pour les jeunes publics ou des activités à faire directement sur les panneaux d'exposition. Autant de questionnements qui restent encore en suspens.

Afin d'élargir ce travail, il convient de l'enrichir notamment d'une étude diversifiée des autres lieux d'expositions liés à la Seconde Guerre mondiale en France et dans le monde. Ainsi, en analysant les offres pédagogiques et culturelles proposées par ces différentes structures, nous pourrions les comparer avec celles proposées ici.

Bibliographie

A. Supports méthodologiques

CROIX Alain, GUYVARCH Didier, (dirs.), *Guide de l'Histoire locale. Faisons notre Histoire !*, Paris, Seuil, 1990.

DESVALLÉES André, MAIRESSE François (dirs.), *Dictionnaire encyclopédique de muséologie*, Paris, Armand Colin, 2011.

PERCOT Marie, *Histoire locale : rencontres d'Ancenis*, Nantes, Siloë, 2000.

THUILLIER Guy, TULARD Jean, *Histoire locale et régionale*, Paris, Presses Universitaires de France, 1992.

❖ **L'historiographie du temps présent et de la mémoire**

BOURSIER Jean-Yves, « Le territoire, la mémoire, l'histoire et l'État », *Tumultes*, n° 16, 2001, p. 145-161.

FARGE Arlette, *Des lieux pour l'histoire*, Paris, Seuil, 2013.

GARCIA Patrick, « L'histoire du temps présent : une histoire comme les autres ? », *Mélanges de la Casa de Velázquez*, n°48-2, 2018.

HOFFMANN Élisabeth, « La mémoire de la « Résistance » », *Revue d'Alsace*, n° 145, 2019, p. 363-376.

LAURENTIN Emmanuel (dir.), *À quoi sert l'histoire aujourd'hui ?*, Paris, Bayard, 2010.

ROUSSO Henry, « L'histoire du temps présent, vingt ans après », *Bulletin de l'Institut d'Histoire du Temps Présent*, n° 75, juillet 2000.

❖ Muséologie et patrimoine

ABOUDRAR Bruno Nassim, MAIRESSE François, *La médiation culturelle*, Presses Universitaires de France, « Que sais-je ? », Paris, 2022.

AUDRERIE Dominique, *Questions sur le patrimoine*, Bordeaux, Confluences, 2003.

BABELON Jean-Pierre, CHASTEL André, *La notion de patrimoine*, Paris, Éditions Liana Levi, 1994.

BADET Claude, COUTANCIER Benoît, MAY Roland (dirs.), *Musées et patrimoine*, Paris, CNFPT, 1999.

BORDEAUX Marie-Christine, CAILLET Élisabeth, « La médiation culturelle : pratiques et enjeux théoriques », *Culture & Musées*, Hors-série, 2013, p. 139-163.

CAPRONNIER Jean-Charles, MARGUIN-HAMON Elsa, SMITH Paul, « Le Patrimoine de la Grande Guerre », *In situ. Revue des patrimoines*, n° 25, 2014.

CHAUMIER Serge, MAIRESSE François, *La médiation culturelle*. Armand Colin, 2013.

DE ALMEIDA Fabrice, « Musée d'histoire, histoire dans les Musées », *Vingtième Siècle, Revue d'Histoire*, n° 37, janvier-mars 1993, p. 148-150.

DOUVILLE Judith, « La mémoire passe à table », *Continuité*, n° 130, 2011, p. 32-35.

GAWIN Geoffroy, « Les évolutions des médiations testimoniales dans différents musées de la Résistance : du présentiel à l'audiovisuel », Thèse de doctorat en Sciences de l'information et de la communication, sous la direction de Michèle GELLEREAU, Lille 3, École doctorale Sciences de l'homme et de la société, 2017.

GOB André, DROUGUET Noémie, *La muséologie. Histoire, développements, enjeux actuels*, Paris, Armand Colin, 2021, [2005].

HERBIN Frédéric, « Introduction. « De la crise du musée à la critique institutionnelle : les circonstances de l'analyse de l'institution muséale au tournant des 1960-1970 » », *Journée d'étude : « Les artistes face à l'institution muséale (fin des années 1960 – années 1970) »*, InTRu, Université François Rabelais de Tours, Tours, 2010.

LAVORELLE Marie, « Une écriture à caractère patrimonial : Le musée de la Résistance et de la Déportation de l'Isère », *Culture & Musées*, n°20, 2012, p. 121-142.

LE MAREC Joëlle, *Publics et musées*, Paris, L'Harmattan, 2007.

POULOT Dominique, « Le musée d'histoire en France entre traditions nationales et soucis identitaires », *Anais do Museu Paulista*, São Paulo, vol. 15, n° 5, juillet-décembre 2007, p. 293-316.

POULOT Dominique, « Musées et collections : pour une histoire de la patrimonialité », *Histoire de l'art*, n° 62, avril 2008, p. 3-9.

POULOT Dominique, *Musée et muséologie*, Paris, La Découverte, 2009.

SIRE Marie-Anne, *La France du Patrimoine. Les choix de la mémoire*, Paris, Gallimard, 1996.

WAHNICH Sophie, « Introduction - Réfléchir l'histoire des guerres au musée », *Culture & Musées*, Arles, Actes Sud, n° 20, 2012, p. 13-21.

WEISS Hélène (dir.), *La Muséologie selon Georges Henri Rivière*, Paris, Dunod, 1989.

B. Ouvrages généraux sur l'alimentation et le vin

ARON Jean-Paul, *Le mangeur du XIX^e siècle. Une folie bourgeoise : la nourriture*, Paris, Les Belles Lettres, 1976.

BIRLOUEZ Éric, *Histoire de l'alimentation des Français*, Rennes, Ouest-France, 2022.

CRONIER Emmanuelle, LE BRAS Stéphane, « Nourrir Paris : modernités alimentaires à l'époque contemporaine », *Raison présente*, 2020, n°213, p. 51-60.

FLANDRIN Jean-Louis, MONTANARI Massimo, *Histoire de l'alimentation*, Paris, Fayard, 1996.

LACHIVER Marcel, *Vins, vignes et vigneron. Histoire du vignoble français*, Paris, Fayard, 1997.

QUELLIER Florent, *Histoire de l'alimentation. De la Préhistoire à nos jours*, Paris, Belin, 2021.

WILLIOT Jean-Pierre, FUMEY Gilles, *Histoire de l'alimentation*, Paris, Presses Universitaires de France, « Que sais-je ? », 2021.

C. Ouvrages généraux sur la période

❖ **Le quotidien des civils dans la Première Guerre mondiale (1914-1918)**

ALARY Éric, *La Grande Guerre des civils*, Paris, Perrin, 2018.

LLOSA Marie, « La conserve alimentaire au service du soldat : une production de guerre ? », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n°91, 2008, p.80-83.

❖ **La Seconde Guerre Mondiale en France (1939-1945)**

AZÉMA Jean-Pierre, BÉDARIDA François, (dirs.), *La France des années noires : De la défaite à Vichy*, t. 1, Paris, Seuil, 2000, [1993].

AZÉMA Jean-Pierre, BÉDARIDA François, (dirs.), *La France des années noires : De l'Occupation à la Libération*, t. 2, Paris, Seuil, 2000, [1993].

BEAUPRÉ Nicolas, *Les Grandes Guerres (1914-1945)*, Paris, Belin, 2012.

BECKER Jean-Jacques, *Histoire politique de la France depuis 1945*, Paris, Armand Colin, 2011, [1988].

BERSTEIN Serge, MILZA Pierre (dirs.), *Histoire du vingtième siècle : 1939-1953, la guerre et la reconstruction*, t. 2, Paris, Hatier, 1987.

BERSTEIN Serge, MILZA Pierre, *Histoire de la France au XX^e siècle. Tome III : 1945-1958*, Paris, Complexes, 1991.

COLLECTIF, « Objectif : Sedan », *Journal de la France - les années 40*, n° 97, Paris, Tallandier, 1971.

COLLECTIF, « Les prisonniers », *Journal de la France - les années 40*, n° 124, Paris, Tallandier, 1971.

MICHEL Henri, « Aspects politiques de l'Occupation de la France par les Allemands (Juin 1940 – Décembre 1944) », *Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale*, 14^e année, n° 54, 1964, p. 1-40.

❖ Le Régime de Vichy (1940-1944)

BARUCH Marc-Olivier, *Servir l'État français. L'administration en France de 1940 à 1944*, Paris, Fayard, 1997.

BIBLIOTHÈQUE DE DOCUMENTATION INTERNATIONALE CONTEMPORAINE, *La propagande sous Vichy*, Bibliothèque de Documentation Internationale Contemporaine, Paris, 1990.

COLLECTIF, « Pétain : chef de l'État français », *Journal de la France - les années 40*, n° 113, Paris, Tallandier, 1971.

COLLECTIF, « Darlan », *Journal de la France - les années 40*, n° 125, Paris, Tallandier, 1971.

COLLECTIF, « La légion des combattants », *Journal de la France - les années 40*, n° 127, Paris, Tallandier, 1971.

LE CROM Jean Pierre, « L'avenir des lois de Vichy », DURAND Bernard, LE CROM, Jean-Pierre, SOMMA Alessandro, *Le droit sous Vichy*, Francfort, Klostermann, p. 453-478, 2006.

LE CROM Jean Pierre, « Droit de Vichy ou droit sous Vichy ? Sur l'historiographie de la production du droit en France pendant la Deuxième Guerre mondiale », *Histoire@Politique*, n° 9, septembre-décembre 2009.

LOCHAK Danièle, « Conclusions : l'œuvre législative de Vichy, d'hier à aujourd'hui », Clément BENELBAZ, Charles FROGER, Sébastien PLATON, Bruno BERTHIER, *L'œuvre législative de Vichy, d'hier à aujourd'hui. Ruptures et continuités*, Paris, Dalloz, 2017.

PAXTON Robert, *La France de Vichy : 1940-1944*, Paris, Seuil, 1973.

ROUSSO Henry, *Vichy : l'événement, la mémoire, l'histoire*, Paris, Gallimard, 2001.

ROUSSO Henry, *Le régime de Vichy*, Paris, Presses universitaires de France, 2007.

❖ La vie quotidienne en France durant la Seconde Guerre mondiale (1940-1944)

ALARY Éric, VERGEZ-CHAIGNON Bénédicte, GAUVIN Gilles, *Les Français au quotidien (1939-1949)*, Paris, Perrin, 2009, [2006].

AMOUROUX Henri, *La vie des Français sous l'Occupation*, Paris, Fayard, 1961.

AMOUROUX Henri, *Quarante millions de pétainistes (juin 1940 - juin 1941)*, T. 2, *La Grande histoire des Français sous l'Occupation (1939-1945)*, Paris, Robert Laffont, 1977.

BÉDARIDA François, AZÉMA Jean-Pierre, *Vichy et les Français*, Paris, Fayard, 1992.

BOUDOT François, « Aspects économiques de l'Occupation allemande en France », *Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale*, 14^e année, n° 54, 1964, p. 41-62.

BOUSSARD Isabel, « Principaux aspects de la politique agricole française pendant la Deuxième Guerre mondiale », *Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale*, 34^e année, n° 134, 1984, p. 1-32.

COLLECTIF, « Les femmes dans la guerre », *Journal de la France - les années 40*, n° 129, Paris, Tallandier, 1971.

LABORIE Pierre, *L'opinion française sous Vichy*, Paris, Seuil, 1990.

LABORIE Pierre, *Les Français des années troubles. De la guerre d'Espagne à la Libération*, Paris, Desclée de Brouwer, 2001.

LABORIE Pierre, *Les Français sous Vichy et l'Occupation*, Paris, Milan, 2003.

LABORIE Pierre, « Vie et mort des Français dans la Deuxième Guerre mondiale », FOISSAC Patrice (dir.), *Vivre et mourir en temps de guerre de la Préhistoire à nos jours : Quercy et régions voisines*, Toulouse, Presses Universitaires du Midi, 2013.

ROUSSO Henry, *Les années noires, vivre sous l'Occupation*, Évreux, Gallimard, 1992.

VEILLON Dominique, *Vivre et survivre en France (1939-1947)*, Paris, Payot, 2003.

❖ **La donnée alimentaire en France pendant la Seconde Guerre mondiale**

BACHELIER Christian, « De la pénurie à la vie chère, l'opinion publique à travers les premiers sondages 1944-1949 », *Bulletin de l'Institut d'Histoire du Temps Présent*, n°32-33, mai 1996, p. 479-500.

CENTRE D'HISTOIRE DE LA RÉSISTANCE ET DE LA DÉPORTATION, *Les Jours sans : 1939-1949, alimentation et pénurie en temps de guerre*, Lyon, Libel, 2017.

CÉPÈDE Michel, *Agriculture et Alimentation en France durant la Seconde Guerre Mondiale*, Paris Génin, 1961.

FLONNEAU Jean-Marie, « Légalisation et organisation économiques au temps des restrictions (1938-1949) », *Les Cahiers de l'Institut d'Histoire du Temps Présent*, n°32-33, mai 1996, *Le temps des restrictions en France (1939-1949)*, p. 43-58.

LUCAND Christophe, *Le vin et la guerre. Comment les nazis ont fait main basse sur le vignoble français*, Paris, Armand Colin, 2017.

MARGAIRAZ Michel, « L'État et les restrictions en France dans les années 1940 », *Les Cahiers de l'Institut d'Histoire du Temps Présent*, n° 32-33, 1996, p. 25-41.

TARTAKOWSKY Danielle, « Manifester pour le pain, novembre 1940 - octobre 1947 », *Les Cahiers de l'Institut d'Histoire du Temps Présent*, n° 32-33, mai 1996, p. 465-478.

VEILLON Dominique, « Une politique d'adaptation spécifique : les ersatz », *Les Cahiers de l'Institut d'Histoire du Temps Présent*, n° 32-33, mai 1996, p. 59-74.

❖ Les questions du rationnement et du ravitaillement en France

DUPIN Henri, « Évolution des habitudes alimentaires et de la ration alimentaire des Français », *Ethnologie française, nouvelle série*, t. 10, n° 3, Usages alimentaires des Français, 1980, p. 319-324.

GRENARD Fabrice, *Les scandales du ravitaillement. Détournements, corruption, affaires étouffées en France, de l'Occupation à la guerre froide*, Paris, Payot, 2012.

GRENARD Fabrice, « Les implications politiques du ravitaillement en France sous l'Occupation », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, Presses de Sciences Po, n° 94, 2007, p. 199-215.

VEILLON Dominique, « Aux origines de la sous-alimentation : pénuries et rationnement alimentaire », VON BUELTZINGLOEWEN Isabelle (dir.), « *Morts d'inanition : Famine et exclusions en France sous l'Occupation* », Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2005, p. 31-43.

❖ Le Marché Noir en France

COLLECTIF, « Marché noir », *Journal de la France - les années 40*, n° 133, Paris, Tallandier, 1971.

GRENARD Fabrice, *La France du marché noir : 1940-1949*, Paris, Payot, 2008.

KENNETH Mouré, *Marché Noir: The Economy of Survival in Second World War France*, Cambridge, Presses Universitaires de Cambridge, 2023.

❖ Les Résistances en France entre 1940 et 1945

COLLECTIF, « Les maquis », *Journal de la France - les années 40*, n° 149, Paris, Tallandier, 1971.

CUBÉRO José, *La Résistance à Toulouse et dans la Région 4*, Luçon, Sud-Ouest, 2005.

KEDWARD Harry Roderick, *À la recherche du maquis. La Résistance dans la France du Sud (1942-1944)*, Paris, Cerf, 1999.

❖ La Libération de la France (1944-1945)

BUTON Philippe, GUILLON Jean-Marie, (dirs.), *Les pouvoirs en France à la Libération*, Paris, Belin, 1994.

FOULON Charles-Louis, « Prise et exercice du pouvoir en province à la Libération », *La Libération de la France*, Paris, Éditions du CNRS, 1976.

MADJARIAN Grégoire, *Conflits, pouvoirs et société à la Libération*, Paris, 10/18, 1980.

❖ La France des Trente Glorieuses (1945-1973)

GÆTSCHÉL Pascale, TOUCHEBŒUF Bénédicte, *La IV^e République : la France de la Libération à 1958*, Paris, Le livre de Poche, 2004.

LEJEUNE Dominique, *La France des Trente Glorieuses. 1945-1974*, Paris, Armand Colin, 2015.

RIOUX Jean-Pierre, *La France de la Quatrième République. t. 1 : L'ardeur et la nécessité (1944-1952)*, Paris, Seuil, 1980.

ZANCARINI-FOURNEL Michelle, DELACROIX Christian, *La France du temps présent (1945-2005)*, Paris, Belin, 2010.

D. Ouvrages de contextualisation sur le Lot

❖ **Généralités**

BRÉNAC-LAFON Sophie, *Vignoble et vin de Cabors de 1650 à 1850*, Pessac, MSHA, 2021.

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DU LOT, *Histoire de l'économie lotoise*, Chambre de Commerce et d'Industrie du Lot, 1994.

DELPON Jacques Antoine, *Statistiques du département du Lot*, t. I & II, Luzech, Association « Quercy Recherche », 1979, [1831].

FOISSAC Patrice, GRISET Pascal, LABORIE Léonard (dirs.), *Vins de Cabors et du Quercy : Un recueil sur l'histoire des hommes, des lieux et des produits*, Pessac, MSHA, 2021.

LARTIGAUT Jean (dir.), *Histoire du Quercy*, Toulouse, Privat, 1993.

MALTE-BRUN Victor Adolphe, *Lot : Géographie – Histoire – Statistique – Administration*, Péronnas, Les éditions du Bastion, 1980, [1882].

MAZIERES B, « Étude géographique de l'alimentation dans le département du Lot entre 1840 et 1880 », *Revue géographique des Pyrénées et du Sud-Ouest*, t. 25, fascicule 4, 1954, p. 293-312.

PLOUX François, *Guerre paysannes en Quercy. Violences, conciliations et répression pénale dans les campagnes du Lot (1810-1860)*, Paris, Éditions La Boutique de l'Histoire, 2002.

❖ **Témoignages**

BERTAUX Pierre, *La Libération de Toulouse et de sa région*, Paris, Hachette, 1973.

CAZARD Georges, METGES Marcel, *Capitaine Philippe*, Cahors, A. Coueslant, 1950.

NOIREAU Robert, *Le Temps des partisans*, Évreux, Flammarion, 1978.

PICARD Raymond, CHAUSSADE Jean, *Ombres et espérances en Quercy. Armée secrète et Groupes Vény du Lot, 1940-1945*, Toulouse, Privat, 1980.

THAMIER Henri, *Le Rouge et le Cœur*, Cahors, Tardy Quercy, 1988.

❖ La Première Guerre mondiale dans le Lot

ASSOCIATION DE SOUTIEN POUR L'EXPOSITION DU CENTENAIRE 1914-1918, « 1914 - 2014 : Cahors et le Lot dans la Première Guerre Mondiale », Catalogue d'exposition 1^{er} août - 16 novembre 2014, La Primaube, Graphi Imprimeur, septembre 2014.

ASSOCIATION RACINES, *Le canton de Gramat (1914-1918)*, Brive-la-Gaillarde, Ver Luisant, 2014.

CAMBON Didier, VILLES Sophie, *1914-1918. Les Lotois dans la Grande Guerre, tome II : L'arrière*, Cahiers historiques du Grand Cahors, 2010.

CAMBON Didier, « Été 1914, le consentement des Lotois à la guerre ? », FOISSAC Patrice (dir.), *Vivre et mourir en temps de guerre de la Préhistoire à nos jours : Quercy et régions voisines*, Toulouse, Presses Universitaires du Midi, 2013.

JOYEUX Isabelle, « L'adaptation d'une société rurale à la guerre : l'exemple du Lot entre 1914 et 1918 », mémoire de maîtrise, Université de Toulouse-Le-Mirail, sous la direction de Pierre LABORIE, 1994.

VILLES Sophie, « 1914-1918 : le Lot, un département rural dans la guerre », FOISSAC Patrice (dir.), *Vivre et mourir en temps de guerre de la Préhistoire à nos jours : Quercy et régions voisines*, Toulouse, Presses Universitaires du Midi, 2013.

❖ Le Lot dans la Seconde Guerre mondiale

ASSOCIATION DU MUSÉE DE LA RÉSISTANCE, *Le Musée de la Résistance, de la Déportation, de la Libération*, Cahors, France-Quercy, 1993.

ASSOCIATION RACINES, *Bulletin*, n°19, Association Racines, Alvignac-les-Eaux, 2014.

ASSOCIATION RACINES, *Bulletin*, n°24, Association Racines, Alvignac-les-Eaux, 2019.

LABORIE Pierre, *Résistants Vichysois et autres. L'évolution de l'opinion et des comportements dans le Lot de 1939 à 1944*, Paris, CNRS, 1980.

VAISSIÉ Cécile, *Cahors et le Lot sous l'Occupation. Résistance, collaboration, épuration*, Orthez, Gascogne, 2016.

VERDET Anne, *La logique du non-consentement. Sa genèse, son affirmation sous l'Occupation*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2014.

VERDET Anne, « Les paysans du Lot sous l'Occupation : un engagement sous-estimé », PIOT Céline (dir.), *Figures paysannes en France. Mythes, regards et sociétés, t. 2*, Nérac, Éditions d'Albret, 2016, p. 133-156.

E. Approches régionales

❖ **L'Aveyron**

DELHEURE Émilie, « Les femmes collaboratrices en Aveyron (1942-1945) », Mémoire de Master 1 Histoire moderne et contemporaine, sous la direction de Sylvie CHAPERON, Université Toulouse Jean-Jaurès, UFR Histoire, Arts et Archéologie, septembre 2020, p. 58-60.

FONT Christian, « Une enquête orale menée en Aveyron », *Les Cahiers de l'Institut d'Histoire du Temps Présent*, n°32-33, mai 1996, p. 503-526.

MARCY Jean-Philippe, « Le marché noir en Aveyron vu à travers la presse », *Les Cahiers de l'Institut d'Histoire du Temps Présent*, n° 32-33, mai 1996.

❖ **Le Cantal**

MARTRES Eugène, « Le Cantal », *Les Cahiers de l'Institut d'Histoire du Temps Présent*, n° 32-33, mai 1996, p. 119-133.

❖ **La Dordogne**

COCULA Anne-Marie, LACHAISE Bernard, (dirs.), *La Dordogne dans la Seconde Guerre mondiale*, Aubas, Éditions Fanlac, 2020.

VIAUD Marie-Thérèse, « La Dordogne », *Les Cahiers de l'Institut d'Histoire du Temps Présent*, n° 32-33, mai 1996, p. 135-151.

❖ Le Gers

FITAN Jacques, « Le Gers », *Les Cahiers de l'Institut d'Histoire du Temps Présent*, n° 32-33, mai 1996, p. 153-167.

F. Approches internationales sur l'alimentation durant les deux guerres mondiales

BERNARDO Y GARCIA Luis Angel, *Le Ventre des Belges. Une histoire alimentaire des temps d'occupation et de sortie de guerre (1914-1921 & 1939-1948)*, Bruxelles, Archives générales du Royaume, 2017.

COLLINGHAM Elizabeth M., *The Taste of War: World War II and the Battle for Food*, Londres, Allen Lane, 2011.

DRUELLE-KORN Clotilde, *Food for Democracy ? Le ravitaillement de la France occupée (1914-1919), Herbert Hoover, le Blocus, les Neutres et les Alliés*, Bruxelles, Peter Lang, coll. Questions Internationales, 2018.

GERHARD Gesine, *Nazi Hunger Politics: A History of Food in the Third Reich*, Lanham, Rowman & Littlefield, 2015.

LALOUX Ludovic, PIERNAS Gersende (dirs.), « Techniques, stratégies et alimentation pour temps de guerre », *Artefact*, n°9, 2018.

G. Mémoires non publiés

DELPECH Enzo, « De l'engagement aux engagements : itinéraire d'un boulanger du Lot (1917-1959) », Mémoire de Master Histoire à la Faculté des Lettres et des Sciences Humaines de Limoges, sous la direction de Clotilde Druelle-Korn, Limoges, 2021.

DELPECH Enzo, « La création du Comité Départemental de Libération du Lot et des liens avec les Comités Locaux de Libération entre août 1944 et juin 1948 », Mémoire de Master Histoire à la Faculté des Lettres et des Sciences Humaines de Limoges, sous la direction de Clotilde Druelle-Korn, Limoges, 2022.

LEROY Charlotte, « Le Périgord au temps des Mammouths : mise en histoire et en patrimoine d'une nouvelle discipline (1828-1905) », Mémoire de Master Histoire à la Faculté des Lettres et des Sciences Humaines de Limoges, sous la direction de Clotilde Druelle-Korn, Limoges, 2022.

Corpus de sources

A. Archives départementales du Lot

❖ Série BR (Bibliothèque de Recherche)

BR 1 584 : BAUX Etienne, *La Résistance dans le département du Lot*, entre 1981 et 1990.

BR 1 1017 : SAUTERON Arlette, SAUTERON François, *Au pied de mon arbre : Chronique du village de Faycelles, Lot, de la guerre de 1870 à 1939 suivi de la seconde Guerre mondiale, la Résistance et la Libération*, Faycelles, 2004.

BR 1 1090 : GARRIGOU Xavier, « Le département du Lot durant la Seconde Guerre mondiale », Mémoire de D.E.A « Pouvoirs et représentations » à l'Université de Paris X Nanterre, sous la direction de Didier MUSIEDLAK, Paris, 2005.

BR 1 1592 : ASSOCIATION DU MUSÉE DE LA RÉSISTANCE, *Les chroniques du musée de la Résistance*, Tome 1, Cahors, Musée de la Résistance, Colorys, 2006.

BR 1 1593 : ASSOCIATION DU MUSÉE DE LA RÉSISTANCE Les chroniques du Musée de la Résistance. Tome 2, Cahors, Musée de la Résistance, Colorys, 2006.

BR 1 1594 : ASSOCIATION DU MUSÉE DE LA RÉSISTANCE Les chroniques du Musée de la Résistance. Tome 3, Cahors, Musée de la Résistance, Colorys, 2006.

BR 2 295 : LAVAL Paul, *Le Ségala et la Résistance dans le Lot : études géographiques, touristiques, économiques, politiques, sociales*, Aurillac, Gerbert, 1954.

❖ Série EDT (Archives communales déposées)

EDT 088 83 : Douelle. Ordre de mobilisation générale (1939).

EDT 120 38 : Gindou. Guerre de 1939-1945. Économie de guerre, administration militaire, propagande, résistance, réfugiés, agriculture, assistance et secours, administration communale (1935-1949).

EDT 129 28 : Gréalou. Viticulture, déclaration des récoltes et stocks de vin (1929-1968).

EDT 130 1Q1 : Grézels. Délibération du bureau de bienfaisance de la commune.

EDT 201 3 (non classé) : Montcuq. États Généraux de Montcuq (1945).

EDT 268 136 : Saint-Géry. Archives communales déposées. Économie de guerre, rationnement et ravitaillement (1940-1949).

❖ **Série Fi (Cartes, plans et autres documents figurés entrés par voie extraordinaire)**

2 Fi 117 : Lot, carte économique, agriculture, commerce, industrie hydraulique, tourisme. Dressée par Jean GRIFFON, préfet du Lot. Cahors, Chambre de commerce du Lot (1920).

2 Fi 171 : Carte du département du Lot d'André LESOT, Paris, Éditions géographiques, (1920-1951).

5 Fi 20 : Philippe Pétain : imagerie du maréchal, imprimée à Limoges (1942).

9 Fi 152 : Photographie de Bagnac-sur-Célé : Maison Lacombe Louis « l'heure de l'apéritif », J. Laborie éditeur, *Le Lot pittoresque* (1904-1949).

9 Fi 310 : Photographie de Cahors : Boulevard Gambetta, Jean Girma éditeur (1904-1915).

9 Fi 361 : Photographie de Cahors : Place des Petites-Boucheries, édition Dreuilhe (1914-1939).

9 Fi 553 : Photographie de Cahors : École normale d'institutrices, E. Delsaud éditeur (1904-1949).

9 Fi 554 : Photographie de Cahors : École normale des jeunes filles, phototypie des Docks, (1914-1939), *Le Lot pittoresque*, 2013.

9 Fi 555 : Photographie de Cahors : École normale d'institutrices de Cahors : la véranda (1904-1949).

9 Fi 1109 : Photographie de Figeac : le Grand hôtel, la terrasse (1904-1949).

9 Fi 2176 : Photographie de Puy-l'Évêque : École de jeunes filles, *Le Lot pittoresque* (1904-1949).

9 Fi 3107 : Lot : première carte du département, Angoulême éditions, 1792 [1990].

34 Fi 1 27 : Fonds Léon Mailhol : Première et Seconde Guerres mondiales, coupures de presse de l'époque réunis par Léon Mailhol (1915-1940).

34 Fi 2 2223-2292 : Fonds Léon Mailhol : Album photographique "Folklore" : patrimoine ethnographique (sans date).

Série J (Archives d'origine privée (entrées par voie d'achats, dons, legs ou dépôts) sauf documents figurés, sonores et audiovisuels)

J 2539 : Guerre 1939-1945. Commission d'Histoire de l'Occupation et de la Libération de la France (1944-1950).

J 2797 : Chambre départementale des pharmaciens du Lot : rationnement du sucre, demande de création d'une pharmacie à Saint-Céré et demande d'inscription à la Chambre pour M. Dufour (1942-1944).

J 2936 : Guerre 1939-1945, papiers personnels de Marcel Rescoussié : cartes et tickets de rationnement et de tabacs (1948-1949).

64 J 23 : Fonds de l'Association nationale des médaillés de la Résistance française, section du Lot, collecte de documents d'archives portant sur la propagande de guerre (1943-1944).

73 J 68 : Fonds de l'Association départementales des anciens combattants de la Résistance, Photographies de groupes de soldats et de résistants (1943-1945).

73 J 72 : Fonds de l'Association départementales des anciens combattants de la Résistance Photographies de la fête de la Libération à Cahors. (1944).

73 J 73 : Fonds de l'Association départementales des anciens combattants de la Résistance, Photographies de la Libération du Lot (1944-1952).

73 J 90 : Poster d'exposition constitué de portraits de résistants, photographies d'actions de la Résistance et de la Libération dans le Lot et en France, noir et blanc (sans date).

74 J 62 : Fonds Pierre Laborie, documents sur la propagande de Vichy : affiche « Révolution nationale » par Ph. H. Noyer (1940).

74 J 63 : Fonds Pierre Laborie, documents sur la propagande de Vichy : affiche « Une Surprise au Maréchal. La France que le Maréchal aime tant » (1940).

- 74 J 64 : Fonds Pierre Laborie, documents sur la propagande de Vichy : affiche « La surprise des moins de 16 ans au Maréchal, représentez le coin de la France que vous aimez le mieux » (1940).
- 74 J 65 : Fonds Pierre Laborie, documents sur la propagande de Vichy : documents imprimés (1940-1944).
- 74 J 66 : Fonds Pierre Laborie, documents sur la propagande de Vichy : documents et tracts (1940-1949).
- 74 J 70 : Fonds Pierre Laborie, tirages photographiques concernant le département du Lot et hors département (1942-1945).
- 74 J 73 : Fonds Pierre Laborie, documents thématiques : Le Lot sous Vichy (1940-1978).
- 94 J 463 : Chambon & Marrel - Fédération nationale des syndicats de conserve de produits agricoles (1942-1946).
- 94 J 468 : Fonds de la conserverie Chambon & Marrel : Bureau national de répartition des conserves alimentaires et conseil des industries de la conserve (1941-1943).
- 94 J 469 : Fonds de la conserverie Chambon & Marrel : Bureaux et direction du ravitaillement des conserves alimentaires (1941-1951).
- 94 J 639 : Fonds de la conserverie Chambon & Marrel : Cartes postales commandes – France (1893-1979).
- 94 J 704 : Fonds de la conserverie Chambon & Marrel : étiquette « Truffes Chambon & Marrel, Souillac-Périgord (France), foies gras, truffes fraîches, provenance exclusive des meilleurs crus du Périgord, prix courant » (1904-1939).
- 94 J 751 : Fonds de la conserverie Chambon & Marrel : étiquette « Haricots blancs assaisonnés, Chambon & Marrel, conserves alimentaires, fabrication 1940 ».
- 96 J 9 : Fonds Étienne Verlhac : photographies (1912-1947).
- 96 J 33 : Fonds Étienne Verlhac : propagande, documents (1940-1946).
- 96 J 34 : Fonds Étienne Verlhac : propagande, fascicules imprimés (1930-1948).
- 96 J 35 : Fonds Étienne Verlhac : propagande, ouvrages (1946-1949).

100 J 370 : Famille Fournié, vie quotidienne : (...) tickets et bons pour le pain, le tabac, le fromage et les matières grasses, les produits détergents, la viande et charcuterie, l'essence (1940-1961), carte provisoire de vêtements et d'articles textiles appartenant à Rosalie Méja (sans date), quittances pour René Méja prisonnier matricule 39018 (1942), inventaires de colis transmis à René Méja au Stalag XVII-B (1942) (1940-1961).

Série M (Administration générale et économie (1800-1940))

6 M 337 : États mensuels des prix moyens au détail des denrées de première nécessité (1934-1940).

6 M 355 : Commission consultative des blés et farines : procès-verbaux des réunions ; révision des prix de la farine et des primes de mouture et de panification ; questions diverses intéressant la boulangerie (1926-1940).

6 M 356 : Prix du pain et de la farine : arrêtés préfectoraux (1926-1940).

6 M 372 : Bétail et viande de boucherie et de charcuterie : instructions et correspondance ; arrêtés de taxation ; tableaux des prix (1934-1940).

Série PER (Presse)

1 PER 14 38 : *Le Journal du Lot* [du 25 février 1940 au 24 juin 1944] (18 mars 1942, 14 novembre 1942).

1 PER 21 17 : *Le Réveil du Lot* [du 16 janvier 1937 au 17 juin 1939] (1^{er} octobre 1938).

1 PER 52 1 : *Le Travail du Lot* [1933-1936] (2 mai 1936).

1 PER 68 1 : *La vie Quercynoise* [1944-1948] (28 juillet 1945, 30 novembre 1946, 1^{er} février 1947).

3 PER 3/1 : *Quercy* n°1 (1941-1943).

3 PER 3/2 : *Quercy* n°2 (1941-1943).

3 PER 3/3 : *Quercy* n°3 (1941-1943).

3 PER 4 : *Les Étoiles du Quercy* (1944, 1944-1945).

Série R (Affaires militaires, organismes de temps de guerre (1800-1940))

1 R 985 : Déclaration d'état de siège et mobilisation générale (1914).

10 R 157 : Cartes individuelles d'alimentation (1918).

Série W (Archives publiques postérieures au 10 juillet 1940 entrées par voie ordinaire)

1 W 10 : Secrétariat général : circulaires, correspondances et notes (1940-1944).

1 W 49 : Propagande officielle du gouvernement de Vichy (1940-1944).

1 W 71 : Redressement économique et industriel (1943).

1W 87 : Situation dans le département après la Libération (1944-1949).

1 W 92 : Municipalités : états et notices de renseignements, instruction et correspondance (1941-1945).

1 W 103 : Consignes à la presse, attitude des journaux (1940-1944).

1 W 106 : Ravitaillement (1945-1949).

1 W 110 : Voyages officiels (1940-1941).

1 W 112 : Fête de Noël, fête des Mères (1942-1948).

1 W 120 : Secours national (1939-1944).

1 W 197 : Rapports de police ; Rapports du commissaire de police spéciale ; Gestapo de Cahors, (1944-1945).

1 W 295 : Correspondance entre le préfet et l'inspecteur d'académie intéressant l'Éducation nationale (1941-1954).

1 W 557 : Rapports franco-allemands concernant notamment les affaires économiques (1941-1944).

1 W 732 : Indice du coût de la vie (1940-1953).

1 W 757 : Poissons et coquillages (ravitaillement, marchés, organisation) (1941-1949).

- 1 W 762 : Produits de basse-cour (arrêtés, circulaires) (1941-1946).
- 1 W 763 : Pommes de terre (1940-1949).
- 1 W 764 : Légumes secs (1940-1949).
- 1 W 770 : Fabrication et vente de la pâtisserie et confiserie – Pâtisserie (1940-1949).
- 1 W 776 : Rationnement (1946-1949).
- 1 W 777 : Vin (1940-1946).
- 1 W 778 : Vins, alcool (1941-1947).
- 1 W 779 : Vin (1940-1953).
- 1 W 780 : Alcool (1941-1945).
- 1 W 791 : Généralités – impôt métal (1941-1945).
- 1 W 795 : Organisation générale du service du ravitaillement (1941-1946).
- 1 W 799 : Titres d'alimentation, fixation des rations mensuelles (1940-1941).
- 1 W 800 : Titres d'alimentation, fixation des rations mensuelles (1942).
- 1 W 801 : Titres d'alimentation, fixation des rations mensuelles (1943).
- 1 W 802 : Titres d'alimentation, fixation des rations mensuelles (1944).
- 1 W 803 : Titres d'alimentation, fixation des rations mensuelles (1945).
- 1 W 808 : Répressions des infractions économiques et internements administratifs : organisation du service (1940-1944).
- 1 W 811 : Contrôle des prix et marché noir (1941-1943).
- 1 W 817 : Réglementation - Instruction générale sur le rationnement du 10 avril 1941, instruction préfectorale du 16 juillet 1942 sur le régime de la vente des articles textiles à usage vestimentaire et domestique (Loi n°656 du 27 juin 1942), (1941-1942).
- 1 W 819 : Titres de rationnement (1945-1949).
- 1 W 832 : Approvisionnement en denrées diverses : réglementations et taux, états récapitulatifs – vin (1940-1944).

1 W 838 : Statistiques des bureaux de bienfaisance et établissements d'assistance et de bienfaisance publics, reconnus ou autorisés (1940-1943).

1 W 922 : État d'esprit des populations dans le Lot : rapports depuis la Libération jusqu'au mois de décembre 1947 (1945-1947).

1 W 926 : Propagande anglaise et gaulliste, propagande antimilitariste et antinationale (1939-1944).

1 W 927 : Internés pour marchés noir : dossiers individuels A-J (1941-1947).

1 W 928 : Internés pour marchés noir : dossiers individuels L-P (1941-1944).

1 W 929 : Internés pour marchés noir : dossiers individuels R-Z (1942-1946).

1 W 942 : Rapports sur l'état d'esprit des populations dans le Lot (1940-1943).

1 W 943 : Rapports sur l'état d'esprit des populations dans le Lot (1942).

1 W 944 : Rapports sur l'état d'esprit des populations dans le Lot (1942-1943)

1 W 945 : Rapports sur l'état d'esprit des populations dans le Lot : état d'esprit avant la Libération (1944).

1 W 946 : Rapports sur l'état d'esprit des populations dans le Lot : état d'esprit après la Libération (1944).

6 W 38 : Organisation et fonctionnement des services départementaux des réquisitions allemandes, 1943-1945 ; Logement et cantonnement des troupes allemandes : instructions, 1942-1944 ; Logement et cantonnement des troupes allemandes : réquisitions opérées et inventaires des lieux, correspondance (1942-1945).

6 W 41 : Circulaires ministérielles relatives aux réquisitions effectuées par ou pour les troupes d'occupations, 1940-1942 ; Paiement des indemnités de réquisitions allemandes : circulaires, 1941-1942 ; Paiement des dépenses de logement et de cantonnement des troupes d'occupation : circulaires, 1940-1942 ; Conditions de travail des employés et ouvriers indigènes travaillant dans les entreprises et services allemands ou les entreprises françaises assimilées des territoires de la France occupée avant le 10 novembre 1942 : ordonnance, 1943 ; Paiement des indemnités de réquisition d'hôtel : correspondance, états des chambres occupées par les troupes allemandes

dans les hôtels de Cahors et indemnités dues aux hôteliers, état des sommes à reverser au Trésor : sommes perçues en trop par les hôteliers réquisitionnés (1940-1944).

8 W 31 : Cantines, goûters (1942).

891 W 21 : Notices des communes : situation politique, sociale, économique, administrative (1943).

1109 W 963 : Ravitaillement : dossier de procédure d'un boucher, fournisseur de l'armée (vente sans tickets, hausse illicite, tromperie sur la qualité) (10 janvier 1942 - 5 juin 1942).

1180 W 1 : Rapports hebdomadaires ou journaliers des renseignements généraux (1942-1945).

1199 W 179 : Sous-préfecture de Figeac : opposition au régime (1940-1944).

1627 W 10 : Sous-préfecture de Figeac : Ravitaillement, suivi général, correspondance, documentation, liste des principaux apiculteurs du Lot, rapports mensuels d'information (1944) ; commission cantonale : instructions générales [1944] ; fixation des prix : programme communal, copie d'arrêtés régionaux, bulletin officiel, projets d'arrêtés (1943) ; gaz : correspondance (1944) ; dépôt de lait : situation des dépôts de lait, correspondance (1944) ; carburant, déclaration de stocks : bon, correspondance, tableaux (1944) ; plan de soudure : correspondance, listes des boulangeries du canton, liste des présidents des comités de soudure, plan de répartition du contingent de soudure (1944) ; production forestière : circulaire, correspondance, documentation ; taxation des légumes : copie d'arrêté régional (1944) ; taux de rations de matières grasses : extrait du registre des arrêtés de la préfecture (1943) ; transport d'animaux de boucherie : circulaire (1942). (1940-1945).

B. Archives Municipales

Anglars-Nozac : Compte rendu et délibérations du conseil municipal entre 1943 et 1950.

Bio : Compte rendu et délibérations du conseil municipal entre 1943 et 1950.

Carlucet : Compte rendu et délibérations du conseil municipal entre 1943 et 1950.

Couzou : Compte rendu et délibérations du conseil municipal entre 1943 et 1950.

Felzins : Compte rendu et délibérations du conseil municipal entre 1943 et 1950.

Gramat : Compte rendu et délibérations du conseil municipal entre 1943 et 1950.

Grèzes : Compte rendu et délibérations du conseil municipal entre 1943 et 1950.

Lavergne : Compte rendu et délibérations du conseil municipal entre 1943 et 1950.

Le Bastit : Compte rendu et délibérations du conseil municipal entre 1943 et 1950.

Miers : Compte rendu et délibérations du conseil municipal entre 1943 et 1950.

Padirac : Compte rendu et délibérations du conseil municipal entre 1943 et 1950.

Reilhaguet : Compte rendu et délibérations du conseil municipal entre 1943 et 1950.

Rignac : Compte rendu et délibérations du conseil municipal entre 1943 et 1950.

Rocamadour : Compte rendu et délibérations du conseil municipal entre 1943 et 1950.

Thégra : Compte rendu et délibérations du conseil municipal entre 1943 et 1950.

Thémines : Compte rendu et délibérations du conseil municipal entre 1943 et 1950.

C. Archives du Musée de la Résistance, de la Déportation et de la Libération du Lot

COM 2 018 : Lot de six carnets manuscrits évoquant le quotidien de M. Roman WAWRZYNIEC (1942-1959).

DDG 9 001 : Extraits du journal *Paris-Soir* (26 septembre 1939).

LIB 5 012 : Dossier de factures et de reçus concernant les F.F.I. (1945).

LIB 10 004 : Dossier des marchandises non payées par le Service du ravitaillement de la Résistance (1944).

LIB 12 010 : Association du Musée de la Résistance de la Déportation et de la Libération du Lot, quelques renseignements sur l'Hôtel de l'Europe (1942-1944).

LIB 12 015 : Photographies de la Libération de Cahors.

LIB 18 004 : Photographies de la Libération de Cahors.

LIB 18 010 : Photographies de la Libération de Puy-l'Évêque.

MAQ 1 001 : Dossier de factures et de reçus concernant les F.F.I (1944-1945).

MAQ 2 001 : Coupons de marchandises destinés au Groupé Vény et blâme pour avoir volé du sucre (27 juillet 1944).

MAQ 2 011 : Reproduction d'une photographie et trois négatifs du groupe Montal au pont de Cabessut à Cahors (1943-1946).

MAQ 4 005 : Bons de réquisition et factures pour le ravitaillement des F.F.I. (1944-1945).

MAQ 4 006 : Aide de la population civile pour le ravitaillement de la 3^e compagnie (sans date).

VQG1 002 : Préfet du Lot (Loïc Petit) - Campagne des châtaignes (1942-1943).

VQG 1 003 : Lot de quatre affiches de réquisition des logements des officiers allemands à l'hôtel Terminus (16 novembre 1942).

VQG 1 004 : Fiche de recensement de consommateur de vin (entre 1946 et 1947).

VQG 4 006 : Extraits du journal *La Victoire* (27 octobre 1944).

VQG 5 001 : Extraits du journal *Le Patriote* (26 juillet 1943).

VQG 5 003 : Extraits du *Journal du Lot* (25 juillet 1941).

VIC 1 013 : Morance, Analyse du communiqué publié à l'issue du dernier conseil des ministres (13 octobre 1943).

VIC 1 014 : Morance, Généralités politiques et militaires (20 octobre 1943).

VIC 1 021 : Morance, Correspondances au sujet des actualités (13 octobre 1943).

VIC 5 003 : Dossier constitué de deux numéros de l'Organe de Propagande Française (*L'Espoir Français*) traitant de « la déclaration radiodiffusée du Président Laval » (5 juin 1943) ainsi que « d'un an de gouvernement Laval » (avril 1942-1943).

D. Bibliothèque Patrimoniale de recherche de Cahors

❖ Documentations

N° 37 – *Bulletins officiel de la Chambre Professionnelle Départementale de l'Industrie Hôtelière du Lot*, novembre 1943, décembre 1943, janvier 1944, février 1944, mars 1944, avril 1944, mai 1944, décembre 1944, janvier 1945, février-mars 1945, avril 1945, juillet 1945, novembre 1945, décembre 1945, janvier-février 1946, mars-avril 1946, juillet 1946, octobre 1946, novembre 1946, mars-avril 1947, mai-juin 1947, juillet-août 1947, septembre 1947, janvier 1948, février-mars 1948, mai 1948.

N° 42 – *Assemblée Nationale des C.D.L. des 15 et 16 décembre 1944 – Résolutions et Vœux*, lettre d'information de 1945.

N° 69 – *Agriculteurs. Voici ce qu'en un an du Gouvernement du Maréchal a fait pour vous*, tract du ministère de l'Agriculture, 1941.

N° 95 – *Aux artisans de France*, tract de 1942.

(Non classé) – *Bulletin officiel publié par le Comité Départemental du Front National du Lot – Congrès départemental du 25 et 26 novembre 1944*, 1944.

(Non classé) – *Programme de l'Union des Comités des Femmes de France*, 1944.

❖ Affiches (1939-1945)

N° A.8 « Établissement confisqué au profit de la Nation et administré sous son contrôle par M. ... ».

N° A.40 « L'exposition F.F.I. de Toulouse ».

N° 161/1 « Allocution radiodiffusée prononcée par Monsieur le Maréchal Pétain – Chef de l'État français, le 30 octobre 1940 ».

N° 162/2 « Aux habitants du Lot ».

N° 163 « Appel aux Travailleurs. Discours prononcé par le Maréchal Pétain le 1^{er} mars 1941 à Saint-Etienne ».

N° 165 « 1^{er} mai – Fête du Travail. Je tiens les promesses mêmes celles des autres ».

N° 166/1 « Fête de Jeanne d'Arc ».

N° 167 « Jeanne d'Arc ».

N° 168 « Ici le 18 janvier repas légionnaire en faveur du Secours national ».

N° 169 « Secours national – Croisade d'hiver – 18 janvier : repas légionnaire ».

N° 194 « Ménagères – Grande assemblée patriotique ».

(Non classé) « Boire un apéro de plus c'est financer le fonds vieillesse ».

(Non classé) « Habitants du Lot – Le Comité départemental de Libération du Lot.

(Non classé) « Mairie de Souillac. Le mercredi 28 février à 21 heures. Conférence publique par M. Jean Lurçat ».

Annexes

A.	Carte des maquis du Lot dressée par Pierre LABORIE	151
B.	Graphique des prix entre janvier 1939 et novembre 1949	152
C.	Exemples de panneaux présents dans l'exposition	153
D.	Affiche de présentation de l'exposition.....	155
E.	Plaquette d'exposition	156
F.	Livret-jeux	157
G.	Article <i>La Dépêche</i> du 9 juillet 2023.....	158

A. Carte des maquis du Lot dressée par Pierre LABORIE

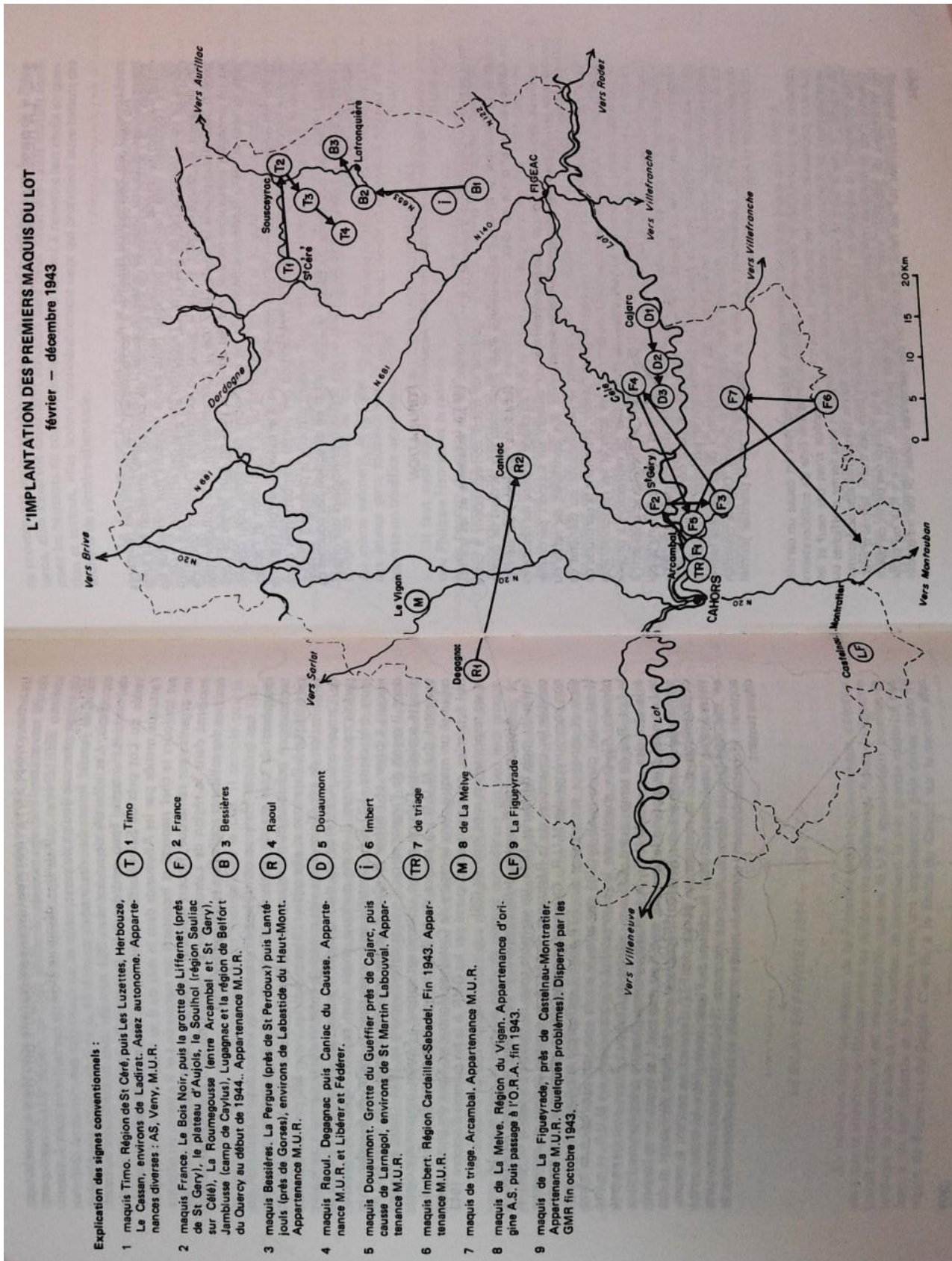


Figure 20 - LABORIE Pierre, Résistants Vichysois et autres. L'évolution de l'opinion et des comportements dans le Lot de 1939 à 1944, Paris, CNRS, 1980, p. 292-293

B. Graphique des prix entre janvier 1939 et novembre 1949

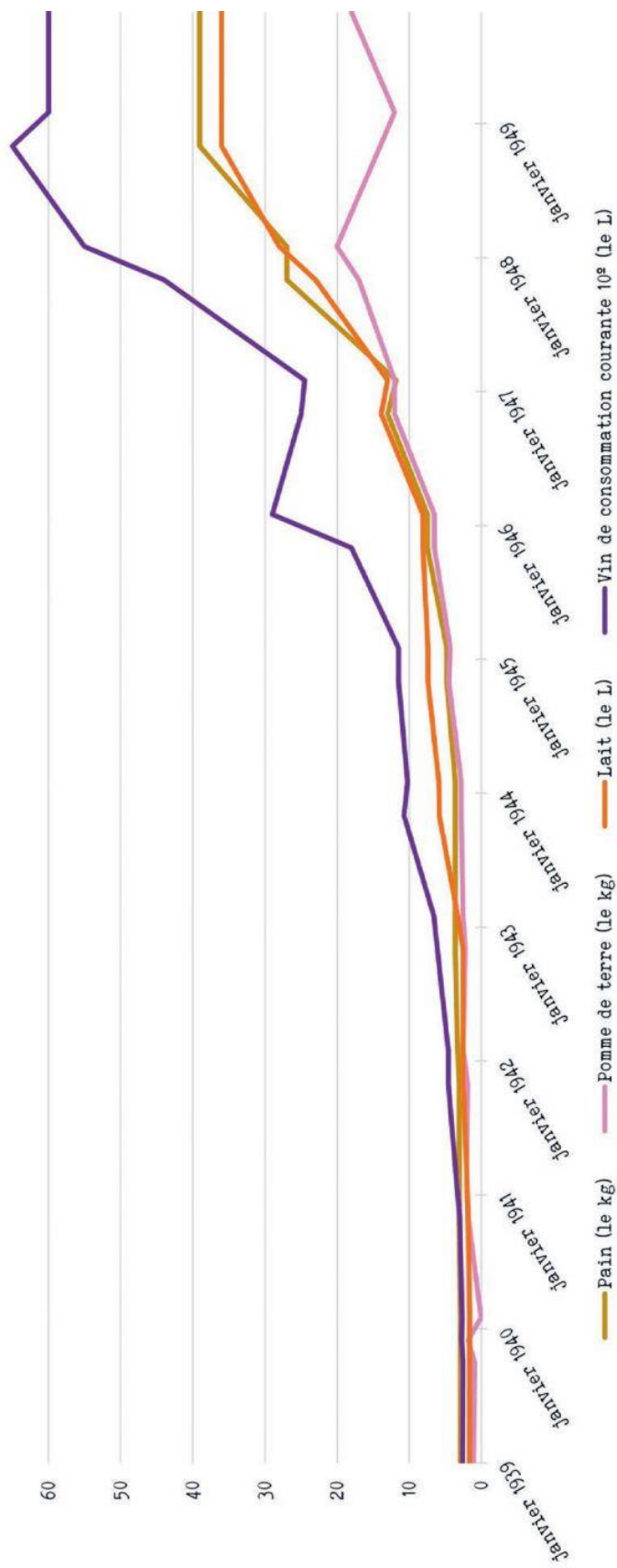


Figure 21 - Graphique de l'évolution des prix entre janvier 1939 et novembre 1949
© LEROY Charlotte, 2023

NOUVELLES PÉNURIES (1945-1949)

La Libération ne marque pas l'arrêt brutal des pénuries. La carte de pain, supprimée en mai 1945, est rétablie à la fin de l'année. Les prix sont multipliés par 6,5 entre 1945 et 1948. La population cadurcienne essaye de substituer certaines denrées trop chères par d'autres, tels que le riz et les pâtes alimentaires.

Les marchés sont toujours mal approvisionnés, notamment en légumes. Les Renseignements généraux insistent sur le mécontentement grandissant des Cadurciens. Seulement 500 kilos de choux, quelques carottes, poireaux et noix sont proposés pour la semaine.



Cadre de journal Le Journal du Lot 21 février 1947
© Archives départementales du Lot - 19730

En août 1946, la situation du ravitaillement en viande à Martel est tellement difficile que le conseil municipal menace le préfet de démissionner. Cette situation de pénurie profite à certains commerçants qui n'hésitent pas à vendre leurs marchandises au-dessus de la taxe comme un boucher de Gramat en février 1947.

Début avril 1948, le sous-secrétaire d'État à l'Agriculture informe le préfet du Lot que la direction du Ravitaillement du département doit être supprimée au profit de son rattachement à celle du Tarn-et-Garonne. Cette situation crée de vives polémiques.



Télégramme de protestation au profit des Renseignements (21 mai 1948)
© Archives départementales du Lot - 19730



Copie d'administration (1947, 1948, 1949) © Archives municipales de Cahors - 2713

C'est dans cette période que redémarre progressivement la production agricole, grâce à l'aide américaine du Plan Marshall. Le 1^{er} décembre 1949, les derniers tickets de rationnement sur le sucre, l'essence et le café disparaissent en même temps que la IV^e République supprime le haut-commissariat au ravitaillement.

D. Affiche de présentation de l'exposition



**Vivre et Survivre
au Quotidien :
S'alimenter dans le Lot**

1939-1949

**Du vendredi 7 juillet au
dimanche 17 septembre 2023**

**À la Prévôté,
1 place Chapou, Cahors**

**Du MARDI au VENDREDI : 10h30 / 15h-18h30
Le SAMEDI : 15h-18h**

Renseignements : 05.65.20.88.91

E. Plaquette d'exposition

À L'AURE...

Le 15 septembre 1919, à l'issue d'un accord de paix...
 Le 15 septembre 1919, à l'issue d'un accord de paix...
 Le 15 septembre 1919, à l'issue d'un accord de paix...



POPULATIONS

En 1919, les populations...
 En 1919, les populations...
 En 1919, les populations...

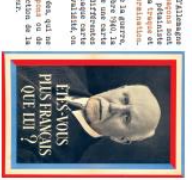


TRAVAIL FAMILLE PATRIE

Après le premier...
 Après le premier...
 Après le premier...



Après le premier...
 Après le premier...
 Après le premier...



LA BARRIÈRE DE LA VIEILLE GARONNE

La barrière de la Vieille Garonne...
 La barrière de la Vieille Garonne...
 La barrière de la Vieille Garonne...



LES BARRIÈRES DE LA VIEILLE GARONNE

Les barrières de la Vieille Garonne...
 Les barrières de la Vieille Garonne...
 Les barrières de la Vieille Garonne...



Les barrières de la Vieille Garonne...
 Les barrières de la Vieille Garonne...
 Les barrières de la Vieille Garonne...



Les barrières de la Vieille Garonne...
 Les barrières de la Vieille Garonne...
 Les barrières de la Vieille Garonne...



D'UNE GUERRE...

Les Français...
 Les Français...
 Les Français...



LA CRISE

La crise...
 La crise...
 La crise...



La crise...
 La crise...
 La crise...



La crise...
 La crise...
 La crise...



LA CRISE

La crise...
 La crise...
 La crise...



LA CRISE

La crise...
 La crise...
 La crise...



La crise...
 La crise...
 La crise...



La crise...
 La crise...
 La crise...

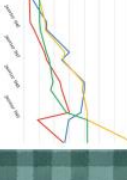


Les prix...
 Les prix...
 Les prix...



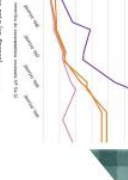
LES PRIX

Les prix...
 Les prix...
 Les prix...



LES PRIX

Les prix...
 Les prix...
 Les prix...



Les prix...
 Les prix...
 Les prix...



LES PRIX

Les prix...
 Les prix...
 Les prix...



LES PRIX

Les prix...
 Les prix...
 Les prix...



Les prix...
 Les prix...
 Les prix...



LES PRIX

Les prix...
 Les prix...
 Les prix...



LES PRIX

Les prix...
 Les prix...
 Les prix...



Les prix...
 Les prix...
 Les prix...



LES PRIX

Les prix...
 Les prix...
 Les prix...



LES PRIX

Les prix...
 Les prix...
 Les prix...



F. Livret-jeux



« Tickets s'il vous plaît » : s'alimenter pendant la guerre

Ce samedi a commencé l'exposition « Tickets s'il vous plaît » Vivre et survivre au quotidien : s'alimenter dans le Lot (1939-1949) à la Prévôté de Cahors.

« On pense connaître la Seconde Guerre mondiale, alors qu'il y a plein d'aspects qui sont oubliés. » Charlotte Leroy est étudiante en Master Gastronomie, Vins, Cultures et Sociétés. Avec son collègue Enzo Delpech, ils effectuent leur stage à la Maison du Patrimoine de Cahors. Le but de la formation qui commençait en mars : réaliser une exposition historique pour le mois de juillet sur le thème de l'alimentation. Mission réussie !

Pour résumer, *Tickets s'il vous plaît* revient sur la période 1939-1949, en plein pendant la Seconde Guerre Mondiale. Alors que se nourrir est la priorité pour les Lotois, les tickets de rationnement vont devenir « un des éléments les plus tangibles de cette situation de crise au quotidien ». L'exposition revient sur la contradiction entre la nécessité de s'alimenter et la réalité des pénuries de l'époque. Pour cela, Enzo et Charlotte ont récolté et compilé des archives, des photos anciennes ou encore des caricatures par exemple.

Pour réaliser ce projet, les deux étudiants n'ont eu que quatre mois, un timing serré. En un mois, ils ont dû bûcher sur toutes les sources qui étaient à leur disposition. Grâce à l'aide du musée de la Résistance, fermé depuis 2018 et qui rouvrira ses portes en 2025. « Il faut continuer à le faire vivre.



Ce mardi, lors de la conférence d'Enzo Delpech et Charlotte Leroy à trois jours du début de l'exposition/DDM.

On a pu consulter des archives sans difficulté ce qui nous a fait gagner du temps » confirme l'étudiant.

Une exposition qui s'adresse à tout le monde

Après ce mois de recherches, il n'en reste plus que trois pour concevoir et monter l'exposition de bout en bout. Un exercice qu'aucun des deux protagonistes n'avait eu l'occasion de réaliser, avant. « La seule fois que j'ai eu à faire

quelque chose comme ça, c'était pour mon mémoire, que seuls le jury et quelques amis ont pu lire. Là, tous les Cadurciens vont pouvoir la voir », développe Charlotte. Et, comme le travail de recherches n'est jamais terminé, Enzo espère bien que certains anciens vont se manifester : « J'aimerais qu'avec cette exposition, des gens qui ont vécu à cette période viennent livrer leurs témoignages, parce que c'est un peu ce qui nous manque. » En plus, l'exposition a aussi un but

pédagogique. « On veut que les jeunes viennent, s'intéressent à ce sujet, confient-ils, c'est pour cela que l'on a créé un livret ludique. » Quiz, illustrations et mini-jeux, tout a été pensé pour plaire aux enfants.

Rappelons que tout le monde peut se rendre à la Prévôté à partir du 8 juillet puisque l'entrée est totalement gratuite. Il n'y a plus d'excuses pour ne pas prendre vos tickets, s'il vous plaît.

Corentin Mauge

Table des sigles et des abréviations

ADACR : Association Départementale des Anciens Combattants de la Résistance

AOC : Appellation d'Origine Contrôlée

Arch. dép. du Lot : Archives départementales du Lot

Arch. muni. : Archives municipales

AS : Armée Secrète

BPR : Bibliothèque Patrimoniale et de Recherche du Grand Cahors

CDL : Comité Départemental de Libération

CH2GM : Comité d'Histoire de la Seconde Guerre mondiale

CHOLF : Commission d'Histoire de l'Occupation et de la Libération de la France

CHRD : Centre d'Histoire de la Résistance et de la Déportation de Lyon

CLL : Comité Local de Libération

IHTP : Institut d'Histoire du Temps Présent

LFC : Légion Française des Combattants

MATOU : Musée de l'affiche de Toulouse

MRDL : Musée de la Résistance, de la Déportation et de la Libération du Lot

MUR : Mouvements Unis de la Résistance

ONAC-VG : Organisation National des Anciens Combattants et Victimes de Guerre

ORA : Organisation de Résistance de l'Armée

RG : Renseignements Généraux

SEL : Société des Études du Lot

SFIO : Section Française de l'Internationale Ouvrière

STO : Service du Travail Obligatoire

Table des figures

Figure 1 - Carte de France après l'armistice de juin 1940	79
Figure 2 - Monseigneur Paul Chevrier, évêque de Cahors (1941-1962)	81
Figure 3 - Le préfet du Lot (Loïc Petit).....	81
Figure 4 - Les « Mongols » basés à Cahors à partir du début 1944	82
Figure 5 - Heinrich Jensen.....	83
Figure 6 - Itinéraire de la division SS « Das Reich » (mai-juin 1944)	84
Figure 7 - Carte individuelle d'alimentation - catégorie J (1942).....	87
Figure 8 - Affiche contre le marché noir (1943) - Philippe-Henri Noyer, Lyon (équipe Alain Fournier).....	90
Figure 9 - Lettre de François Delpech, déporté STO dans le camp de Bobrek (Pologne), 9 octobre 1943	93
Figure 10 - Reconstitution d'une table de 1943	102
Figure 11 - Salle de gauche et salle de droite de l'exposition.....	102
Figure 12 - Exemples de cartel	104
Figure 13 - Vitrine présente dans la première salle de l'exposition	106
Figure 14 - Vitrine présente dans la seconde salle de l'exposition.....	107
Figure 15 - Affiche de propagande pétainiste (1940).....	109
Figure 16 - Visuels Vichy utilisés tout au long de l'exposition.....	110
Figure 17 - Exemples de typographies employées	110
Figure 18 - Exemple d'un encart sur la propagande (p.8).....	114
Figure 19 - Extérieur de l'entrée de la Prévôté.....	120
Figure 20 - LABORIE Pierre, Résistants Vichyssois et autres. L'évolution de l'opinion et des comportements dans le Lot de 1939 à 1944, Paris, CNRS, 1980, p. 292-293	151
Figure 21 - Graphique de l'évolution des prix entre janvier 1939 et novembre 1949.....	152

Table des tableaux

Tableau 1 - Organigramme du Service du Patrimoine de la Ville de Cahors	16
Tableau 2 - Organigramme du Bureau de l'Association de la Résistance, de la Déportation, de la Libération du Lot.....	21
Tableau 3 - Catégories répartissant la population française entre 1940 et 1949	86

Table des matières

Introduction générale	9
Partie I - Mise en contexte et cadrage théorique	12
Introduction.....	13
Chapitre 1 : Historique et présentation des structures d'accueil.....	14
1. La maison du patrimoine à Cahors.....	14
1.1. Historique d'une maison bourgeoise à Cahors : la maison « Quéval ».....	14
1.2. Le siège de la Direction du patrimoine de la Ville de Cahors.....	15
1.2.1. Le Service qui compose la Direction du patrimoine.....	15
1.2.2. Un label en évolution : Ville d'art et d'Histoire	16
2. Le musée de la Résistance, de la Déportation, et de la Libération du Lot.....	17
2.1. Historique du lieu : la Caserne Bessières	18
2.2. Fondation et organisation du musée.....	18
2.2.1. Une fondation unanime	18
2.2.2. La gestion du musée et les objectifs de l'association.....	19
2.3. Faire un musée « hors les murs »	22
2.3.1. Le rôle du comité de pilotage.....	23
2.3.2. Les prérogatives du comité scientifique	24
Chapitre 2 : Faire vivre la recherche historique au travers d'un animation de préfiguration en vue de l'ouverture du futur musée	28
1. Le contexte de la mission confiée	28
1.1. De l'Histoire à la Gastronomie	28
1.2. Un musée vivant.....	30
2. Enjeux professionnels, économiques, sociaux, théoriques	31
2.1. Préfiguration : accompagner la création du nouveau musée.....	31
2.2. Enjeux professionnels personnels	32
2.3. Des problématiques prégnantes.....	33
Chapitre 3 : Une historiographie complexe.....	34

1.	L'historiographie de la Seconde Guerre mondiale en France : une histoire en chantier ?.....	34
1.1.	Des premiers témoignages à la mise en place d'un terreau fertile pour la recherche (1945-1973)	34
1.2.	Le tournant des années 1970.....	36
1.3.	Depuis les années 1990 : entre mémoire et Histoire.....	37
2.	Contextualiser le Lot durant la Seconde Guerre mondiale.....	38
2.1.	L'apport des témoignages	39
2.2.	Les recherches scientifiques et l'importance des associations	40
2.3.	Les apports des autres départements	41
3.	Faire l'histoire alimentaire de la Seconde Guerre mondiale	42
3.1.	Regards sur les travaux de la Première Guerre mondiale.....	43
3.2.	Des travaux pionniers sur la vie quotidienne.....	43
3.3.	Une tentative de réponse : « <i>Les Jours sans</i> ».....	44
3.4.	L'apport des autres pays.....	45
4.	L'apport de la muséologie pour réaliser une scénographie.....	47
	Conclusion.....	48
	Partie II – Une méthodologie historique et une démarche scientifique dans l'étude de différentes sources	49
	Introduction.....	50
	Chapitre 1 : Méthodologie historique et utilisation des archives	51
1.	Un peu d'historiographie.....	51
1.1.	Une histoire événementielle ?.....	51
1.2.	Les débuts des récits historiques dans l'Antiquité	52
1.3.	Les évolutions du Moyen Âge.....	52
1.4.	Le tournant de la Renaissance.....	53
1.5.	Les apports de l'époque moderne.....	53
1.6.	Les ruptures de la Révolution Française.....	54
2.	L'importance des archives dans la discipline historique.....	54

3.	La méthodologie en Histoire	56
Chapitre 2 : Panorama des sources disponibles sur le sujet.....		59
1.	Les Archives du régime de Vichy.....	59
2.	Les archives départementales du Lot	61
2.1.	Brève présentation de la structure	61
2.2.	Les documents de la série M	62
2.3.	Un fonds documentaire majeur : la série W.....	63
2.4.	Les archives privées (série J).....	65
2.5.	Les sources iconographiques (série Fi)	68
2.6.	L'utilisation de la Presse (série PER).....	68
3.	Les Archives municipales	69
Chapitre 3 : Les autres acteurs du terrain.....		71
1.	Le musée de la Résistance, de la Déportation et de la Libération du Lot.....	71
2.	La participation des collectionneurs privés, des professionnels et des sociétés savantes	72
3.	Des documents inédits conservés à la Bibliothèque Patrimoniale et de Recherche du Grand Cahors.....	73
Conclusion.....		74
Partie III – Résultats et retours pratiques		75
Introduction.....		76
Chapitre 1 : Vivre et se nourrir dans les campagnes lotoises entre 1939 et 1949		77
1.	Un département rural dans l'entre-deux-guerres (1918-1940)	77
2.	Des Allemands peu présents dans les campagnes avant le printemps 1944.....	81
3.	Vivre et survivre dans les campagnes du Lot.....	85
3.1.	La mise en place du rationnement.....	86
3.2.	Des « stratégies de contournement ».....	88
3.2.1.	L'importance du troc et l'émergence du marché noir.....	89
3.2.2.	La place des commerçants et l'importance des colis.....	91
4.	Vivre avec la Résistance	93

4.1.	Mise en place et évolution de la Résistance dans le Lot	94
4.2.	Nourrir les maquis ?	94
5.	La Libération dans les campagnes.....	96
5.1.	La Libération du Lot.....	97
5.2.	Des jours plus heureux ?	98
6.	A-ton mieux vécu dans les campagnes que dans les villes lotoises entre 1939 et 1949 ?.....	99
Chapitre 2 : La mise en place de l'exposition		101
1.	Le choix du parcours scénographique.....	101
2.	Le choix des textes de l'exposition	103
3.	Incarner le propos grâce aux objets	104
3.1.	Mettre en lumière des objets du musée de la Résistance, de la Déportation et de la Libération du Lot	105
3.2.	Les collections privées	106
4.	L'iconographie et les problèmes de droit à l'image	107
5.	Conceptualiser l'exposition grâce aux outils numériques et à l'utilisation d'une charte graphique	109
Chapitre 3 : Retours méthodologiques et théoriques.....		111
1.	L'importance de la médiation culturelle.....	111
1.1.	Une proposition de médiation écrite : plaquette de présentation, livret-jeux et dossier pédagogique	112
1.2.	Une médiation orale : conférence et visite mémorielle.....	115
1.3.	Une expérience de médiation auprès du grand public	117
2.	Retours perceptifs sur le stage	118
2.1.	De nombreux apports professionnels et personnels.....	118
2.2.	Des obstacles prégnants	119
Conclusion.....		121
Conclusion générale.....		122
Bibliographie.....		124

Corpus de sources.....	137
Annexes	150
A. Carte des maquis du Lot dressée par Pierre LABORIE	151
B. Graphique des prix entre janvier 1939 et novembre 1949.....	152
C. Exemples de panneaux présents dans l'exposition	153
D. Affiche de présentation de l'exposition.....	155
E. Plaquette d'exposition.....	156
F. Livret-jeux	157
G. Article <i>La Dépêche</i> du 9 juillet 2023	158
Table des sigles et des abréviations.....	159
Table des figures.....	160
Table des tableaux.....	161
Table des matières.....	162

Vivre et Survivre au quotidien : s'alimenter dans les campagnes lotoises (1939-1949)

Résumé

Grâce à un stage de six mois au sein de la Direction du patrimoine de la Ville de Cahors, nous allons tenter de mettre en place une exposition sur la donnée alimentaire durant la Seconde Guerre mondiale dans le département du Lot. Ainsi, après la Défaite de juin 1940, l'organisation du ravitaillement devient la préoccupation majeure du nouveau gouvernement maréchaliste. Parallèlement à cette situation, les Lotois font l'expérience du rationnement. L'instauration des cartes d'alimentation et des tickets de rationnement devient, pour la population civile, un des éléments les plus tangibles de cette situation de crise au quotidien. Dans cette lutte pour survivre, les habitants manifestent des attitudes contradictoires, oscillant ainsi entre la nécessité de s'alimenter et les réalités des pénuries. Les autorités successives tentent alors d'endiguer les difficultés liées à l'alimentation, en proposant des initiatives destinées principalement aux femmes et aux enfants. Toutefois, l'administration ne parvient pas à résoudre ces problématiques. Certains préféreront alors résister à cette situation, soit par les armes, soit en élaborant des systèmes parallèles. Dans ce mémoire, nous essayerons de questionner les tenants et les aboutissants de la mise en place d'une exposition mais également d'outils de médiation.

Mots clés : Seconde Guerre mondiale, Lot, alimentation, campagnes, rationnement, médiation

Abstract

Thanks to a six-month internship within the Heritage Department of the City of Cahors, we're going to set up an exhibition about food supplies during the Second World War in the Lot department. After the Defeat of June 1940, the organization of food supplies became the major preoccupation of the new Marshallian government. At the same time, the people of the Lot experienced rationing. The introduction of ration books and ration cards became, for the civilian population, one of the most tangible elements of this daily crisis situation. In this struggle for survival, the inhabitants displayed contradictory attitudes, oscillating between the need to feed themselves and the realities of shortages. Successive authorities tried to stem the tide of food-related difficulties, proposing initiatives aimed primarily at women and children. However, the administration was unable to solve these problems. Some people preferred to resist this situation, either by taking up arms or by developing parallel systems. In this dissertation, we'll be looking at the ins and outs of setting up an exhibition and mediation tools.

Keywords : World War II, Lot, food, countryside, rationing, mediation